No 234/235 2 juillet 1980

la brèche

organe bimensuel de la
Ligue Marxiste Révolutionnaire
section suisse de la IVe Internationale

**No spécial d'été
20 pages – 3 fr.**

LE PARTI SOCIALISTE SUISSE ET LES FINANCES FEDERALES

page 6

LE "GROUPE D'YVERDON" S'ORGANISE DANS LE PARTI SOCIALISTE (I)

page 7

page 20

LES VERTS EN RFA ET AUX USA

pages 8 et 9

PAS DE TREVE OLYMPIQUE DANS LA LUTTE POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES

sommaire

EDITO
La responsabilité politique des syndicats 3
POLITIQUE
2e pilier : entre la peste et le choléra 3
Le PSS et les finances fédérales 6
Le "Groupe d'Yverdon" s'organise dans le PS (I) 7
SOCIAL
Fonction publique : blocage du personnel 4
Assemblée du cartel syndical de Genève (USCG) 5
Fribourg : Ciba-Geigy licencie 2 000 travailleurs 5
Neuchâtel : sélection à l'école technique 5
Industrie graphique : comment aller de l'avant 5
L'USS en perte de vitesse 14
Droits égaux : Oh, la belle unanimité ! 14

DOSSIERS (oui, oui, trois dossiers)
POLITIQUE
RFA : les Verts, un nouvel espoir ? 8
Les Verts aux USA : le Parti des citoyens 9
HISTOIRE : Le Pacte germano-soviétique et la Suisse romande 10/11
INTERNATIONAL
URSS : répression sur fond de grèves 12
La bureaucratie et les Jeux Olympiques 13
Les leçons du boycott, le CSSOPE, 13
Lettre aux camarades du Parti du Travail 13
INTERNATIONAL
NICARAGUA : la contre-révolution recule 15
FRANCE : la division et la nouvelle crise ? 16
GB : la gauche du Parti travailliste 16
IRAN : du Kurdistan à l'Université, mise au pas 17
AFGHANISTAN : à propos des "massacres" 17
CISJORDANIE : Begin lâche les chiens 18
AFRIQUE DU SUD : "Tirez pour tuer !" 18
DES LIVRES POUR L'ETE 19
L'EVENEMENT
ZURICH : jeunesse en révolte 20

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 45.–
une année, enveloppe fermée : . . . . . fr. 55.–
une année, étranger (Europe) : . . . . . fr. 80.–
Outre-mer : . . . . prendre contact avec nous
abonnement de soutien : . . . . . fr. 100.–

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale 1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry — Imprimerie Cedips, Lausanne

MOUVEMENT DES JEUNES Y'A PAS QU'A ZURICH...

Genève : le 20 juin, la Conférence universitaire des associations d'étudiants a organisé à Genève un meeting de solidarité avec le mouvement des jeunes de Zurich. Environ 200 personnes ont pu voir le film vidéo des ethnologues zurichois sur les provocations policières. Elles ont souligné leur solidarité avec la lutte des jeunes zurichois et ont décidé de récolter massivement des signatures de protestation contre l'interdiction de ce film (qui est à l'origine de la réactivation du mouvement étudiant) par le Conseiller d'Etat zurichois Gilgen.
Lausanne : plus de 100 personnes ont assisté le jeudi 26 juin, à l'Université, à la projection du film interdit par Gilgen. Une résolution de solidarité avec les jeunes et les étudiants zurichois, protestant contre la répression policière et l'interdit frappant le film a été votée.
Bâle : environ mille participants ont manifesté le vendredi 20 juin leur solidarité avec les jeunes de Zurich. Après avoir été informés de la situation à Zurich, les manifestants ont débattu de la situation à Bâle, où — malgré de nombreuses promesses — une maison des jeunes se fait toujours attendre. Après avoir voté une résolution pour une maison des jeunes autonome à Bâle et à Zurich, protestant contre la répression et l'interdiction du film par Gilgen, les manifestants ont pu voir le film vidéo de l'Institut d'ethnologie de Zurich.
Berne : divers groupes, parmi lesquels La Taupe, ont appelé, le vendredi 20 juin, à une fête dans un dépôt de tram désaffecté. Le but était de l'occuper pour en faire un centre des jeunes autonome. Vu la présence des flics, qui s'étaient chargés eux-mêmes de l'occupation du dépôt, une manifestation de 400 personnes a traversé la ville. Près de la Bärenplatz, les flics sont entrés dans la danse, avec leurs gros godillots, leurs gaz et leurs matraques.

Le samedi, une assemblée générale de 500 personnes environ dressa une liste de trois revendications adressées à la Municipalité (transformation du dépôt de tram en centre des jeunes autonome, autonomie pour l'actuel centre du Gaskessel, pas de démolition de fermes dans la banlieue de Bümpliz). En outre l'assemblée exigea une réponse rapide de la Municipalité et la libération de tous les manifestants arrêtés. A la fin de cette assemblée, une nouvelle manifestation se heurta à nouveau à la police, qui en profita pour procéder à plusieurs arrestations.

Bâle : plusieurs centaines d'homosexuel(le)s dans la rue

Le samedi 21 juin, plusieurs centaines d'homosexuel(le)s ont manifesté dans les rues de Bâle. La date choisie — outre le fait qu'elle permettait de mettre cette manifestation (GAY 80) en contrepoint de l'exposition "Grün 80" — devait rappeler le "Christopher Street Day" américain, qui voit chaque année le mouvement homosexuel américain célébrer sa première manifestation publique massive, les 27 et 28 juin 1969, suite à la razzia policière faite dans un bar homo de New York, sis justement à la Christopher Street.

Revendiquant leur droit à la différence ("On est homos — ça vous pose un problème, à vous ?"), pédés et lesbiennes ont également dénoncé les multiples formes de répression auxquelles ils/elles sont confronté(e)s : "Fichiers, contrôles, règlements de police" barrés d'une grande croix; "Psychiatrie et police, saletés répressives". La suppression du paragraphe 194 du Code pénal (qui criminalise les relations homosexuelles au-dessous de l'âge de 20 ans), l'abolition des fichers d'homosexuels et des interdictions professionnelles frappant les homosexuels et les lesbiennes firent également partie des revendications de cette manifestation.

Soutenons la lutte du peuple kurde !

Le Comité de soutien à la lutte du peuple iranien entame une campagne de soutien aux Kurdes en lutte pour leur autodétermination. Ces derniers sont en effet actuellement dans une situation dramatique : le gouvernement iranien leur refuse toujours l'autonomie qu'ils souhaitent et ne recule devant aucun moyen militaire — bombardements massifs de la population — pour leur imposer sa politique. Le peuple kurde a en particulier besoin d'une aide financière, rendue encore plus urgente par le blocus économique du gouvernement iranien. Le Comité de soutien à la lutte du peuple iranien se propose de récolter des fonds et de faire parvenir de l'argent au Kurdistan.

En outre, le Comité fait circuler une pétition demandant à l'Iman Khomeiny et au Président Bani Sadr "de cesser cette guerre fratricide et de lever le blocus économique du Kurdistan".

Les dons doivent être versés au compte suivant: 10 - 11 935 (mention : "Kurdes" au dos du bulletin); Comité de soutien à la lutte du peuple iranien, Lausanne.

Les pétitions peuvent être obtenues à l'adresse du Comité : case postale 2 435, 1 002 Lausanne.

Université de Lausanne : le vieux français, ça commence à bien faire !

Depuis plusieurs semaines, les étudiants de français boycottent, dans une proportion significative, les cours de vieux français. Ce cours, extrêmement spécialisé et passablement barbant, est en effet obligatoire pour les étudiants en littérature. Ils demandent donc que cette branche ne soit plus qu'une option et cesse d'être obligatoire.

Au-delà de la question immédiate du vieux français, ce mouvement, qui a touché de nombreux étudiants, a permis de soulever une série de problèmes, liés à la scolarisation des études.

Futures recrues, soldats : connaissez vos droits

Si l'introduction du nouveau Règlement de service 80 rabote les quelques droits dont disposent les soldats et les recrues à l'armée, la connaissance de ce qui subsiste n'en reste pas moins utile et d'actualité.

Le Comité de Soldats de Lausanne prévoit de mettre sur pied des séances d'information sur le thème des droits du soldat et du RS 80. Prenez contact : Comité de Soldats, case postale 2 407, 1 002 Lausanne.

SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

prenez contact

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
Section suisse de la IVe Internationale

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47
case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds
case postale 59, 2 800 Delémont 1
case postale 28, 1 700 Fribourg 6
case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02
case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
casella postale 225, 6 901 Lugano

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

NYON

NYON FOLK FESTIVAL
du je 24 au di 27 juillet
au bord du lac Léman, en plein air

et sous tentes, 3 scènes, ateliers, hootenanny, bals folk, à boire, à croquer, camping Prix : 20.-, ét., ap. : 17.-, abonnement 4 jours : 60.-, ét., ap. : 50.-. Org., Rens. et loc. : Paléo, c.p. 177, 1 260 Nyon, tél. : (022) 61 01 01, et dans chaque ville.

je 24 juillet : dès 16h. : *String Chaps* (CH), *Andy Irvine* (IRL), *Christy Moore* (IRL), *Arfolk* (DK) — dès 18h.30 : *Isabel et Angel Parra* (Chili), *Michel Buhler* (CH), *Titi Winterstein Quintett* (D) — dès 21h. : *Stockton's Wing* (IRL), *Donovan* (GB), *Imago* (F).

ve 25 : dès 15h. : *Manzanita* (ESP), *Fiddle Fever* (USA), *Jean-Paul Liardet* (CH), *Le Rêve du Diable* (QUE), *Fiddler's Dram* (GB) — dès 18h.30 : *Les Etoiles* (BRE), *Titi Winterstein Quintett* (D), *Philippe Anciaux* (B) — dès 21h. : *Catherine Lara* (F), *"Irish Session"*, *Osibisa* (AFR), *Encima Band* (bal)

sa 26 : dès 15h. : *Silly Wizard* (GB), *Ocean* (CH), *Jean-Paul Liardet* (CH), *Eric Andersen* (USA) — dès 18h.30 : *Zaneth* (CH), *Manzanita* (ESP), *Edith Butler* (QUE) — dès 21h. : *Fiddler's Dram* (GB), *"Special Quebec"*, *New Celeste* (GB), *Lindisfarne* (GB), *Le Rêve du Diable* (bal).

di 27 : dès 14h. : *Pituite Korsakof* (CH), *Regards* (CH), *Barde* (QUE), *Zaneth* (CH) — dès 18h.30 : *Eric Andersen* (USA), *Edith Butler* (QUE), *Pazzi's Wanderbühne* (CH) — dès 21h. : *Silly Wizard* (GB), *"USA Session"*, *John Mayall* (GB), *Encima Band* (F). Plus : les clowns de Blaguebolle, le funambule Michel Brachet; le samedi, dès 11h., des groupes dans les rues de Nyon.

Terrain du Festival Folk

je 17 juil., dès 19h. : *Angelo Branduardi*, *Stephen Stills*, *Richie Havens*. Prix : 25.- (30.- à l'entrée). Org. : Paléo 022/61 40 51.

GENEVE

Salle communale de Plainpalais

je 3 juillet : *Chansons d'Egypte et de Palestine.* Dès 19h. : un groupe populaire marocain, dès 20h.30 : *Azza Baalba* (Eg.), *Mustapha El Kurd* (Pal.). Fr. 10.-, ét., ap. fr. 7.-

LAUSANNE

Musée des arts décoratifs, Villamont 4

du 13 juin au 7 sept. : Dessins d'humour de *Bosc, Cardon, Chaval, Desclozeaux, André François, Maurice Henry, Leiter, Perret, Sempé, Tim, Topor, Ungerer, Urs.* 10h. à 12h., 14h. à 18h., ma aussi de 20h. à 22h.

Collection de l'art brut, Bergières 11

jusqu'au 28 sept. : *Raphaël Lonné* (facteur vivant dans les Landes). 14h. à 18h. sauf lu et je aussi de 20h. à 22h.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

ve 4, sa 5 juil., 20h.30 : *Les enfants du paradis*, de M. Carné — **ma 15, me 16 :** *The Shout (Le cri)* de J. Skolimowski. Et **en août :** *Bof... ou l'anatomie d'un livreur*, de Claude Faraldo — *Rio Bravo* de Howard Hawks — *Le roi Lear* de Kozintsev...

ORBE

dans le cadre de la 15e quinzaine artistique
Esplanade du Château

di 6 juil., 21h. : *Histoires à Venise* de Ruzzante par le **Théâtre Populaire Romand.**
je 3, ve 4, sa 5, je 10, ve 11 juil., 21h. : *Les Aubes rouges*, de Patrick Jaquet par le **Théâtre des Jeunes d'Orbe (TJO).**
ma 8 juil., 21h. : *Padre Padróne*, film des frères Taviani (Italie, 1977).
Et **Montreux Jazz Festival** : 021/61 33 84.

Le 15 juin a paru le livre : *"140 dessins contre le nucléaire"*, préface d'Haroun Tazieff. Ce livre, rassemblant 140 dessins inédits de dessinateurs connus, et dont la vente se fera au profit de l'information et de la lutte antinucléaires est diffusé par le CRILAN/Comité de St-Lô, B.P. 29, 50 004 Saint-Lô Cédex (France). Prix : 35.- FF.

Bonnes vacances Terry Toriale

BIENNE : GYMNASES EN GREVE CONTRE LE COUP DE FORCE DU GOUVERNEMENT BERNOIS

Mercredi 18 juin, le Conseil exécutif du canton de Berne rejetait le recours de M. Perret, recteur du gymnase français de Bienne licencié de son poste parce que "trop libéral". La riposte à cette provocation du gouvernement bernois n'a pas tardé ! Lundi 23 juin, l'assemblée générale des élèves convoquée par l'AEGB (Association des élèves du gymnase français de Bienne) décidait de se mettre en grève pour obtenir la réintégration de Perret.

Le même soir, les élèves du gymnase organisaient un "sit in" à l'endroit même où se tenait la séance de la commission du gymnase qui avait pris, il y a bientôt près d'une année, la décision de licencier Perret. Cette commission a été alors obligée de recevoir une délégation des élèves malgré sa répugnance à ouvrir la discussion avec eux et l'arrogance dont elle a fait preuve tout au long de cette affaire. Elle a dû fixer une rencontre avec eux pour "s'expliquer" sur l'affaire Perret. Le même lundi, l'assemblée générale des élèves du gymnase allemand décidait deux heures de grève le lendemain en solidarité avec l'action des élèves du gymnase français. Au gymnase économique, un mouvement de solidarité se développait également.

Mardi matin entre dix et onze heures *quelque mille élèves des trois écoles supérieures de Bienne étaient en grève et manifestaient leur solidarité avec la lutte pour la réintégration de M. Perret, devant les bâtiments du gymnase français.* La commission du gymnase français a été obligée de lâcher du lest devant ce large mouvement de solidarité : non seulement elle a accepté une discussion avec une délégation élue des élèves, de plus elle n'a pas pu avoir définitivement la peau de Perret. En effet, son objectif était de lui nommer un successeur, sous la forme d'un recteur intérimaire ou d'un administrateur. Elle comptait pouvoir le faire "en douce" au moment des vacances. Ces manoeuvres ont fait long feu et la grève des élèves l'a forcée à mettre la place de Perret au concours; cela implique que la commission dans sa composition actuelle "risque" de ne pas pouvoir imposer sa solution. En effet, dès début août, une nouvelle commission scolaire, reflétant mieux les rapports de forces (majorité socialiste - Entente biennoise à Bienne) entre en fonction et "les coupeurs de têtes" socialistes et radicaux de la commission actuelle sont obligés de démissionner.

En outre, la commission a dû accepter que ce soient les enseignants du gymnase (qui ont apporté en grande majorité leur soutien à Perret) qui fassent une proposition pour un recteur intérimaire.

La grève des élèves a donc été décisive pour débloquer la situation : elle a fait reculer la commission, elle contribue au succès important de la campagne de solidarité avec M. Perret qui dure depuis maintenant près d'une année. Même la SEB (Société des enseignants bernois) a dû prendre position contre le coup de force de la commission qui voulait imposer un nouveau recteur contre la volonté des élèves et du corps enseignant. Rien n'est encore définitivement joué. Mais l'action des élèves, des enseignants, du comité de soutien — composé de tous les partis de gauche dont la LMR et La Taupe — aura fait reculer les chasseurs de sorcières bernois, ces apprentis-Gilgen, qui ont fait de Perret un symbole de la lutte pour les droits démocratiques à l'école, sur le plan cantonal comme à l'échelle suisse. Et dans les gymnases français, allemand et économique biennois, rien ne sera plus tout à fait comme avant !

Vincent

LA RESPONSABILITE POLITIQUE DES SYNDICATS

ctuellement, trois grandes conventions collectives de travail sont en discussion. La convention horlogère du côté de la FTMH, le contrat de la chimie pour la FTCP et finalement le contrat des arts graphiques pour le SLP. En même temps le Parlement va prendre des décisions politiques importantes, qui ont tout autant de signification pour le mouvement ouvrier que les contrats collectifs : comme par exemple sur la politique d'économies, les caisses de pension, l'égalité des droits entre l'homme et la femme.

La bourgeoisie et le patronat mènent aujourd'hui clairement une politique d'affront. Sous le couvert des économies, ils essaient de faire passer le mouvement ouvrier à la caisse et de poursuivre le démontage social.

Cette politique arrogante utilise les faiblesses du mouvement ouvrier. En outre, le PS met gracieusement à disposition le ministre des finances chargé d'approuver cette offensive. Le grand parti ouvrier devient ainsi le prisonnier de sa propre politique, celle de la prise de responsabilités bourgeoises. Et c'est justement là que la responsabilité politique des syndicats entre en ligne de compte. Dans les luttes contractuelles, on peut montrer à la bourgeoisie qu'il est possible de s'opposer à sa politique d'économies aussi.

ien sûr, la FTCP n'est pas une poule mouillée. Les travailleurs et les travailleuses de la chimie sont bien présents à travers leur syndicat. Mais ils ont aujourd'hui une responsabilité à l'égard de tout le mouvement ouvrier et surtout vis-à-vis de ses couches les plus faibles, qui ne peuvent se défendre ni contre l'attaque patronale ni contre celle de l'Etat.

La combativité des travailleurs et travailleuses de la chimie ne se mesure pas seulement aujourd'hui aux pourcents et aux pourmilles qu'ils gagneront par leurs revendications, mais bien plus à leur capacité de montrer qu'ils veulent se réapproprier tout ce que l'Etat leur retire sous prétexte de politique d'économies. Ainsi leur lutte pour la réduction du temps de travail, l'égalité salariale entre hommes et femmes, l'augmentation des salaires et les droits syndicaux prend aujourd'hui une signification d'ensemble. La lutte politique est partie intégrante de la lutte pour les courants.

Le SLP a déjà réalisé une des conditions préalables à cette lutte en refusant un compromis pourri. Il s'agit maintenant de savoir pour quelles revendications le syndicat va entrer en lutte et sur quelles forces il va s'appuyer. Les travailleurs et les travailleuses de l'horlogerie sont particulièrement concernés par ce problème, après leur décision de dénoncer la convention.

i le mouvement syndical commence aujourd'hui à se mettre à nouveau en marche, il peut imposer aux patrons et à l'Etat son propre plan financier.

Economies — oui, mais pas sur le dos des socialement faibles et des assurances sociales, mais par la réduction des dépenses militaires et de l'aide à l'exportation pour les patrons, etc.

Augmentation des recettes — oui, mais par l'imposition de ceux qui s'en sortent toujours, les fraudeurs fiscaux, les gros héritiers, etc. Par une extension de l'impôt sur les transactions aux investissements étrangers (utilisés massivement pour soustraire ces capitaux à l'impôt dans le pays d'origine) il serait possible de faire rentrer bon an mal an 350 millions de francs, alors que l'impôt prévu, une simple taxe de 5 o/o sur les investissements fiduciaires ne produirait que 120 millions. Un impôt fédéral sur l'héritage et les donations fortement progressif à partir des fortunes d'un demi-million pourrait, selon la méthode d'imposition utilisée, rapporter un milliard ou plus par année.

Tout autre augmentation des impôts ne pourrait être acceptée qu'à condition d'être clairement liée aux assurances sociales. L'indexation complète des salaires pour compenser les exercices d'économies et d'impôts de la bourgeoisie; l'égalité salariale entre hommes et femmes; la réduction du temps de travail et la suppression du blocage du personnel : tels sont aujourd'hui les grands axes autour desquels le mouvement syndical peut montrer sa responsabilité aux travailleurs et gagner un grand prestige. Il s'agit évidemment d'une responsabilité toute différente de celle dont les patrons parlent toujours et que la direction syndicale rappelle souvent.

2ème pilier de la prévoyance professionnelle :

LE CHOIX ENTRE LA PESTE ET LE CHOLERA

L'un des porte-parole de l'Union syndicale suisse qualifiait, il y a quelques semaines, d' "inacceptable" le projet de loi sur la prévoyance professionnelle, adopté à l'unanimité par la majorité bourgeoise du Conseil des Etats. La commission du Conseil National, qui s'était prononcée pour une autre loi, prévoit de très nombreuses séances pour aplanir les divergences avec le Conseil des Etats. Le Conseiller fédéral Hürlimann lui a même offert ses bons offices. Les prises de position des groupes parlementaires bourgeois laissent toutefois prévoir que — après quelques batailles de retardement — le Conseil national finira par se rallier pour l'essentiel au projet du Conseil des Etats. Et les bourgeois n'accorderont pas beaucoup de concessions pour l'améliorer.

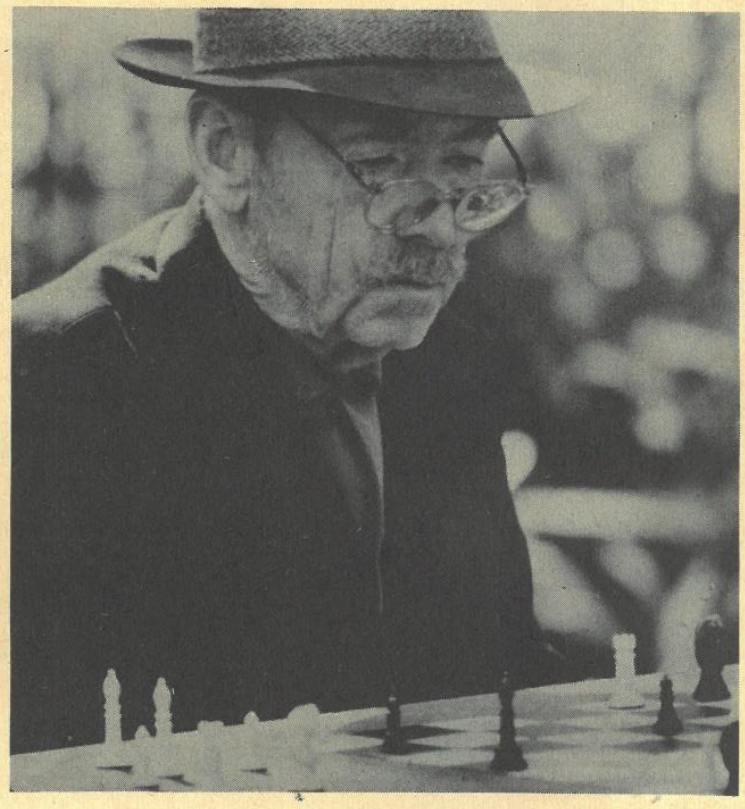
Le dilemme de l'USS et du PSS

Le Parti socialiste suisse (PSS) et l'Union syndicale suisse (USS) se trouvent ainsi, pratiquement à coup sûr, devant un choix pénible. Doivent-ils tolérer cette loi "inacceptable", afin que les salariés qui ne sont pas encore, ou insufisamment assurés, puissent enfin entrer dans des caisses de pension avec des prestations, certes insuffisantes, mais réelles ? Doivent-ils, en menaçant de recourir au référendum, chercher à obtenir un meilleur projet, en prenant le risque de devoir effectivement lancer ce référendum (et donc soit perdre la votation, soit la gagner, ce qui repousserait de plusieurs années l'introduction de la prévoyance professionnelle obligatoire ?

Ce choix entre la peste et le choléra est une conséquence directe de leur soutien au système bourgeois des trois piliers de la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité, en faveur duquel ils avaient retiré leur initiative, pourtant utilisable, sur les caisses de pensions en 1974. C'est un exemple clair comme de l'eau de roche des résultats de la collaboration "confiante" avec l'ennemi de classe bourgeois. La bourgeoisie a utilisé le PSS et l'USS pour enterrer, grâce à leur aide, l'initiative sur les pensions populaires du PdT (qui avait malheureusement quelques manques). Ensuite, sans repentir aucun, elle a laissé tomber les promesses faites à propos de la réalisation du deuxième pilier, violant du même coup la Constitution, où ces principes avaient été inscrits. Il est grand temps de tirer les leçons de ces méthodes de la bourgeoisie.

Des avantages...

La loi votée par le Conseil des Etats exige des cotisations moins élevées d'un quart que celles du projet du Conseil fédéral / Conseil national : 15 o/o au lieu de 20 o/o du salaire coordonné entre 13 200 et 39 600 francs par année. Comme elle ne fixe que les cotisations et pas les prestations (primauté des cotisations), elle laisse tomber les cotisations rétroactives en cas d'augmentation des salaires, détestées à juste titre. Administrativement, les caisses de pensions fonctionnant sur la primauté des cotisations sont plus faciles à gérer, coûtent moins, sont plus compréhensibles pour les salariés et même les petites caisses de pension peuvent s'en sortir sans l'aide des "bons (et chers) offices" des assurances privées avides de profits. Le projet du Conseil national ne contenait rien de cela.



... qui coûtent cher

En revanche les prestations ne sont pas garanties et peuvent devenir, avec un fort taux de renchérissement, très réduites (ou bien les cotisations doivent être massivement augmentées). Les indemnités de renchérissement pour les rentes ne sont pas non plus garanties, et seules les caisses solidement assises pourront — éventuellement ! — les verser. Les salariés devenant indépendants, partant ou revenant de l'étranger, ou les femmes cessant leur travail suite à leur mariage, seront pratiquement escroqués par des prestations à bien plaire. Et finalement la génération d'entrée (ceux qui ne sont pas encore, ou insuffisamment, assurés auprès d'une caisse de pension), est bien plus mal lotie que dans le premier projet et dans les textes lénifiants de la Constitution.

Interfoto

Il y a donc de bonnes raisons de refuser cet inacceptable projet. Ce qui ne change rien au premier projet, qui a de gros désavantages, coûte bien plus qu'une extension de l'AVS assurant des prestations analogues, et qui en cas de forte inflation ne pourrait garantir complètement ses prestations. Le fait qu'aujourd'hui il n'y ait que deux mauvais projets de loi sur la prévoyance professionnelle — et que personne ne puisse en proposer de meilleur — confirme ce que nous avons toujours dit : **le deuxième pilier est et reste une escroquerie populaire et doit être remplacé le plus rapidement possible par une extension de l'AVS/AI.**

G.K.

FONCTION PUBLIQUE :

COMMENT REPONDRE AU BLOCAGE DU PERSONNEL

Dans le secteur public, la bourgeoisie fait peser sur les travailleurs la menace des caisses vides et le chantage aux déficits. Par ailleurs elle tente de monter les salariés-contribuables contre ceux de la fonction publique. Après avoir ainsi réussi à empêcher plusieurs projets d'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires, elle applique en toute rigueur ses recettes, qui ont nom blocage du personnel, diminution des crédits, détérioration des conditions de travail, etc.

Nous nous sommes entretenus de ces problèmes avec Clive Loertscher, membre de la LMR et président de la section VPOD du personnel cantonal vaudois, ainsi qu'avec une militante syndicale de l'Hôpital de Genève, qui ont mis en avant les deux aspects, étroitement mêlés, d'une riposte à la fois centrale et dans chaque entreprise.

"POUR UN PLAN FINANCIER EN FAVEUR DES SALARIES"

Question : *A plusieurs reprises, des propositions contenant des améliorations pour le personnel des services publics ont été rejetées en votations populaires. Comment expliques-tu ces résultats ?*

Clive : Les bourgeois n'ont encore jamais craint de dénigrer les fonctionnaires vis-à-vis des travailleurs du privé. La division entre "privé" et "public" est réellement un problème sérieux. Malheureusement, les responsables syndicaux sont souvent loin d'être blancs comme neige dans cette affaire. **On ne peut pas d'un côté prendre position en faveur d'une augmentation des prix des billets du tram — comme la VPOD l'a fait à Zurich — et dans le même temps appeler à la solidarité des salariés avec les fonctionnaires.**

Nos salaires proviennent des impôts. Autrement dit : nos collègues du privé contribuent en bonne partie à nous payer. Et c'est précisément pour cette raison que les syndicats du secteur public doivent être à l'avant-garde lorsqu'il s'agit de lutter contre des impôts antisociaux ou contre une augmentation des taxes. Voilà pourquoi aussi nous devons, nous fonctionnaires, être les premiers à exiger un impôt sur la richesse, un impôt sur les successions. Voilà pourquoi nous devons dénoncer la fraude fiscale des riches et des super-riches. **Nous voulons des améliorations de nos conditions de travail, nous voulons la semaine de 40 heures, nous voulons des effectifs suffisants — mais pas aux dépens de nos collègues du secteur privé.**

Q. : *Quelle est ta position en ce qui concerne le nouveau plan financier du Conseil fédéral, défendu d'ailleurs par le socialiste Ritschard et qui vient d'être voté aux Chambres ?*

Clive : On a pu lire récemment dans la presse syndicale des articles qui vantaient ce plan financier. On citait Ritschard : "Notre plan financier n'est ni socialiste, ni bourgeois".

Avec de telles affirmations, Ritschard essaie péniblement de maquiller la vraie nature de ces nouvelles économies : on va économiser sur le dos du personnel de la Confédération, des ristournes aux cantons vont être supprimées (ce qui à son tour se répercutera par des économies cantonales au détriment des salariés), le pain va coûter plus cher et, les subventions aux caisses-maladie diminuant, il y aura certainement des augmentations de cotisations. Dans un proche avenir, il est prévu d'augmenter l'ICHA (impôt indirect reporté sur les prix) et de l'appliquer à de nouvelles catégories de biens comme l'énergie. **C'est donc là un plan financier bourgeois de A jusqu'à Z, touchant d'une manière ou d'une autre uniquement notre porte-monnaie de salarié.** En contrepartie, Ritschard présente un petit sucre, qui se dissout déjà dans le sirop parlementaire : on va étudier l'imposition des clients des banques, mais on peut parier qu'il n'en sortira rien du tout. D'ailleurs, pas un centime de ce futur impôt ne figure au plan financier pour 1983...

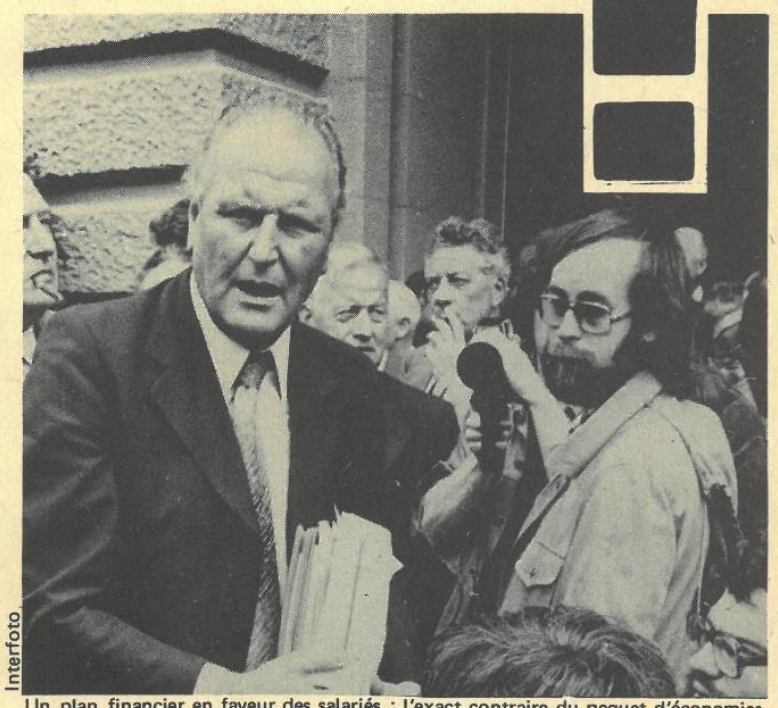
Q. : *Que proposes-tu donc ?*

Clive : Les syndicats — et avant tout ceux des services publics (VPOD, PTT, Chemins de fer) — doivent résolument rejeter ce plan financier. **Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'un plan financier en faveur des salariés.** Par exemple, on a calculé qu'un impôt fédéral fortement progressif sur les successions et les donations supérieures à 200 000 francs rapporterait annuellement entre 1,5 et 2 milliards de francs !... La suppression totale du secret bancaire et postal lorsqu'il s'agit d'impôts rendrait très difficile la fraude fiscale; et on peut deviner quelles recettes supplémentaires cela procurerait... !

Q. : *Clive, tu es président d'une section syndicale de la VPOD et en même temps tu appartiens à la LMR (Ligue marxiste révolutionnaire). Tu as répondu à mes questions en qualité de syndicaliste ou de militant de la LMR ?*

Clive : Mes réponses sont exactement les mêmes, que je parle en tant que syndicaliste ou en tant que membre de la LMR. La LMR est le parti politique qui lutte de la manière la plus conséquente pour le socialisme. Ses activités politiques sont organisées de manière à renforcer le mouvement ouvrier et les syndicats non seulement dans la lutte politique, mais aussi dans l'activité quotidienne concrète.

Lorsque j'ai été élu, il y a maintenant un an, président de ma section syndicale, les collègues m'ont donné leur voix en sachant parfaitement que j'étais membre de la LMR. Mes efforts de syndiqué sont ceux de la LMR aussi : par une politique consciente, convaincre le syndicat de ne plus fonder ses espoirs sur la "compréhension" des patrons et des autorités, mais au contraire sur le renforcement du syndicat comme force indépendante des intérêts de la bourgeoisie.



Interfoto

Un plan financier en faveur des salariés : l'exact contraire du paquet d'économies de Ritschard.

Faire sauter le secret bancaire : une nécessité pour les salariés. Interfoto

Après avoir rappelé que la VPOD de l'Hôpital de Genève avait avancé la revendication d'augmentation des effectifs selon les besoins exprimés par les services, afin de combattre les conséquences du blocage du personnel, une militante syndicale active de l'entreprise nous parle de la manière dont cette revendication a été concrétisée :

"CONSTRUIRE LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE"

(...)

Nous savions que le problème des effectifs était brûlant grâce aux membres de la VPOD et aux travailleurs qui nous donnaient des renseignements sur l'état des unités. Nous avons aussi épluché les différents rapports des commissions administratives, etc. Mais nous devions pouvoir nous donner les moyens d'avoir des connaissances beaucoup plus détaillées et systématiques.

Nous avons donc mis sur pied des enquêtes. Dans la première, il s'agissait de récolter des renseignements sur les effectifs budgétés par unité, les absences du moment, la cause de ces absences, les départs non remplacés et les départs qui allaient avoir lieu, ainsi que l'état de dépendance des malades hospitalisés dans le service.

Nous avons joint au questionnaire une grille de calcul des besoins en effectif, qui tenait compte de tous les éléments sus-mentionnés. Nous avons essayé d'inclure dans ce calcul aussi une autre qualité de travail que celle que nous avons actuellement. Nous sommes arrivés à la conclusion que pour pouvoir tourner, il faut engager 1,75 personnes pour remplir un poste.

L'autre enquête s'est axée sur un problème très concret, les remplacements de vacances. Chaque service devait exprimer très précisément le nombre de semaines de remplacement dont il avait besoin, pour chaque catégorie de personnel et à quelle période (l'enquête portait de juin à octobre). Dans certains services nous avons fonctionné par assemblées du personnel ou par délégation de service. Dans certains secteurs il y a eu une très bonne participation, mais il a été tout de même très difficile de toucher l'ensemble des services de ce géant qu'est l'hôpital. Surtout que nous ne sommes pas implantés du tout dans certains services.

Interfoto

Travailleurs hospitaliers genevois manifestant devant le parlement.

Question : *Et qu'avez-vous gagné ?*

Réponse : D'abord nous avons cru que nous n'allions rien gagner, car la mobilisation n'était pas très importante sur l'ensemble des établissements hospitaliers. Or on constate qu'il y a eu une augmentation de 100 postes au budget des établissements hospitaliers, dont 54 1/2 pour l'Hôpital cantonal. Malheureusement, ce qui manquait, c'était un véritable rapport de forces qui nous aurait permis de contrôler l'affectation de ces nouveaux postes. Il y a eu 330 mois de remplacements de vacances budgétés, mais je ne peux pas affirmer qu'ils n'étaient pas déjà prévus. Je peux néamoins dire que dans certains services nous avons vu apparaître des remplacements de vacances, comme une bonne surprise, quoi !!! Et aussi dans un secteur nous avons obtenu la suppression d'un horaire très étalé et pénible, qui avait été instauré à cause du manque de personnel.

En conclusion, je crois que ce que nous avons gagné, c'est surtout une meilleure audience syndicale, car il y a eu un phénomène de syndicalisation surtout de secteurs peu syndiqués comme les infirmières. Nous avons aussi mieux compris ce que voulait dire construire le syndicat dans l'entreprise, faire qu'il soit réellement implanté.

Assemblée du Cartel syndical de Genève (USCG) :

UN VENT NOUVEAU SE LEVE

L'assemblée des délégués du cartel syndical de Genève (USCG) s'est tenue le 19 juin, quelques jours après l'acceptation de l'initiative syndicale sur la formation professionnelle. Après avoir décidé de se prononcer dès septembre sur deux initiatives importantes (celle des syndicats chrétiens pour la protection contre les licenciements et le projet de la LMR sur les ateliers publics d'apprentissage), le cartel a ensuite discuté de la formation professionnelle et du projet de programme de l'USS. Nous avons demandé à un camarade de la LMR, délégué à l'USCG, de nous présenter les aspects les plus intéressants de ce débat.

*** Quel est le bilan que fait le cartel par rapport au code de recyclage et à la situation sur le plan de la formation professionnelle ?**

— Les délégués ont estimé qu'avec l'acceptation de l'initiative, il ne fallait plus s'accrocher à ce code limité, que l'on avait dû "bricoler" il y a quelques mois et qu'il fallait au contraire le refondre dans la loi d'application de l'initiative. Cette position, que nous avons défendue depuis le début de cette affaire, nous permettra alors de mener la bataille contre toutes les discriminations en matière de formation et de perfectionnement professionnels. Il s'agira aussi de mettre en évidence l'ampleur des besoins qui existent en matière de formation professionnelle afin que le fonds prévu par la loi devienne opératoire dans les plus brefs délais. Une commission élargie du cartel va d'ailleurs être mise sur pied dès septembre sur cette question.

*** Reste la question du congrès de l'USS et des positions que l'USCG y défendra...**

— Oui et à ce sujet le comité du cartel nous a fait une proposition extrêmement intéressante, qui d'après moi devrait être discutée le plus vite possible dans d'autres cartels cantonaux. Face à la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et au paquet d'économies qui vient d'être approuvé par le parlement bourgeois, les délégués ont estimé qu'il était nécessaire d'organiser une **importante manifestation du mouvement syndical à Berne** *pour cet automne. C'est une affaire importane qui implique une intense préparation. Les délégués à l'USCG membres de la LMR sont intervenus en faveur de ce projet de manifestation, mais ils ont également insisté sur la nécessité de lui donner un contenu qui réponde effectivement aux besoins des salariés. Cinq axes ont été proposés dans la discussion, qui vont du refus de l'austérité et de la diminution du temps de travail au refus de toute discrimination entre hommes et femmes, et entre suisses et immigrés, jeunes et vieux, sur le plan de la formation. Ces propositions, avec le texte du comité du cartel — visant à amender le projet de l'USS — et celui de la section VPOD - Genève (qui propose aussi des journées d'action sur des revendications et dénonce l'aspect collaborationniste du projet de programme de travail de l'USS) seront défendues par le délégué de l'USCG au congrès de l'USS.*

*** Finalement, quel bilan tires-tu de cette assemblée ?**

— A la suite du conflit autour du code de recyclage, j'ai pu observer une volonté d'éviter les divisions au sein du cartel, ce qui est une bonne chose. D'autre part, on sent que le mouvement syndical genevois commence à se rendre compte que la situation se dégrade et qu'il faut améliorer l'intervention des organisations de travailleurs. Un vent nouveau souffle, mais c'est loin d'être suffisant. Une manifestation à Berne pour la participation, par exemple, n'a aucune chance de mobiliser les travailleurs ! Il importe donc que l'USCG affine ses positions et prenne l'initiative de préparer une mobilisation autour de revendications qui correspondent réellement aux intérêts des travailleurs. La faiblesse de ce vent nouveau est du reste apparue lorsque les délégués ont appris qu'un patron de la métallurgie avait été nommé, sans contestation de la part des militants de l'USCG présents, au comité de l'Université Ouvrière de Genève (UOG). Thorel, vu cette situation, a annoncé sa démission du comité de l'UOG, mais les autres responsables syndicaux de l'Université ouvrière ont eu le culot d'essayer de justifier leur position avec les arguments les plus douteux. Voilà qui montre bien les limites des responsables de l'USCG et la bataille que nous devrons encore mener pour que le cartel joue enfin son rôle au service des travailleurs du canton !

Fribourg :

CIBA-GEIGY "ASSAINIT" ILFORD ET LICENCIE 2 000 TRAVAILLEURS

Le no 2 de l'industrie helvétique (75 000 emplois dans le monde, 10 milliards de chiffre d'affaires en 1979 et 2,6 milliards de bénéfices avoués depuis 1973) a décidé d'employer la manière forte pour assainir Ilford, une entreprise de photochimie qui lui appartient. En Angleterre, deux usines seront fermées et plus de 1 600 travailleurs licenciés. En Suisse, la mesure est moins massive, mais tout aussi brutale : 250 à 300 emplois seront supprimés d'ici 3 ans à Marly et Fribourg, où travaillent actuellement 600 personnes.

La direction de Ciba-Geigy ne parle pas de licenciements. Elle compte sur les départs volontaires, les mises à la retraite anticipée et les déplacements de personnel à Bâle ou Monthey. Les premières mesures concrètes (abandon de productions) devraient intervenir à la fin de cette année déjà.

La Commission de travailleurs (CT) et le syndicat FTCP, qui regroupe 72 o/o des 240 ouvriers soumis à la convention collective [1], refusent d'entrer en matière sur un "plan social". Ils revendiquent le maintien des emplois sur place. Leur slogan : "déplacer les instruments de production, pas les gens". Selon une rapide étude qu'ils ont faite, le transfert de nouvelles activités à Marly est tout à fait possible, que ce soit pour le conditionnement de produits ou pour des productions de chimie légère, sans compter la création de nouvelles unités d'études et de recherche. D'ailleurs, toutes les CT des autres usines Ciba-Geigy de Suisse se sont déjà prononcées en faveur d'une telle solution.

Avec ses centaines de millions de bénéfices annuels, Ciba-Geigy peut payer le maintien des emplois dans la région. Mais cela ne pourra être obtenu que par une mobilisation de tous les travailleurs de l'entreprise, en collaboration avec ceux des autres usines, et le soutien militant des organisations ouvrières. La FTCP a déjà pris contact avec les syndicats des autres pays concernés et s'est réunie avec eux le 27 juin. Mais on peut craindre que le chauvinisme n'introduise une division néfaste entre les travailleurs de Ciba-Geigy-Suisse et les travailleurs anglais, qui sont les plus durement touchés.

1) Le reste du personnel (cadres et employés) fait partie de la Hausverband, une association du personnel à caractère non-syndical.

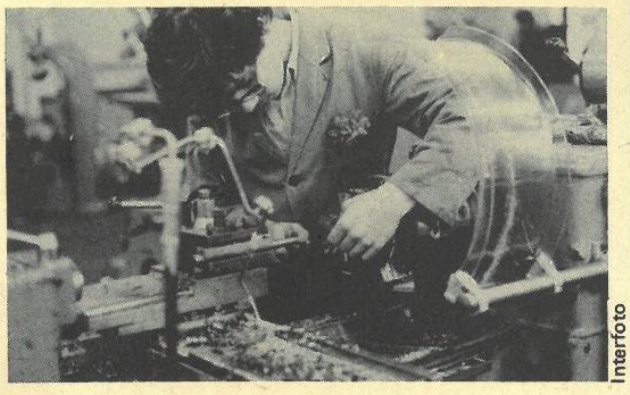
corresp. Fribourg

Neuchâtel :

SELECTION A L'ECOLE TECHNIQUE

Les jeunes rencontrent de plus en plus de difficultés pour trouver une place d'apprentissage qui donne une réelle qualification. A l'augmentation des jeunes qui arrivent en fin de scolarité s'ajoute la diminution des places d'apprentissage due à la récession (fermetures d'entreprises...). La commune de Neuchâtel avait établi un principe : les jeunes promus à la fin du cycle d'enseignement secondaire pouvaient entrer sans examen à l'école technique, pour y être formés comme praticiens (mécaniciens...), techniciens ou ingénieurs ETS. Cette année, devant l'afflux des candidats, elle a innové en introduisant un examen pour tous ceux qui voulaient entrer en section technicien (96 candidats pour 45 places).

L'affaire est venue devant le Conseil général qui a dû justifier par la voix du responsable des écoles, le socialiste Buhler. Les libéraux se sont plu à en rajouter sur la nécessité de la sélection. Le Conseil général a voté un crédit pour créer 15 nouvelles places, ce qui est totalement insuffisant. Ce sont les enfants d'ouvriers qui font les frais de l'austérité de l'Etat. Pour faire un apprentissage dans un métier qualifié, il devient nécessaire de suivre les sections scientifiques, classiques ou modernes; ceux qui sortent de la filière préprofessionnelle restent sur le carreau.

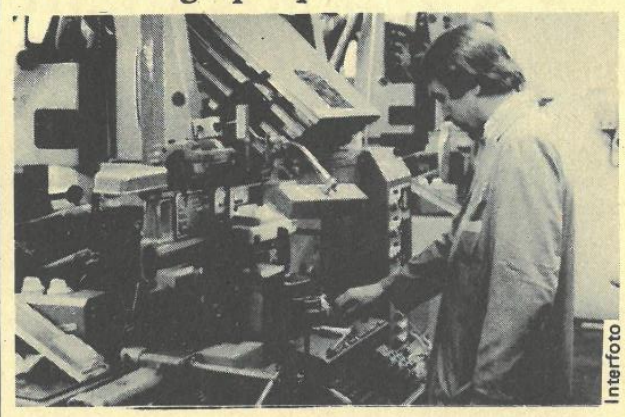


Interfoto

L'initiative sur la formation professionnelle que propose la LMR permet de répondre à ce problème.

Dans l'immédiat, la LMR Neuchâtel propose à tout le mouvement ouvrier une action commune pour exiger l'extension de l'Ecole technique de façon à ce que tous les jeunes qui désirent y apprendre un métier puissent le faire, quelle que soit la filière scolaire qu'ils ont suivie.

Industrie graphique :



Interfoto

COMMENT ALLER DE L'AVANT ?

Après la publication et le commentaire des résultats de la votation à la base du Syndicat du Livre et du Papier (SLP), concernant les propositions d'accord pour le renouvellement du contrat collectif de travail (la brèche no 233), nous reproduisons ci-dessous la contribution au débat syndical sur les perspectives d'action faites par H.-P. Graf, membre de la commission tarifaire.

CONTRE LES PATRONS — SURMONTER ENSEMBLE LA DIVISION

Les discussions à propos de l'assemblée des délégués du premier mai et autour de la votation à la base n'ont pas permis de surmonter la division du SLP. Cette division a été attisée par les collègues qui au cours des négociations n'étaient pas prêts à appliquer les décisions des membres du syndicat et des instances responsables. La votation à la base exprima tout de même un rejet majoritaire du résultat des négociations. Elle montra aussi dans quelles sections résidaient la force et la faiblesse du SLP. Afin de pouvoir répondre aux échéances futures, les réflexions et les démarches suivantes sont, à mon avis, nécessaires :

1) Dans les prochains mois nous devrons lever deux obstacles, si nous voulons progresser dans la confrontation contractuelle. D'une part la division du SLP est problématique, d'autre part, les patrons ne se font pas sans autre des concessions par la seule voie des négociations.

2) L'ASAG (association patronale, réd) *est intervenue activement durant la votation à la base, entre autres avec une édition spéciale du journal des imprimeurs et des communiqués de presse réguliers. Il est donc absolument nécessaire que nous nous adressions activement à l'opinion publique, par nos propres publications, sinon cette opinion publique deviendra un troisième obstacle.*

3) Le résultat de la votation à la base montre que d'importantes sections (surtout dans les entreprises importantes) ont exprimé une forte majorité de non. Pour le travail de ces sections, il est normal que la clarification nécessaire sur les possibilités de mesures de lutte soit faite. D'éventuels exemples de luttes peuvent notamment avoir un effet mobilisateur sur les membres encore sceptiques.

4) En conséquence, je propose que la revendication "recyclage pour tous" soit au centre d'une campagne nationale du SLP pour préparer les confrontations à venir. Un questionnaire dans les entreprises doit permettre de mettre à jour les besoins réels. Une telle activité nous permettrait de faire d'une pierre trois coups :

a) Dans ce travail, nous pouvons intégrer aussi des collègues qui ont approuvé le résultat des négociations. C'est donc une contribution au développement de la résolution du syndicat.

b) Par là, nous offrons aux hommes de confiance une possibilité de développer une activité d'entreprise qui leur soit commune à tous.

c) Le résultat du questionnaire permettra de répliquer publiquement à la propagande patronale avec une réponse concrète. Nous pourrons aussi renforcer politiquement nos membres avec d'autres arguments.

5) Une telle activité exige une bonne préparation. Je propose donc une prochaine réunion nationale des membres des commissions du personnel et d'autres personnes de confiance des entreprises. A part la préparation d'une campagne nationale, une telle rencontre pourrait aussi être l'occasion d'examiner ou de coordonner d'autres actions.

6) Il est clair que cette proposition ne peut pas répondre à tous les problèmes. Elle doit cependant permettre une discussion en commun sur les problèmes actuels et leurs solutions. Nos forces sont limitées, nous ne devons pas les éparpiller. Les actions qui seront développées à l'avenir doivent avoir pour but d'amener le plus grand nombre possible de membres à un travail concret. Par là nous contribuerons à surmonter la division du SLP. Les collègues qui ont toujours lié leur "oui" aux résultats des négociations à une responsabilité à l'égard de l'ensemble du syndicat sont ainsi appelés à faire maintenant la preuve de cette responsabilité. Ils doivent soutenir, par leur participation active, toutes les actions décidées, afin de contribuer à en faire des succès retentissants !

H. P. Graf, Zurich
membre de la commission tarifaire

Le Parti socialiste suisse et les finances fédérales :

Il faut reconnaître une qualité à la bourgeoisie suisse : elle sait tirer profit de tout ce que la paix du travail et la collaboration gouvernementale du PSS lui offrent comme avantages. Et elle est sans retenue, l'arrogante. Après avoir gentiment "laissé" Ritschard prendre les finances fédérales, elle lui colle un beau paquet d'économies sur le dos, comptant sur sa popularité personnelle et sur le bon vouloir du PSS pour le faire passer. En plus, elle ne se gêne pas pour repousser la discussion sur d'éventuelles nouvelles recettes.

Qu'allait faire le PSS dans cette situation ? Prendrait-il le risque de combattre le plan financier de la bourgeoisie, désavouant par la son Conseiller fédéral ? Ou bien, une fois encore, allait-il passer sous les fourches Caudines de la bourgeoisie ? Quelles perspectives offre-t-il alors aux travailleurs ?

Ce sont les questions que nous avons posées à Jean-Noël Rey, secrétaire du groupe parlementaire du Parrti socialiste suisse.

"ACTUELLEMENT, NOUS NOUS TROUVONS DANS UNE SITUATION ASSEZ DIFFICILE..."

ENTRETIEN AVEC J.-N. REY, SECRETAIRE DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU PSS

*** Dans une déclaration publique tu t'exprimais dernièrement en faveur d'une lutte décidée contre la réduction linéaire et antisociale de 10 o/o des subventions fédérales, même si le siège de Ritschard au Conseil fédéral devait être mis par là en question. De ce point de vue quelle est ton interprétation de la décision du PSS de ne pas lancer le rérérendum contre ce paquet d'économies ?**

— L'attitude du PSS à l'égard des économies de 10 o/o est une attitude qui doit se placer dans le contexte d'ensemble du paquet d'économies 1980, qui est un paquet qui contient différents volets; certains volets sont acceptables, ce ne sont pas des économies à proprement parler, par exemple : la suppression de la part des cantons au droit de timbre et à la régie des alcools sont des diminutions de charge pour la Confédération qui sont tout à fait acceptables. Les deux objets qui sont contestables, c'est d'abord la suppression des subventions en faveur du prix du pain à laquelle s'oppose le groupe parlementaire et je pense que le moment venu le PS s'opposera à cette diminution, pour des raisons de principe, mais aussi pour une raison bien simple, c'est que par le biais de cette suppression on essaie de remettre en cause notamment toute la politique agricole. Si l'on veut remettre en cause la politique agricole, il faut prendre le problème de front et non pas par un biais. Ensuite, il y a le problème des 10 o/o de réduction linéaire. Nous avons combattu cette proposition; nous avons proposé de la renvoyer au Conseil fédéral, nous avons été battus; nous avons essayé de sauver les meubles en demandant notamment que l'on diminue la part qui devait être supprimée aux caisses-maladies. Là nous avons enregistré un demi-succès, dans le sens que seuls 5 o/o des subventions seront supprimés, ce qui représente tout de même pour les consommateurs des caisses-maladie quelque chose d'appréciable. Pour le reste, il faut bien dire qu'actuellement nous nous trouvons dans une situation assez difficile, les bourgeois continuant leurs pressions en faveur des économies. Et nous estimons que pour faire stopper cette pression sur les économies, il faut adopter une attitude positive, qui va dans le sens de nouveaux impôts et de nouvelles recettes obtenues par la lutte contre les privilèges fiscaux.

La décision du Comité Central de samedi de charger une commission, la commission des finances du parti, d'étudier les différentes possibilités d'imposition et l'éventualité du lancement d'une initiative fiscale, montre dans quel sens le parti réagira, si les bourgeois refusent l'introduction de ces nouveaux impôts.

*** Mais quels sont les moyens qu'ont le Parti socialiste et le mouvement ouvrier en général pour imposer ces recettes nouvelles ? Parce que le Conseil fédéral n'est pas simplement de bonne volonté, il suit aussi ce que les partis bourgeois et le patronat veulent.**

— Actuellement, je constate que le Conseil fédéral a tenu compte, dans une certaine mesure, des propositions socialistes, et que c'est la majorité bourgeoise du parlement qui ne suit pas.

*** Oui, mais si l'on prend par exemple les 6 propositions socialistes publiées en 1979 sur les questions de la fiscalité, de l'imposition du chiffre d'affaires des banques, des comptes bancaires, etc., qui auraient fourni des recettes importantes à la Confédération, le Conseil fédéral n'en a retenu qu'une, l'imposition des avoirs fiduciaires, qui est justement l'une des recettes qui rapportent le moins à la Confédération (moins de 150 millions d'après vos propres calculs). N'y a-t-il pas là une politique très claire du Conseil fédéral de refuser en fait de frapper les riches, de frapper ceux qui devraient payer ?**

— Les 6 propositions d'imposition de certaines opérations bancaires qui ont été faites par le Parti socialiste au parlement et à l'opinion publique suisse représentaient un choix. A charge du Conseil fédéral et du parlement de choisir l'une ou l'autre de ces propositions. Nous n'avons jamais présenté les 6 propositions comme un programme qui devait être accepté d'un coup; il s'agissait de 6 propositions, discutées déjà il y a deux ans; la Banque nationale, dans une fameuse lettre à la commission des finances, a pris à son compte l'une ou l'autre de ces propositions, disant qu'elles étaient importantes. Deuxième remarque : l'impôt sur les avoirs fiduciaires rapporte peut-être peu à la Confédération, mais revêt un caractère de lutte contre la fraude fiscale qui est extrêmement important. C'est un aspect à ne pas ignorer.

*** Mais en ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale en Suisse, à plusieurs reprises déjà, la majorité bourgeoise et même le Conseil fédéral ont enterré l'affaire, puisqu'ils sont eux-mêmes concernés. N'y a-t-il pas là une nécessité de mener une campagne du mouvement ouvrier ?**

— Mais bien sûr, et on la mène depuis de nombreuses années. Mais si le Conseil fédéral lui-même, comme il l'a fait il y a déjà deux ans, propose cet impôt sur les avoirs fiduciaires, qui rapporte quelque chose à la caisse fédérale et qui en même temps a une fonction de lutte contre la fraude fiscale, il ne faut pas cracher sur cette proposition. Il faut la prendre, c'est un premier pas. C'est un petit pas, mais c'est un premier pas et je crois que si l'on analyse la vie politique suisse, on doit constater au fond que l'on avance par petits pas et non pas par grands pas, bien que souvent, lorsque l'on est confronté à ce type de problème, on ait tendance à vouloir imposer des solutions plus radicales. Il faut tenir compte du contexte politique et, ma foi, de la classe ouvrière, qui réagit comme elle réagit. C'est un aspect qui doit être pris en compte par un parti populaire tel que le PSS.

*** Donc à court terme vous n'envisagez pas, si le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise bloquent totalement l'introduction de nouvelles recettes, une sortie du Conseil fédéral, ou en tout cas un retrait de Ritschard, qui, vu le système collégial, porte la responsabilité de cette politique ?**

— J'ai dit que le problème de la participation socialiste au gouvernement ne se posait pas en ces termes. Quand on participe à un gouvernement qui n'est pas une coalition, mais l'image du rapport de forces au niveau politique suisse, on doit se rendre compte que si l'on gagne sur certains points, on doit faire des compromis sûr d'autres. Deuxième remarque : la participation socialiste au Conseil fédéral ne signifie pas que les socialistes acceptent n'importe quel projet du Conseil fédéral.

Ce sont les organes du parti, en particulier les congrès qui devront tirer les conséquences et faire le bilan de cette activité au Conseil fédéral.

*** Prenons peut-être un des points, extrêmement important pour le mouvement ouvrier, l'impôt sur l'héritage qui est un élément traditionnel du programme du PSS et de l'Union syndicale suisse. Qu'en est-il de cet impôt, pourquoi ne figure-t-il pas dans les propositions de 1979, pourquoi n'est-il pas mis en discussion aujourd'hui dans le débat sur les finances fédérales ?**

— Je suis personnellement convaincu que l'impôt sur l'héritage — si l'on veut modifier la structure de la fortune en Suisse et si l'on veut faire une politique de redistribution — constitue un élément essentiel dans la stratégie d'un parti ouvrier. Je pense également que si l'on veut faire payer plus les entreprises qui sont riches en capitaux, mais qui sont pauvres en postes de travail, il ne faut pas simplement frapper certaines opérations bancaires, mais il faut faire une opération beaucoup plus en profondeur et proposer par exemple une modification de l'imposition des sociétés (je ne veux pas rentrer dans le détail, mais enfin actuellement, il y a trois paliers et nous avons proposé une imposition progressive des bénéfices). Ces deux impôts, celui sur l'héritage et celui sur les sociétés, n'ont pas du tout été oubliés par le Parti socialiste. Je pense que la commission des finances, chargée par le Comité Central d'examiner l'ensemble de la question fiscale, se penchera également sur ces impôts.

Commentaire

QU'Y GAGNENT LES TRAVAILLEURS ?

Dans l'entretien ci-contre, Jean-Noël Rey défend les positions du PSS sur la politique financière fédérale et la décision du dernier Comité central du PSS de ne pas lancer le référendum contre le paquet d'économies. En renonçant au référendum, le PSS renonce dans les faits à combattre la tactique du salami que la bourgeoisie utilise aujourd'hui pour s'attaquer aux dépenses sociales. J.-N. Rey affirme que le PSS s'oppose "pour des raisons de principe" à la suppression des subventions en faveur du prix du pain, mais pourquoi donc un tel principe ne s'applique-t-il pas à la réduction — même de 5 o/o — des subventions aux caisses-maladie ? Pour répondre aux manoeuvres des partis bourgeois et du Conseil fédéral, qui font voter le paquet financier avant de décider de l'introduction de nouvelles recettes comme la taxe sur les poids lourds et l'impôt sur les avoirs fiduciaires, le PSS brandit "l'arme" d'une nouvelle initiative fiscale. Mais cette "menace" est-elle suffisante pour obliger la majorité bourgeoise à accepter ces nouvelles recettes aux Chambres ou à renoncer à les faire échouer en votation populaire ? On peut en douter fortement. De plus une telle initiative, votée au mieux dans 4 ou 5 ans ne constitue pas une réponse immédiate à l'offensive de démantèlement des acquis sociaux entreprise à l'unisson par les radicaux, l'USAM et le Vorort.

En fait, si J.-N. Rey, avec le PSS, trouve dans son ensemble "acceptable" le nouveau paquet d'épargnes, c'est que son refus remettrait en cause la participation socialiste au Conseil fédéral. En effet, c'est Ritschard qui a défendu le projet, c'est lui qui en porte la responsabilité. Domaine public, hebdomadaire socialiste, titre le 19. 6. 80 "Le piège se referme" pour décrire les conséquences de cette situation. Le PSS se voit "imposer", par son conseiller fédéral. un paquet financier comprenant de nouvelles économies sans recettes nouvelles, contrairement aux décisions explicites de ce parti. Décidément, après la TVA, le PSS est soumis à un chantage permanent de la bourgeoisie. Sa politique des "petits pas réalistes" signifie une politique de l'autruche, une politique de reculs successifs. La collaboration sur le plan gouvernemental devient ouvertement et sans aucun fard la prise en charge, par le plus important parti du mouvement ouvrier, de la politique bourgeoise : Ritschard est chargé d'exécuter les "basses oeuvres" de la bourgeoisie. Et la décision du dernier Comité central n'est rien d'autre qu'une caution à cette politique. Contrairement aux affirmations de J.-N. Rey, selon lesquelles la participation gouvernementale "n'est pas un chèque en blanc pour que la bourgeoisie puisse faire n'importe quoi", *les événements depuis le premier vote contre la TVA, prouvent le contraire : c'est une politique financière à 100 o/o bourgeoise qui s'est imposée. Le* "tenir compte du contexte politique" *doit être alors interprété comme "savoir abandonner les intérêts des travailleurs contre un plat de lentilles". Parce qu'il faut que le PSS cesse de prendre en charge la politique du patronat, des banques, du Vorort et des partis bourgeois, parce qu'il faut que prenne fin cette situation qui désoriente les salariés, les socialistes doivent se retirer du Conseil fédéral. Un tel retrait ne conduira au renforcement des positions des travailleurs que s'il va de pair, dès aujourd'hui, avec une autre politique des organisations ouvrières.*

Un plan financier, en faveur des salariés, est en effet possible. Les partis ouvriers et les syndicats doivent préparer, dès maintenant, une alternative ouvrière à la politique d'économies budgétaires de la bourgeoisie. Aux syndicats de mobiliser les travailleurs. Les travailleurs des services publics, touchés par ces économies dans leurs conditions de travail, et tous les salariés qui en paient également la facture ! Les organisations ouvrières doivent combattre unitairement d'une part pour la réduction radicale des dépenses militaires, d'autre part pour de nouvelles recettes, en particulier pour une imposition plus forte de la richesse des banques, pour une lutte efficace contre les privilèges fiscaux et la fraude, pour ce vieux postulat socialiste d'un impôt fédéral sur l'héritage et les donations. Il ne s'agit pas de renvoyer ces propositions à une commission d'études dans le PSS. C'est dans les journaux syndicaux et socialistes qu'une large discussion doit être ouverte sur ces questions. C'est là une condition indispensable pour sortir de l'ornière dans laquelle la politique du PSS et des directions syndicales a amené l'ensemble de la classe ouvrière. De ce point de vue, le refus socialiste de lancer le référendum est une occasion manquée de plus.

Vincent

Le "Groupe d'Yverdon" s'organise dans le Parti Socialiste (I) :

Sous le nom de "Groupe d'Yverdon", une tendance nationale d'opposition de gauche est en train de se structurer dans le Parti Socialiste Suisse. Elle a déjà publié sa plate-forme qui appelle à "lutter dans le PSS afin de le transformer en un instrument efficace de la construction de l'alternative socialiste en Suisse". Quelle est cette alternative que propose le Groupe d'Yverdon ?

"LA FORTE INTEGRATION DU PSS DANS LE SYSTEME BOURGEOIS DEBOUCHE SUR UNE IMPASSE..."

Contrairement à bien des courants critiques (qui ont toujours existé dans le PSS ou dans les Jeunesses Socialistes), le Groupe d'Yverdon part d'un constat qui ne cache pas les responsabilités de la politique suivie depuis des décennies par le PSS et qui a conduit à un **affaiblissement** du mouvement ouvrier face à la bourgeoisie : *"La dépolitisation de la population, plus forte dans la classe ouvrière (...) n'est que la conséquence de décennies de politique de collaboration avec la bourgeoisie et de limitation presqu'exclusive du travail du PSS à l'action parlementaire et à la participation au pouvoir. Cette politique a exigé son tribut : le mouvement ouvrier n'a pu réagir efficacement aux attaques du Capital (...) Dans cette situation, le "déficit" théorique et programmatique du PSS ne peut être escamoté. En conséquence, et de par la forte intégration du PSS dans le système institutionnel bourgeois, on débouche sur une impasse pratique et politique".*

Un débat de fond

Ce point de départ est important, car il met au centre du débat **l'orientation programmatique** à suivre pour que la classe ouvrière puisse contester le pouvoir de la bourgeoisie, et non pas (comme c'est souvent le cas dans le PS) des critiques partielles ou de personnes qui ne touchent pas au fond de son orientation politique.

Le Congrès de Montreux du PSS avait déjà adopté, entre autres à l'initiative de ces militants, le principe d'une révision du programme dans le sens d'une "rupture avec le capitalisme". Même si tous ceux qui ont voté cette motion ne se reconnaissent pas aujourd'hui dans le Groupe d'Yverdon, elle indique du moins que les questions soulevées par ce dernier **correspondent à un besoin plus large de réorientation politique dans le PSS** (au moins dans sa base active) et qui se dessine aussi **chez bien des travailleurs politisés et dans plusieurs fédérations syndicales.**

A l'origine de ce changement, il y a plusieurs facteurs convergents. Le développement de mouvements sociaux (femmes, antinucléaire, jeunes) qui, depuis 1968, ont développé une activité souvent en marge du mouvement ouvrier parce que celui-ci, vu son intégration profonde à la société bourgeoise, était incapable de saisir les besoins nouveaux que la croissance capitaliste suscitait sans pouvoir les satisfaire. Ces mouvements se sont dès lors heurtés à la politique de collaboration de classe et de "gestion loyale" du capitalisme du PSS (Ritschard sur le nucléaire !) alors qu'ils trouvaient un écho certain à la base du parti et des syndicats. Depuis la récession de 1974/75, la politique d'austérité qu'impose la bourgeoisie a porté un coup plus dur encore aux illusions d'une croissance ininterrompue des "réformes sociales" qui, selon le programme du PSS de

La "rupture avec le capitalisme"

La première de ces réponses, la plate-forme la développe comme suit : *"Nous refusons l'illusion réformiste de la construction d'une société socialiste par accumulation de progrès purement quantitatifs et par la participation minoritaire aux institutions bourgeoises. (...) Nous sommes convaincus de la nécessité d'une rupture avec le capitalisme.".*

La formule reste encore très générale, et non dépourvue d'ambiguités. "L'illusion réformiste" ne 1959, devait conduire au socialisme... sans rupture avec le régime capitaliste ! Enfin — et ce n'est pas à négliger — l'existence d'une gauche révolutionnaire (dont la LMR), qui s'est construite dans cette radicalisation nouvelle et a su s'orienter vers le mouvement ouvrier en avançant des objectifs de lutte anticapitalistes (comme sur les 40 heures, contre la PFS ou la TVA), a accentué cette crise d'orientation dans les rangs du PSS.

C'est pourquoi, bien des militants ouvriers en viennent à partager le bilan que dresse aujourd'hui le Groupe d'Yverdon et que résument ainsi deux de ses militants zurichois : *"Le programme de 1959 s'inscrit totalement dans l'idéologie de la croissance économique de ces années. C'est en outre un programme tout imprégné d'anticommunisme, qui a toujours empêché un débat sur la politique socialiste. Personne ne nie que la politique de réformes de ces années a apporté des avantages. Mais on ne doit jamais oublier que si la bourgeoisie a été prête à des compromis, cela provenait de la prospérité de la haute conjoncture et qu'aucune transformation décisive n'a pu être conquise qui enclenche une dynamique au-delà de ces compromis"* (Verena Bürcher et Peter Sträuli, journal des sections 1/2/6/7/8 du PS-Zurich, no 3 juin 1980). En un mot, la stratégie des "réformes progressives" n'a rien apporté d'autre que ce que le capitalisme était prêt à assurer — ce qui est, en effet, la conséquence inévitable de toute politique réformiste !

L'enjeu du débat que lance le Groupe d'Yverdon **dépasse donc de loin le cadre d'un "ravalement de façade" programmatique, tel que le souhaitent les directions du PSS ou de l'USS. Il remet en cause toute l'orientation suivie par la majorité du mouvement ouvrier suisse depuis des décennies. D'où son importance et son intérêt, bien au-delà des débats internes au PSS.** Reste à savoir quelles réponses y apporte le Groupe d'Yverdon.

Manifestation socialiste dans les années 60. Aujourd'hui Hubacher (président du PSS) avoue ne pas pouvoir sérieusement mobiliser ses militants pour une manifestation.

réside pas seulement dans la croyance en des progrès **quantitatifs** et une participation **minoritaire** aux institutions bourgeoises; elle peut reposer tout autant dans l'idée qu'une participation majoritaire aux institutions bourgeoises permettrait des progrès "qualitatifs" qui remettraient progressivement en cause la domination du capital **sans renverser pour autant ses institutions !**

Cette clarification n'est pas une question abstraite de "doctrine". La plate-forme du Groupe d'Yverdon met en effet au centre de sa perspective de "rupture avec le capitalisme" le combat pour **l'autogestion** comprise *"comme une dynamique qui implique une délégation minimale du pouvoir et un contrôle collectif et permanent de cette délégation. L'autogestion implique la propriété sociale des moyens de production, y compris de la terre, et la planification démocratique".*

Ce projet tranche évidemment avec toute la politique de "participation" et de "partage des responsabilités" avec le patronat menée par la social-démocratie. Mais entre ce principe et les tâches qui en découlent aujourd'hui, spécialement dans l'organisation des travailleurs dans les entreprises et les objectifs d'action syndicale, il reste une grande marge d'interprétation. Les camarades zurichois cités plus haut ont dès lors raison de souligner : *"Les conceptions qui sont liées à l'idée d'autogestion recouvrent un large champ. Une discussion programmatique doit donc les préciser et les critiquer pour éviter qu'une conception imprécise soit insérée dans le programme, permettant d'en user et d'en abuser sans conséquences".* Si l'autogestion n'est en effet qu'un terme facile pour resservir la même vieille soupe de la participation des travailleurs avec le patronat ou les illusions d'un cumul de "zones autogérées" qui restent soumises à la concurrence capitaliste, le débat n'aura pas fait avancer énormément dans le sens d'une rupture effective avec le capitalisme. Au contraire, si cette notion implique de mettre au centre du combat politique l'organisation des travailleurs **indépendamment** du patronat pour contrôler non seulement leurs délégations mais l'ensemble des conditions de vie et de travail, elle commence à ouvrir la voie d'une contestation effective du pouvoir de la bourgeoisie et de ses institutions.

La plate-forme du Groupe d'Yverdon ne fait pour l'instant qu'aborder cette question, et c'est son mérite. Nous aurons l'occasion de revenir sur notre conception de l'autogestion ouvrière et des autres réponses qu'avance le Groupe d'Yverdon (sur l'unité de la gauche, le refus de la division des tâches entre parti et syndicat, la critique de la participation au Conseil fédéral, etc...) dans un prochain article.

M. Thévenaz, 25 juin 1980

RFA:

Les Verts, un nouvel espoir ?

Depuis janvier 1980, il existe un nouveau parti en République Fédérale Allemande, les Verts. La lutte pour un environnement meilleur est son but principal. Cette caractéristique si générale correspond au dénominateur commun qui unit les membres de ce parti. Toutefois, avant même d'exister, les Verts ont déjà créé des remous. Après 30 ans d'histoire de l'après-guerre et de miracle économique, le jeu politique pétrifié entre les trois grands partis, la CDU/CSU (chrétienne-démocrate), le FDP (libéral) et le SPD (socialiste) est discuté et remis en question. Mais dans la gauche aussi, la discussion autour des Verts s'est installée.

Pour beaucoup de militants de gauche c'était déjà une raison suffisante pour se rallier aux Verts. Il leur semble ainsi pouvoir réaliser le vieux rêve de 68 : ce mouvement peut avoir des élus, une solution de rechange au SPD et à la CDU/CSU existe. Depuis la fondation des Verts, trois élections aux parlements régionaux se sont déroulées, dans le Bade-Württemberg, dans la Sarre et, finalement dans la plus importante région allemande, la Rhénanie-Westphalie du Nord.

QUI SONT LES VERTS, D'OU VIENNENT-ILS ?

Le congrès de fondation des Verts et le congrès pour la définition d'un programme qui a suivi, offrent une image extraordinairement bariolée, qui correspond aussi à l'origine des Verts. La majeure partie de la base de ce parti est composée de militant(e)s du mouvement antinucléaire, qui pendant presque une décennie sont allé(e)s de manifestation en manifestation et voient enfin une chance d'avoir un parti qui parle de ce pourquoi ils manifestent.

Une deuxième partie des Verts provient de la gauche organisée de l'après 68. Ce sont surtout d'anciens Jusos (jeunes socialistes) et d'anciens maoïstes, déçus par leur organisation ou leur secte, et qui espèrent enfin pouvoir se fondre dans les masses et ne plus être continuellement pris dans des querelles de parti passablement déconnectées des débats réels. Tous ces groupes ont travaillé dans le mouvement antinucléaire, mais sans un programme dans lequel ce mouvement, ses buts et son action, puissent trouver une place. De telle sorte que la rupture de ces militants antinucléaires avec leur organisation politique en a été facilitée.

Ces organisations-là, qui se sont en partie dissoutes, afin de pouvoir entrer dans les Verts, représentent une troisième composante de ce parti. Ainsi l'ancien KPD, mao-stalinien s'est dissous, comme une partie de la KB (Kommunistiche Bewegung, organisation maoïste moins "orthodoxe" que la précédente).

Quatrième partie : des gens, qui pour une raison ou une autre, ont rompu avec l'un des trois grands partis, et cherchent une solution de rechange. Même si cette partie est minoritaire parmi les militants actifs des Verts, elle n'en a pas moins un rôle important, puisqu'elle correspond à peu près à l'électeur moyen que les Verts peuvent toucher.

Le dernier élément de ce parti est tout aussi orienté sur cet électorat; il est surtout crédible à l'extérieur du Parti et moins à l'intérieur. A sa tête, des gens comme Gruhl, Haussleiter, Baldur Springmann, entre autres. Ils défendent une ligne extrêmement conservatrice, voire même fascisante. Le plus connu d'entre eux est certainement Gruhl, élu au parlement fédéral actuel sur une liste CDU. Pour l'extérieur, ces gens représentent la garantie que les Verts ne sont pas un parti de la subversion, du bouleversement, ou du mal, ou du bolchevisme, ou de tout ce que le cerveau d'un petit-bourgeois allemand peut bien s'imaginer pour représenter ses frayeurs. (...)

R. Bahro et B. Springmann : le mariage entre la carpe et le lapin.

LES VERTS, UNE SOLUTION DE RECHANGE ?

La question des Verts a aussi un aspect de théorie politique, en RFA, puisque l'un des théoriciens les plus intéressants parmi les dissidents de la RDA (République démocratique allemande), Rudolf Bahro, auteur de "L'Alternative", a passé directement des cachots de la bureaucratie de là-bas au parti Vert d'ici.

Bahro théorise ce que beaucoup de Verts (des rouges aux bruns) veulent. Il prétend que, vu la menace d'une crise générale de l'environnement qui pèse sur l'humanité, ce n'est pas le programme du mouvement ouvrier qui peut être le dénominateur commun d'un parti, mais celui pour l'environnement.

Ce dénominateur a toutefois déjà été mis à l'épreuve; dans bien des cas il a été un bon dénominateur. Avant tout dans les dizaines d'actions du mouvement antinucléaire, dans les comités, dans les unités d'action, dans les manifestations, etc.

Mais Paris n'est pas la France. Et le dénominateur qui mobilisait les masses dans l'action directe, ne suffit justement pas pour fonder un parti. Lorsque dans les manifestations nous disons : non au nucléaire ! — c'est clair et la bourgeoisie aussi le comprend clairement. Ce que l'aile gauche et l'aile droite des antinucléaires ajoutent n'est pas sans conséquences, mais toujours à partir du fait qu'il y a d'abord une manifestation.

Un parti doit cependant répondre à d'autres exigences. Chaque adhérent sérieux d'un parti veut savoir notamment, avec quelles forces le but peut être atteint; contre qui, et comment, etc.

UN FLOU ARTISTIQUE ET SIGNIFICATIF

Et les Verts ne répondent pas à ces interrogations. Ou alors, comme dans leur programme, qu'avec une épouvantable confusion.

Cela ne doit rien au hasard, mais provient de la collaboration avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie à l'intérieur du parti.

Si Gruhl est contre les centrales nucléaires, il peut tout aussi bien être pour une réduction massive de la consommation des masses — avec, naturellement, maintien du luxe et des profits de la classe dominante. Même des théories ultra-conservatrices sur la race des seigneurs peuvent fleurir dans la serre antinucléaire.

Il n'est donc pas surprenant que lors du congrès programmatique du Parti Vert une grande discussion se soit déroulée sur la question du paragraphe 218, le paragraphe réprimant l'avortement. Ainsi les Verts ne revendiquent pas clairement la suppression du paragraphe 218, mais avancent uniquement des revendications isolées, qui selon la situation pourront facilement être mises sous le boisseau.

Une fois encore, les femmes sont restées sur la touche — chez les Verts aussi. Lorsque l'on regarde comment les Verts débattent de ces questions, quand les décisions sont prises à coup de petits trucs, de pressions, de compromis et de flou étudié, on a tout de suite l'impression de se trouver au parlement.

Et ce n'est pas par hasard. Les Verts sont presque une caricature de l'histoire de la social-démocratie et de sa trajectoire jusque dans les bras de la bourgeoisie. Plus la collaboration de la social-démocratie avec la bourgeoisie s'accrut, plus son programme devint diffus et faible et plus les revendications de la classe ouvrière furent sacrifiées sur l'autel de la bourgeoisie.

UNE SOLUTION DE RECHANGE : A QUOI ET POURQUOI ?

Lorsque nous parlons de solution de rechange, il ne s'agit pas nécessairement d'une question de programme. Tout le monde peut écrire, et certains écrivent beaucoup. Les programmes n'ont de sens que comme guide pour l'action et spécialement pour l'action en vue d'une meilleure société.

Et lorsque nous parlons des possibilités d'un parti Vert, nous devons aussi voir si à ce niveau il peut offrir une solution de rechange.

Pour des milliers et des dizaines de milliers, les Verts semblent être une solution de rechange. Ils comprennent qu'il est nécessaire et possible de ne pas se laisser dépérir dans le jeu politique des partis actuels. Ce sentiment ne s'exprime pas seulement chez ceux qui se disent eux-mêmes de gauche, mais aussi chez beaucoup de gens qui, ces dernières années ont été confrontés pour la première fois avec la politique. Ils ont fait l'expérience de la coalition entre libéraux et socialistes, qui entra au gouvernement à la fin des années 60 bardée de promesses de réformes et se transforma en un gouvernement de gestion et de défense de l'Etat bourgeois sur le dos des grandes masses.

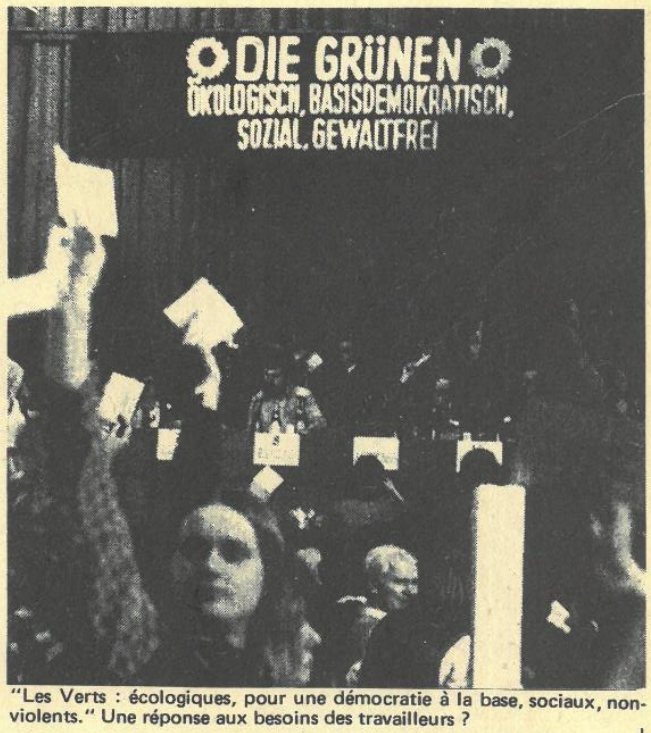
Mais d'où la social-démocratie tire-t-elle les forces pour pouvoir faire passer sa politique bourgeoise — y compris la politique de construction de centrales nucléaires ? Ou, inversément : mais où une solution de rechange peut-elle trouver les forces pour vaincre les sociaux-démocrates et les bourgeois ?

La réponse aux deux questions ne se trouve ni dans un programme ni dans un parti mais dans les forces sociales qui ont une cohésion allant au-delà de la question du rejet des centrales nucléaires.

Et c'est de la classe ouvrière qu'il s'agit, même si, en accord avec les Verts, en particulier avec les Verts "rouges", nous disons que la classe ouvrière pourrait trouver encore beaucoup plus d'alliés si elle s'opposait aux centrales nucléaires.

Le SPD est encore fort à cause des espoirs qu'une partie de la classe ouvrière place dans "son" parti. Mais le SPD est aussi fort, parce que parmi ceux qui cherchent une solution de rechange, beaucoup n'en ont pas et ne pourront pas non plus en trouver chez les Verts.

Et tous ceux-là ne sont pas simplement des sectaires ou des sociaux-démocraties déguisés — comme Bahro désigne souvent la gauche qui ne suit pas les Verts. Ce sont des gens, des travailleurs et des travailleuses, qui dans les dernières années de crise ont éprouvé des difficultés; y compris celle de se défendre. Des syndicalistes qui se sont heurtés à la ligne de capitulation de leur direction. Militants de la grève de la sidérurgie, militants d'entreprises, qui veulent construire des structures syndicales d'entreprises. Et tous ces militant(e)s savent une chose : le problème n'est pas de savoir si Strauss est meilleur que Schmidt. Les deux préparent des attaques en règle contre eux. Mais ils savent que l'élection de Strauss représenterait un signal de découragement.



"Les Verts : écologiques, pour une démocratie à la base, sociaux, non-violents." Une réponse aux besoins des travailleurs ?

Et l'encouragement qu'ils cherchent, ils ne peuvent le trouver qu'avec des collègues encore sociaux-démocrates ou déjà déçus, dans l'action et la reconquête de forts syndicats de combats. Et c'est ce qu'ils attendent aussi d'une solution de rechange politique. Mais avec les Verts conservateurs à la Gruhl ou à la Haussleiter, il y a peu de chance d'y arriver. Et il ne suffit pas de dire, comme certains Verts de gauche, que la droite des Verts veut aussi une société meilleure, et qu'elle n'est simplement pas encore anticapitaliste. Les forces qui, à l'intérieur du mouvement ouvrier se libèrent de l'emprise social-démocrate, doivent être anticapitalistes, sans quoi elles ne pourront réaliser leurs buts.

LES VERTS A L'EPREUVE, OU LES ESPOIRS TRAHIS DE LA GAUCHE

Près de six mois d'existence du Parti Vert nous donnent déjà la possibilité d'examiner la validité de cette critique. Toute l'histoire de sa fondation permet de voir clairement si les verts de gauche ont vu se réaliser leurs espoirs ou si justement ils n'ont pas pu atteindre les masses et les travailleurs.

D'abord les Verts des organisations de gauche ont été obligés de quitter leur parti. Pour une seule revendication claire, ils ont dû cesser de travailler à la réorientation du mouvement ouvrier avec des camarades de même opinion. Puis ils ont été roulés programmatiquement. Puis le test commença.

Les élections dans le Bade-Württemberg semblèrent bien aller, le Parti passa la barre des 5 o/o. Mais déjà les prévisions de la gauche se révélèrent illusoires. L'un des représentants verts les plus connus, le militant de gauche du conseil d'entreprise de Daimler-Benz, Willi Hoss ne fut pas élu — mais bien les Verts de droite. Pourquoi ? Tous les collègues qui élirent Willi Hoss au conseil d'entreprise ne virent pas de lien entre ses activités dans l'entreprise et le syndicat et la politique de son parti.

Ainsi les Verts — les Verts rouges aussi — sont une répétition exacte du SPD, toutefois sans son origine historique dans la période de formation du mouvement ouvrier. Les deux reconduisent la séparation entre la politique, le travail syndical et la collaboration avec la bourgeoisie.

Les deux tests suivants pour les Verts ont été encore plus choquants. La Sarre et la Rhénanie-Westphalie du Nord auraient dû être, pour de nombreuses raisons, un terrain superbe. On y trouve une pollution de l'environnement très forte et une social-démocratie, très, très droitière. En Westphalie-Rhénanie du Nord, elle est même responsable au niveau gouvernemental. Là les Verts passèrent bien endessous des 5 o/o. Il n'y a pas eu de percée dans les quartiers ouvriers — malgré la trahison de la grève de la sidérurgie par le SPD et l'existence d'une forte opposition syndicale. La raison en est simple : les Verts ne sont pas une solution de rechange pour s'opposer à Strauss et Schmidt et renforcer le mouvement ouvrier.

LA GAUCHE ET LES VERTS

Pour une bonne partie de la gauche, l'entrée dans les Verts et l'abandon de son programme ne représentent rien de particulier. Les maoïstes ont toujours été avides de collaboration avec la bourgeoisie — et ainsi ne purent jamais devenir une solution de rechange au SPD aux yeux des travailleurs et des travailleuses. Aujourd'hui ils ont sacrifié leur parti et les revendications du mouvement ouvrier à la collaboration.

Mais d'autres courants, plus ouverts, comme le Bureau socialiste, sont divisés. Une partie d'entre eux voit dans les Verts une solution de rechange. Ce qui paralyse presque le Bureau socialiste.

Nos camarades des GIM (Gruppe Internationale Marxisten) n'ont pas passé à côté du problème des Verts les yeux fermés. Ils l'abordèrent toutefois à partir de leur ligne de développement et de renforcement d'une solution de rechange, s'appuyant sur une force sociale de rechange, le mouvement ouvrier. La solution de rechange pour ces forces ne peut pas se trouver dans un parti rapidement bâclé mais dans un plan d'action et dans sa réalisation, qui passe par la lutte contre les attaques bourgeoises, portées par les patrons d'un côté et par le gouvernement Schmidt de l'autre. A partir de ce plan d'action, une politique d'unité doit être menée qui s'adresse aussi bien au SPD qu'à son petit frère, les Verts. La gauche de ces organisations devra alors choisir. Préfèrera-t-elle l'unité du parti à l'unité d'action ?

Kkst

Les Verts aux USA

Aux Etats-Unis aussi, la création d'un Parti des citoyens, aspirant, sous couvert d'écologie, à capter les voix de la gauche du Parti démocrate, a provoqué certains remous. Moins par son impact populaire (le parti rassemble moins de 5 000 membres) que par la personnalité de l'un de ses fondateurs, Barry Commoner, figure de référence de tous ceux qui luttent pour l'environnement. Nous publions ci-dessous un article paru le 9 mai 1980 dans "The Militant". "The Militant" est l'hebdomadaire du Socialist Workers Party (Parti socialiste des Travailleurs) des Etats-Unis, que seule une législation réactionnaire empêche d'être la section américaine de la IVe Internationale.

Le Parti des citoyens :

UN DEFI AU POUVOIR DES TRUSTS ?

Le Parti des citoyens (Citizens Party) a tenu son congrès de fondation du 11 au 13 avril à Cleveland. 500 personnes y assistèrent.

Le principal point à l'ordre du jour était la ratification de la désignation de Barry Commoner comme candidat à la présidence des Etats-Unis. Commoner est un biologiste, spécialiste des problèmes de l'environnement. Auteur de plusieurs ouvrages [1], il est une personnalité du mouvement antinucléaire.

La Donna Harris fut désignée comme candidate à la vice-présidence. La Donna Harris, qui est une Indienne Comanche, a joué un rôle dirigeant dans la campagne de son mari, Fred Harris, pour sa nomination, en 1976, comme candidat à la présidence du Parti démocrate. Fred Harris, ancien sénateur de l'Oklahoma, soutient aussi le Parti des citoyens.

Le Parti des citoyens annonce 4 000 membres. Sa base principale est constituée par une couche de gens, enseignants, juristes, travailleurs sociaux, administrateurs de programmes sociaux du gouvernement, animateurs de quartier, etc., dont beaucoup ont été actifs dans le cadre du Parti démocrate. Ils sont déçus par le gouvernement Carter et effarés par la perspective d'un choix entre Carter et Reagan en novembre.

Le Parti des citoyens présentera des candidats dans certains Etats, mais comme l'a déclaré Commoner le 12 avril : *"En ce qui concerne les démocrates dont les positions sont proches de celles du Parti des citoyens, je peux vous assurer que nous n'allons pas présenter de candidats contre aucun d'entre eux. Notre but c'est de faire entrer des gens intéressants au Congrès, pas d'en faire sortir".*

Plusieurs activistes de vieille date du Parti démocrate ont joué un rôle lors du congrès de fondation du Parti des citoyens. Parmi eux, Don Rose, qui était l'organisateur, en 1979, de la campagne électorale de Jane Byrne pour la mairie de Chicago.

L'élection de Jane Byrne fut fêtée dans les cercles démocrates réformistes comme un exemple de "révolte populiste" dans le Parti démocrate. Mais la fête a pris fin quand Byrne a organisé le licenciement de plus de 1 000 enseignants, quand elle a supprimé une indexation au coût de la vie promise aux employés des transports publics et qu'elle a essayé de briser le syndicat des pompiers.

Le Parti des citoyens n'a pas fait de bilan de ce désastre. On ne sait pas non plus si Jane Byrne représente la sorte de "bons démocrates" auxquels le Parti des citoyens, selon Commoner, n'opposera pas de candidats.

LE PROGRAMME DU PARTI DES CITOYENS

Selon un article d'A. Cockburn et J. Ridgeway, paru dans la "Village Voice" du 21 avril, La Donna Harris *"a été encouragée à entrer au Parti des citoyens par Jim Abourezk, ancien sénateur démocrate du Dakota du Sud (...) Abourezk est aussi un partisan de Kennedy. L'espoir de tous, c'est que si le sénateur du Massachusetts (Kennedy, réd.) n'est pas désigné comme candidat à la présidence par la convention du parti démocrate (...) alors ses supporters passeront au nouveau parti".*

Les couches moyennes qui constituent la base du Parti des citoyens, ainsi que son orientation vers les libéraux 2) procapitalistes, ont déterminé le contenu du programme avec lequel Commoner et Harris se présentent.

"Le profit ou la propriété privée ne sont rien de faux" disait une déclaration programmatique plus ancienne. Le but est de corriger *"les erreurs du capitalisme"*, comme Commoner le déclare dans son entretien avec "In these Times".

Comment le Parti des citoyens propose-t-il alors d'affronter pratiquement le pouvoir des trusts et de résoudre les problèmes les plus pressants des travailleurs ?

* **Blocage des salaires et des prix** : le candidat Commoner est favorable à un blocage des salaires et des prix : *"Je pense qu'il s'agit d'un remède temporaire"* (entretien avec la revue "In these Times").

Une telle position est fondamentalement réactionnaire et anti-ouvrière.

Que ce soit sous la forme des "recommandations" de Carter, du "contrôle" de Kennedy, ou du blocage de Commoner, toutes ces limitations des prix et des salaires ne sont nullement un remède. C'est un instrument dans les mains du gouvernement et des employeurs. Un gouvernement capitaliste ne peut pas et ne veut pas bloquer, ou simplement freiner, les prix; invariablement, il utilise la façade du contrôle des prix et des salaires pour justifier un maintien des salaires loin derrière le taux d'inflation.

Barry Commoner et La Donna Harris : le profit et la propriété privée n'ont, à leurs yeux, rien de répréhensible.

Dans le programme de Commoner, il n'y a aucun soutien à la revendication d'échelle mobile pour tous les salaires et les rentes de la sécurité sociale qu'avance le mouvement ouvrier.

En fait, la plate-forme du Parti des citoyens réclame un "contrôle" des prix, des factures des services publics et des profits, mais il rejette leur blocage ou leur réduction. Quand un blocage des prix des services publics du gaz et de l'électricité fut proposé dans le groupe de travail du congrès sur l'énergie, un directeur d'entreprise électrique s'est levé pour protester, car cela mettrait son entreprise en faillite. Le groupe de travail a alors rejeté cette proposition.

CONCURRENCER GENERAL MOTORS

* **"Les travailleurs propriétaires"** : le Parti des citoyens attache beaucoup de prix à sa proposition d'aide du gouvernement à des travailleurs ou des syndicats pour racheter des entreprises menacées de fermeture.

En parlant de l'industrie automobile, Commoner déclara, dans son discours au congrès : *"Nous disons qu'au lieu de faire des prêts à Chrysler, le gouvernement devrait fournir aux travailleurs ou au syndicat les fonds pour qu'ils puissent racheter l'entreprise. Qui plus est, nous disons qu'ils pourraient être bien plus compétitifs que General Motors et qu'ils pourraient même l'éliminer du marché.".*

Pourquoi les travailleurs devraient-il dédommager les milliardaires pour des usines que les travailleurs ont construites ? Pourquoi ces entreprises devraient-elles continuer à être gouvernées par la loi du profit, qui aurait pour conséquence que les syndicats (en tant que "propriétaires") devraient imposer des réductions de salaires, des accélérations de cadences et des conditions de travail dangereuses afin d'être concurrentiels sur le marché ?

La tentative du Parti des citoyens de sauver une forme de propriété **privée** de l'industrie, alors que la nécessité d'une propriété **sociale** est de jour en jour plus claire, est une impasse réactionnaire.

* **Réduire radicalement la consommation d'énergie** : Commoner propose un rationnement de l'essence, afin de réduire la consommation de 20 o/o. Et il réclame des quotas d'importation pour diminuer la dépendance à l'égard du pétrole étranger.

Le Parti des citoyens se fait ainsi l'écho des revendications des Partis démocrate et républicain qui veulent que les travailleurs sacrifient leur niveau de vie afin d'aider le capitalisme à surmonter les difficultés qu'il rencontre. Les prétextes sont les mêmes : le pétrole américain est prétendument épuisé et la dépendance à l'égard du pétrole arabe met en danger la sécurité des USA.

* **L'énergie nucléaire** : Commoner est favorable à un moratoire de la construction de nouvelles centrales nucléaires et à une mise hors service progressive des installations nucléaires actuelles. C'est une position parallèle à celle de Brown, Kennedy et plus récemment Anderson.

Pourquoi Commoner rejette-t-il une fermeture immédiate des centrales nucléaires ? Une des raisons avancées, c'est que l'énergie solaire et d'autres sources d'énergie renouvelables sont insuffisamment développées pour compenser immédiatement la renonciation à l'énergie nucléaire.

Le programme et les candidats du Parti des citoyens ne proposent pas d'utiliser le charbon comme source d'énergie de remplacement immédiate, alors que c'est possible.

Ainsi, si jamais Commoner devient président, les mortelles centrales nucléaires continueront de fonctionner, mettat en danger des millions de vies.

CONDAMNATION DE L'IRAN ET DE L'URSS

* **Politique étrangère** : le congrès de fondation du Parti des citoyens a pris position contre la conscription. Mais la plateforme qui a été votée accepte les arguments utilisés pour justifier la militarisation. Elle condamne l'Iran pour sa prise d'otages américains (tout en exprimant sa sympathie pour la revendication de faire passer le chah en justice) et l'URSS pour avoir envoyé des troupes combattre en Afghanistan les guérillas que la CIA soutient.

En conséquence, le Parti des citoyens revendique seulement une *"réduction significative"* du budget militaire, ce qui ressemble aux promesses du candidat Carter en 1976.

Ce programme ne représente pas une solution de rechange aux Partis républicain et démocrate.

Le flot de déclarations contre les trusts faites par le Parti des citoyens masque son incapacité à poser la question fondamentale : quelle force sociale peut chasser les trusts du pouvoir ? Comment peut-elle être organisée et mobilisée ?

UNE SOCIETE DE CLASSES

Comme les démocrates et les républicains, le Parti des citoyens prétend représenter "le peuple". Mais "le peuple" est divisé en classes dont les intérêts sont opposés. Une classe, celle des capitalistes, possède les trusts.

L'autre force sociale décisive est la classe ouvrière. Son pouvoir potentiel provient du fait qu'elle fait marcher les usines, les mines, les communications et les systèmes de transports sans lesquels aucune économie moderne ne peut fonctionner.

Ce sont les travailleurs qui subissent le plus directement les attaques des patrons dans le pays et à l'étranger : le chômage, l'inflation, les réductions de dépenses dans les services publics, les discriminations racistes et sexistes, les dangers de l'énergie nucléaire et la menace de guerre.

Seule la classe ouvrière a intérêt et peut mener une lutte afin d'éliminer ces maux et réorganiser l'économie pour qu'elle serve les besoins humains et non les profits d'une minorité.

C'est pourquoi il faut un parti des travailleurs pour affronter le pouvoir capitaliste.

La classe ouvrière américaine est organisée en syndicats puissants, qui comptent 22 millions de membres. Les syndicats pourraient et devraient prendre l'initiative de créer un parti ouvrier pour unifier et mobiliser les syndiqués, les chômeurs, les inorganisés, les noirs, les femmes et tous les opprimés.

Il y a de plus en plus de discussions aujourd'hui dans les syndicats sur la nécessité d'un parti ouvrier. Ces discussions, même si elles ne font que commencer, vont dans la direction d'une réelle solution de rechange au monopole capitaliste de la politique américaine, par le jeu des deux partis bourgeois, républicain et démocrate.

Le Parti des citoyens, lui, va dans la direction opposée. Sa base de couches moyennes (petite-bourgeoisie) ne peut pas mener une lutte déterminée contre la domination des trusts. Et la direction du parti a les yeux fixés sur l'objectif de gagner des politiciens libéraux, procapitalistes, du Parti démocrate.

Pour ceux qui cherchent un réel moyen de combattre la domination capitaliste, les candidats du SWP à la présidence et à la vice-présidence, Andrew Pulley et Mathilde Zimmermann, représentent une solution de rechange réaliste. Car notre parti n'est pas tourné vers les critiques libérales du gouvernement Carter, mais vers les millions d'opprimés et d'exploités qui représentent le futur.

Et le thème de leur campagne est celui du prochain grand pas en avant des travailleurs américains : la création d'un parti ouvrier, basé sur le puissant mouvement syndical.

Fred Feldman

1) Dont nous recommandons par ailleurs la lecture. En français : "L'encerclement", Seuil, 1972; "Textes sur l'énergie solaire", édités par le Comité lausannois antinucléaire (CLAN). Ces ouvrages sont en vente à nos librairies La Taupe, rue de la Tour 8bis et 22 rue Saint-Léger, Genève.

2) Dans le vocabulaire politique américain, le terme libéral désigne un bourgeois réformiste, un démocrate de gauche au sens le plus large.

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE E

Il y a quarante ans, le "Pacte Hitler-Staline" (1939-1941) était encore en vigueur. En un survol historique, ressortant des oubliettes quelques citations fort intéressantes, Claude Cantini, auteur de "Le fascisme italien à Lausanne"* remet en mémoire la position adoptée à l'égard du rapprochement germano-soviétique par une partie du mouvement ouvrier suisse romand à l'époque. La Brèche saisit cette occasion d'évoquer les aberrations auxquelles la fidélité indéfectible à Staline a pu conduire Léon Nicole, un des fondateurs du Parti du Travail, ainsi que les Communistes "officiels" de l'époque. En marge, notre journal tient néanmoins à fournir un point de vue critique sur certaines formulations de l'auteur de cette étude, dont nous publions de très larges extraits.

*** Ed. Cedips, 1976. En vente à nos librairies La Taupe, rue de la Tour 8bis, Lausanne et 22 rue Saint-Léger, Genève.**

Les données du problème sont assez simples.

Le 23 août 1939, le monde, stupéfait, apprend la nouvelle de la signature – par von Ribbentrop et Molotov – du Pacte de non-agression germano-soviétique.

Jusqu'au 22 juin 1941, date de l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne hitlérienne, les deux pays, mieux les deux régimes, sont objectivement alliés.

Cette "alliance" a-t-elle eu des échos politiques en Suisse et en Suisse romande en particulier ?

Avant d'aborder une tentative de réponse, une brève analyse des mouvement protagonistes de cette tranche d'histoire s'impose.

LES COMMUNISTES ET LES SOCIALISTES DE GAUCHE

A Genève, le parti communiste ne dépassait pas, au moment de sa fondation en janvier 1921, les soixante membres. Cet effectif restera pratiquement le même jusqu'en 1935 et ensuite la progression eut lieu surtout au niveau des voix obtenues au moment des élections : ainsi, en 1936, deux communistes, Pons et Vincent, entrent pour la première fois au Grand Conseil.

Dans le canton de Vaud on enregistre aussi, à la même époque, une certaine avance électorale, mais ici les communistes devront attendre août 1944 avant de pouvoir entrer au Grand Conseil avec un unique député, Robert Jordan.

"Resté seul à la tête du socialisme genevois après le décès (1921) d'Emile Nicolet, Léon Nicole assura, en prenant position contre les 21 conditions et en s'opposant à la scission communiste, le maintien au sein du parti de toutes les forces vives du mouvement ouvrier. C'est sans doute ce qui fera l'originalité du socialisme romand jusqu'à la seconde guerre mondiale : contrairement aux autres régions, seule une infime minorité avait quitté le Parti socialiste pour former le parti communiste; de ce fait, ce dernier avait été condamné à végéter dans l'ombre d'un socialisme qui avait conservé la presque totalité de son aile gauche; cela déphasait par rapport à celui du reste de la Suisse que la scission avait rejeté plus à droite.", écrit à juste titre M. Vuilleumier.

Cette tendance de gauche du socialisme romand fut encore stimulée quand, en 1937 et 1938, à la suite des interdictions cantonales du parti communiste, un grand nombre de membres de ce dernier entrèrent dans les partis socialistes genevois et vaudois.

C'est la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique qui précipitera les choses au sein du socialisme romand.

Dès la fin d'août 1939, les divergences idéologiques entre Léon Nicole et Paul Golay à ce sujet éclatent au grand jour dans la presse socialiste. Le Comité directeur du PSS propose au Comité central l'exclusion de Nicole, exclusion qui est effectivement prononcée le 16 septembre suivant par le Comité central du PSS réuni à Berne.

Le résultat du vote est significatif du clivage existant et il est d'emblée évident que Léon Nicole conserve l'appui de la grande majorité des socialistes genevois et vaudois, les socialistes minoritaires se regroupant autour de Charles Rosselet à Genève et de Paul Golay dans le canton de Vaud.

A fin septembre, les partis socialistes genevois et vaudois sont exclus du PSS. Le 2 octobre est créé le Parti socialiste de Genève qui regroupe la minorité restée fidèle au PSS et en novembre Paul Golay fait paraître le nouveau journal socialiste "Le Peuple". Les Imprimeries Populaires ayant refusé de continuer à imprimer les deux quotidiens de la tendance Nicole, le "Droit du Peuple" et le "Travail" paraîtront dès octobre 1939 à Bâle.

La rupture est ainsi définitivement consommée et les élections au Grand Conseil genevois de novembre 1939 voient pour la deuxième fois (une première scission socialiste avait eu lieu en 1917) deux partis socialistes en lice; malgré la scission, le parti socialiste de Léon Nicole devient, avec 28 sièges, le premier parti politique du canton de Genève.

Le 3 décembre 1939, les sections socialistes genevoises et vaudoises de la tendance Nicole (dans le canton de Vaud les responsabilités dirigeantes sont assumées par E. Gloor et le Dr Jeanneret) se réunissent à Renens et fondent la Fédération socialiste suisse qui fournira, en 1944, l'essentiel des membres du Parti du Travail - Parti ouvrier populaire (la FSS adhèrera à l'Internationale communiste en 1942).

La réponse des autorités ne se fait pas attendre : le Conseil d'Etat vaudois interdit, par arrêté du 11 décembre, à Léon Nicole de prendre la parole en public sur tout le territoire du canton.

La presse "libre" s'agite aussi : le "Journal de Genève" demande, en septembre déjà, la suppression du parti socialiste genevois *"au nom de la sauvegarde de l'unité nationale"*; le conseiller national libéral Gorgerat écrit de son côté dans la "Gazette de Lausanne" qu' *"il faut montrer le danger des agissements des mauvais bergers socialo-communistes et qu'il n'est plus possible de tolérer de telles énormités et de laisser 'Le Droit du Peuple' bourrer le crâne de lecteurs crédules"*.

En février 1940, c'est au tour des Jeunesses socialistes d'être exclues du PSS (elles seront interdites par le Conseil fédéral en janvier 1941). Les cartels syndicaux des cantons de Genève et de Vaud sont dissous par l'Union syndicale suisse à la même époque.

Ces appels du pied ne peuvent qu'encourager les mesures qui seront prises tantôt par le Conseil fédéral.

Au nom de l'ordre public et de la "protection" de la démocratie, le 5 juillet 1940, le Conseil fédéral interdit la parution des journaux "Le Travail" et "Le Droit du Peuple" (l'imprimerie sera confisquée en avril 1941); le "Travail" reprendra ses parutions, clandestinement, dès juin 1941.

Le 6 août 1940, dans un amalgame qui avait pour lui la seule logique bourgeoise, le Conseil fédéral interdit, en vrac, *"au parti communiste et aux groupements anarchistes [1] ou affiliés à la 4e Internationale (trotskistes) [2]"* d'exercer n'importe quelle activité en Suisse.

Le 27 mai 1941, le Conseil fédéral décrète la dissolution de la Fédération socialiste suisse; une interdiction frappe aussi la "gauche socialiste", un groupe de gauche du PSS qui sera aussitôt remplacé par la "Sozialdemokratische Partei Opposition". Le 12 juin suivant, le Conseil National décide à son tour – une commission parlementaire s'était réunie à cet effet à Witznau en avril – d'exclure de son sein les conseillers nationaux de la FSS élus par le peuple en 1939, soit Dicker, Gloor, Masson et Nicole.

UNE COLLUSION A-T-ELLE VRAIMENT EU LIEU ?

Les graves accusations officielles ne sont pas nombreuses, mais elles sont précises.

"En 1940 on eut la surprise d'apprendre l'existence de relations entre Nicole et le Dr Michel, extrémiste de droite", lit-on dans le Rapport de 1946 du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les activités antidémocratiques pendant la guerre.

Le professeur E. Bonjour écrit de son côté : *"De même que le MNS [3], le PC cherchait à instaurer la dictature par la voie de la révolution. Ils obéissaient l'un et l'autre à des directives étrangères. Depuis que l'Allemagne national-socialiste avait fait alliance avec la Russie communiste, les publications du MNS n'attaquaient plus comme précédemment les communistes, mais s'en prenaient aux 'Etats capitalistes dirigés par les juifs et les francs-maçons' et aux 'plutocraties'. Le ministère public fédéral était renseigné sur des relations existant entre des membres du 'Führerkreis' du MNS et le président du parti communiste (c'est-à-dire Jules Humbert-Droz). Ce fait suffit à prouver combien avaient tort les Suisses influents qui persistaient à considérer le national-socialisme comme un bastion contre le communisme et qui, pour cette raison, l'appuyaient"*.

Le même auteur qui, rappelons-le, a travaillé aussi sur les papiers Köcher du "Politische Archiv" de Bonn, ajoute que Pilet-Golaz a insisté sur le fait qu' *"il y a des liens entre frontistes et communistes"*.

C'est la thèse de D. Bourgeois, des Archives fédérales qui écrit : *"Le 22 novembre 1940, s'expliquant sur ces décisions* (l'interdiction du NBS-MNS) *au cours d'un entretien avec le ministre d'Allemagne à Berne, Otto Köcher, Pilet-Golaz aurait déclaré que 'c'était dans la collaboration de Michel avec Nicole en Suisse française et dans le fait que parmi ses partisans il y avait d'audacieux communistes que se trouvaient les vrais motifs de l'interdiction' "*.

Signalons d'ores et déjà une contradiction : les contacts avec le MNS ont été le fait de Léon Nicole ou de Jules Humbert-Droz ?

"Beaucoup de membres et de militants en vue du PCS démissionnèrent... Je n'ai jamais considéré, comme Nicole, que le national-socialisme de Hitler fût un 'socialisme viril' et j'ai continué à combattre Hitler", écrit Humbert-Droz. Mais à part cela, il nous semble acquis que ce dernier, exclu du PCS en 1943 – après des divergences idéologiques avec le Komintern dès la fin des années 20 (limogeage suivi, en 1935, d'une réhabilitation), c'est-à-dire dès le début de la stalinisation du PCS, et une crise idéologique aiguë dès 1938 – devait être, en 1939-40, déjà assez peu stalinien pour avoir trempé dans une éventuelle collusion politique avec les nazis suisses.

LES POSITIONS DE LEON NICOLE

Reste Léon Nicole et pour essayer de comprendre ses positions il nous faut le suivre surtout à travers ses articles de presse.

"Il vaut mieux que M. von Ribbentrop soit à Moscou que M. Motta à Berchtesgaden" titre "Le Travail" du 23 août 1939. Et les numéros suivants continuent sur cette lancée : *"Puisque le capitalisme c'est la guerre, il faudra bien qu'on en finisse avec ce régime"* (4 septembre); *"Qui a prononcé ces paroles au lendemain de Munich : il n'y a pas de raisons de douter de la volonté de paix de M. Hitler ?"* (5 septembre); *"Nous ne sommes pas neutres, nous sommes contre la guerre"* (9 septembre).

Tout en approuvant le Pacte, Léon Nicole conserve dans ses articles une attitude critique certaine à l'égard d'Hitler; néanmoins, sa position totalement, voire uniquement anti-capitaliste (dont le sens semble aller bien au-delà d'un refus de l' "union sacrée avec la bourgeoisie" et du rôle d' "opposition de Sa Majesté") finissait – dans le contexte politique précis du moment – par devenir, objectivement, pro-allemande.

Des exemples :

"L'Allemagne, au surplus, a rompu sur bien des secteurs avec le régime capitaliste. Son peuple est plus près, infiniment, du peuple soviétique que des banquiers de Londres et de Paris." ("Le Travail" du 27 août 1939).

"L'axe Rome-Berlin, opposé à Londres-Paris, nous a valu finalement la guerre. L'entente Paris-Berlin-Moscou ramènera la paix et rendra l'Europe habitable." ("Le Travail" du 3 janvier 1940).

"Mardi soir, le général de Gaulle qui fut chef du cabinet militaire de Paul Reynaud jugea utile de prononcer à la radio anglaise à Londres une sorte d'appel à la résistance contre les décisions prises par le gouvenement du maréchal Pétain en faveur de la paix. On s'est étonné à bon droit de cette initiative... Que fallait-il penser de l'acte d'indiscipline du général de Gaulle, consistant à contrecarrer la politique du gouvernement responsable et l'autorité de son chef le maréchal Pétain ?" ("Le Travail" du 22 juin 1940).

D'autre part, en attaquant sans cesse la franc-maçonnerie, "Le Travail" (du 17 février 1940, par exemple) se retrouve dans le même style que les articles de la presse fron-

Ou l'anticommunisme discret de la bourgeoisie. (Affiche publiée durant la campagne pour l'interdiction du Parti communiste en 1937.)

T LA GAUCHE ROMANDE

tiste et du journal du MNS en particulier.

Un texte assez explicite est aussi l'éditorial, signé L. Nicole, du numéro du 9 janvier 1940 du "Travail", article intitulé : *"La siuation générale. Faisons le point !"*.

Nous y lisons ceci : *"Londres et Paris paient aujourd'hui les erreurs du traité de Versailles. Car il faut tout de même oser le dire : c'est en fait la guerre mondiale de 1914 à 1918 qui continue... Versailles n'en fut qu'une conclusion très provisoire. Or l'Allemagne, aussi bien capitaliste que socialiste, n'a jamais accepté la paix de Versailles... Les faits historiques sont plus forts que la faible volonté des hommes, et ceux d'entre ces derniers qui ne veulent être broyés par la marche inexorable des événements, doivent s'y soumettre. C'est ce que paraissent avoir fini par comprendre les maîtres actuels de l'Allemagne. Ils ont sollicité et obtenu, de la part de la Russie soviétique, un accord leur permettant d'affronter l'impérialisme britannique soutenu par la bourgeoisie capitaliste française... le rapprochement germano-soviétique ne fut ni le fait d'un hasard, ni celui d'un caprice; mais bien la conséquence d'un développement historique"*.

"Le zèle antifasciste de nos durs est d'autant plus violent qu'il s'est réveillé il n'y a pas bien longtemps, le 22 juin exactement; ce qu'ils avaient toujours dit est arrivé : le pacte germano-russe a sauvé la paix !", pourra ironiser "Le Peuple" du 15 octobre 1941.

Grave est aussi le fait que les idées défendues avec ténacité par "Le Travail" furent *"propres à renforcer, au sein de la presse romande — qui somme toute forme l'opinion publique — les craintes qu'inspire le bloc germano-soviétique et à lui faire découvrir les points communs unissant le national-socialisme et le communisme (de marque stalinienne)"*, comme l'écrit J. Meurant.

L'"Action Nationale" (ancien journal de l'Union Nationale de Georges Oltramare qui avait cessé de paraître en juin 1939) paraît à nouveau, en tant qu'organe du Mouvement National suisse, en septembre 1940. La seule référence au Pacte que l'on trouve dans les huit numéros parus est celle publiée le 16 novembre 1940 sous le titre *"Rapprochement germano-russe"* :

"L'arrivée de Molotof à Berlin et l'accueil que lui fait la presse de l'Axe constituent un événement dont l'importance ne doit pas nous échapper et dont les résultats sont pressentis sans joie par la presse anglaise... Quant au chancelier Hitler, il n'a jamais caché son intention de faire de l'Allemagne un Etat de haute culture socialiste. Ceux qui se sont donné la peine d'étudier l'organisation du régime allemand ne lui contesteront pas ce droit. La Russie (URSS) est, elle aussi, un pays socialiste... Du côté capitaliste, on commence à se méfier un peu tard de l'infiltration juive. Du côté socialiste c'est fait".

L'on sait cependant aussi, par Louis Bertoni, que lors du dernier meeting du MNS à Genève en septembre 1940, W. Michel s'était plaint du fait que Nicole ne fût pas à ses côtés et avait déclaré : *"Entre anticapitalistes, nous ne nous tirerons pas dans les tibias"*.

Y-A-T-IL EU UNE RENCONTRE ?

Il est difficile de porter un jugement absolument sûr et définitif sur cette pénible affaire, car il y a évidemment un pas, au moins, des idées écrites aux actes et il y a aussi dans la balance l'anticommunisme viscéral de Pilet-Golaz.

Il semble malgré tout invraisemblable que le chef du Département politique fédéral ait pu inventer de toutes pièces ses accusations, accusations reprises par le Conseil fédéral lui-même et confirmées par le Ministère public fédéral.

Des témoignages dignes de foi nous renseignent sur le fait que, lors des réunions clandestines que les socialo-communistes genevois tenaient au Café du Grütli les lundi, merdredi et vendredi, de vives discussions éclataient au sujet des positions de Nicole et ses articles étaient souvent critiqués.

Nicole semble en tout cas avoir décidé seul de voir le Dr Michel et les "relations" des deux hommes politiques n'auraient pas dépassé, concrètement, le seuil d'une seule et unique entrevue (comme l'affirme J. Vincent). L'initiative peut être même attribuée à W. Michel : *"Inspecteur de la police fédérale, M. Charles Knecht, qui devait prendre plus tard la direction de la police genevoise, suit à la piste deux groupes qui, de manière étrange, viennent pour la première fois de prendre contact entre eux, sans d'ailleurs aboutir à un accord. Celui qui a pris l'initiative de cette démarche ne se gêne plus, depuis le 25 juin (1940), pour afficher ses sympathies pro-allemandes. Son but, désormais, est "de prendre le pouvoir". Si ce dernier se situe à l'extrême-droite, l'autre est à l'extrême-gauche"*, écrit R.-H. Wüst, ancien de l'Action Nationale d'Oltramare.

Même s'il s'agit d'une rencontre de trop, il semble évident que celle-ci, imprudente autant qu'inopportune, a été montée en épingle afin de permettre à Pilet-Golaz de pouvoir fournir aux Allemands une explication diplomatique de l'interdiction du MNS.

De toute façon, le ministre allemand Köcher n'a pas été dupe quant aux vrais motifs des mesures fédérales, puisqu'il écrira à Berlin, en date du 27 novembre 1940 : *"Comme je l'ai appris de source tout à fait sûre, le président de la Confédération, parlant à des tiers, a dit que le Conseil fédéral avait interdit le MNS parce que le groupe socialiste avait déclaré qu'il ne renoncerait pas à revendiquer les deux sièges — ceux de Baumann et Minger — qui deviendront vacants au Conseil fédéral si le MNS n'était pas interdit"*.

"Pendant les vingt-deux mois que dura ce pacte (août 1939 à juin 1941), une hostilité de plus en plus évidente à l'égard des communistes apparut dans tous les milieux de la population. Le grand courant d'unité, né de la campagne de solidarité pour la République espagnole subit un choc mortel. Même ceux qui avaient sympathisé avec le Parti communiste s'éloignaient de nous. Au sein du parti, les camarades émettaient des doutes, se posaient mille questions sans trouver de réponses apaisantes. L'inimitié, nous la ressentions d'autant plus douloureusement que, obligés d'étouffer nos scrupules, nous ne pouvions approuver ni accepter cet acte du "grand Staline", qui était pour nous une trahison", écrit encore J. Humbert-Droz.

C'est dans ce climat de désarroi idéologique, où l'absence de démocratie socialiste (aggravée par les besoins de discrétion liés à la clandestinité) se traduisait en un esprit critique défaillant vis-à-vis de Moscou — qu'à côté d'une majorité de communistes qui comprirent tout de suite que le nazisme n'avait nullement changé de nature, qu'il ne combattait nullement le capitalisme, que le pacte Ribbentrop-Molotov n'était — au mieux — qu'un geste de tactique politique — nombreux furent ceux (d'autres témoignages le confirment) qui, à la suite de Léon Nicole, crurent vraiment, pendant plusieurs mois, à un possible rapprochement entre l'URSS et le nazisme.

C'est au fond cela qui est grave.

Car — même s'il est acquis que les motifs des responsables des démocraties occidentales n'étaient pas d'une pureté sans tache et que pour cela ils n'ont pas cherché à créer un front uni contre Hitler — ni Munich, et la capitulation des Occidentaux devant le régime nazi (une politique du reste aussi louvoyante que celle de l'Etat soviétique dominé par Staline), ni le danger que courait l'URSS si elle ne manoeuvrait pas (d'autant plus qu'il reste à prouver que ces deux années ont été vraiment mises à profit pour organiser la lutte contre l'impérialisme nazi), ne justifient une seule déclaration favorable au fascisme de la part de dirigeants et de militants socialistes.

En cherchant à faire revivre, par simple et seul souci de vérité historique, cette époque tragique, il ne s'agit pas de jeter la pierre à des hommes qui, après avoir été victimes d'une regrettable confusion idéologique, ont continué tout de même à affronter avec courage notre commun adversaire de classe, souvent au prix de persécutions, de procès et de la prison.

Cette triste expérience doit tout simplement nous obliger à réfléchir afin d'éviter, dans notre action politique le retour de telles aberrations.

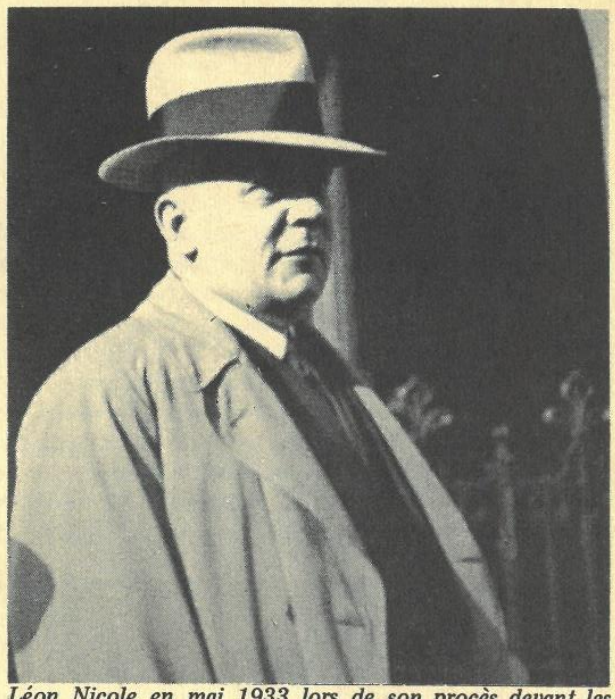
Claude Cantini

1) Pratiquement, les quelques dizaines de militants genevois, réunis autour de Louis Bertoni et "Le Réveil anarchiste".

2) Le "Marxistische Aktion Schweiz", groupement trotskiste fondé vers la fin des années 20, représente la section suisse de la IVe Internationale; il compte environ 300 membres, surtout dans la région zurichoise. A Schaffhouse a existé un "Kommunistische Partei Opposition" qui, dès 1931, a été le mouvement politique de gauche le plus important de la localité; il a réintégré le PSS en 1935. A Genève a existé aussi, de 1934 à 1936, un groupe trotskiste n'appartenant pas au M.A.S.

Le principe fondamental du M.A.S. c'est de "ne pas faire confiance à la bourgeoisie pour assurer la défense du pays" (1938) et dans les "Thèses" de 1940 il précise que "la classe ouvrière ne connaît qu'une guerre : la guerre de libération révolutionnaire. En cas de guerre elle compléterait sa position défaitiste-révolutionnaire à l'égard de la bourgeoisie suisse par le mot d'ordre : guerre populaire contre les envahisseurs impérialistes et contre leurs alliés bourgeois suisses"; en ajoutant : "Le parti 'communiste' est totalement démoralisé et fait — vu la politique de la bureaucratie qui a abouti au Pacte Hitler-Staline — dans la classe ouvrière l'effet d'être une agence hitlérienne". L'automne prochain, paraîtra à Zurich le mémoire de licence que le camarade David Vogelsanger a consacré à l'histoire du mouvement trotskiste en Suisse, de son origine jusqu'en 1940.

3) MNS : Mouvement National Suisse / Nationale Bewegung : mouvement fasciste suisse, résultant de la fusion de plusieurs organisations, et dont les dirigeants E. Hofmann, M.-L. Keller et J. Schaffner seront reçus en audience privée par Marcel Pilet-Golaz, président de la Confédération, le 10 septembre 1940. Ce mouvement, qui comptait environ 2 200 membres, répartis dans 162 localités, était connu en Suisse romande à travers la personnalité du Dr Walter Michel, ancien député de l'Union Nationale.



Léon Nicole en mai 1933 lors de son procès devant les Assises fédérales, à la suite de la fusillade de novembre 1932 à Genève. Nicole y écopera de 6 mois de prison !

NOTRE COMMENTAIRE

Après avoir mis notamment en évidence les ravages causés par les divisions au sein du mouvement ouvrier suisse (exclusion de sections entières du parti socialiste, dissolution des cartels syndicaux vaudois et genevois), qui encouragèrent la bourgeoisie, dotée des pleins pouvoirs, à mettre une partie de celui-ci hors-la-loi, Claude Cantini porte une appréciation sur les positions de Léon Nicole qui nous paraît contestable. Il s'agit en particulier du passage suivant : *"Tout en approuvant le Pacte, L. Nicole conserve dans ses articles une attitude critique certaine à l'égard d'Hitler; néanmoins* **sa position totalement, voire uniquement anticapitaliste** *(...) finissait — dans le contexte politique précis du moment — par devenir, objectivement, pro-allemande"* (nous soulignons). Certes, Cantini souligne que l'approbation du Pacte par Nicole exprime en premier lieu sa fidélité aveugle à Staline (qui se poursuivra après la guerre). Cependant, la formulation citée ci-dessus introduit une double, et grave, confusion.

Tout d'abord, est-ce bien par son "anticapitalisme" que Nicole en vient à approuver le Pacte ? "L'Allemagne a rompu sur bien des secteurs avec le régime capitaliste"; quand L. Nicole faisait des déclarations de ce genre, il tentait l'impossible : faire oublier l'écrasement du prolétariat allemand, qu'avait permis notamment la politique suicidaire du Parti communiste allemand sous les ordres de Staline. Du reste, à la tête du gouvernement cantonal à majorité socialiste de 1933-1936, Nicole avait suffisamment démontré qu'il n'était nullement "anticapitaliste". Deuxièmement, la formulation de Claude Cantini laisse clairement entendre que la voie "anticapitaliste" n'était guère appropriée pour s'opposer au fascisme. Par là, il porte une appréciation générale sur la deuxième guerre mondiale, qu'il mentionne plus explicitement en fin d'article, et qu'on pourrait schématiser de la sorte : une guerre de la démocratie contre le fascisme, au cours de laquelle la lutte contre le régime capitaliste ne jouait un rôle que tout au plus secondaire. C'est ainsi que les mouvements de résistance (à l'exception il est vrai de Tito) dirigés par les communistes dans les pays européens notamment menèrent leur lutte contre l'occupation nazie en alliance avec la bourgeoisie, au nom du rétablissement de la "démocratie", même là où les soulèvements populaires, les occupations d'usine mirent la lutte pour le renversement du capitalisme à l'ordre du jour.

Nous préférons quant à nous le réalisme de Trotsky : *"Des machinations diplomatiques, jonglant avec la formule : démocratie contre fascisme, (...) ne peuvent nous faire oublier que la lutte oppose des esclavagistes impérialistes des différents camps pour une nouvelle division du monde. En accord avec ses fins et ses méthodes, la guerre actuelle est une prolongation directe de la Grande Guerre, avec une dégradation plus importante de l'économie capitaliste, et avec de bien plus terribles méthodes de destruction et d'extermination."* Telle était son appréciation le 5 septembre 1939, et il précisait les raisons de fond du Pacte Hitler-Staline : *"Les positions que Hitler et Staline occupent vis-à-vis de la guerre sont complètement contradictoires. Le régime totalitaire de Hitler a surgi de la peur des classes possédantes d'Allemagne face à la révolution socialiste. Hitler a été mandaté par les possédants pour sauver leurs biens de la menace du bolchevisme, à n'importe quel prix, et pour aménager une ouverture de l'Allemagne vers le monde extérieur. Le régime totalitaire de Staline a surgi de la peur de la nouvelle caste d'anciens révolutionnaires parvenus face au peuple révolutionnaire qu'elle écrase. La guerre est un danger pour tous les deux. Mais il est impossible pour Hitler de mener à bien sa mission historique par quelque autre moyen (...). Il n'en va pas de même de Staline (...) L'objectif fondamental de Staline est d'échapper à une guerre majeure. (...) Moscou se rend parfaitement compte qu'une guerre généralisée engendrera une ère d'immenses bouleversements économiques et sociaux."* (Sur la deuxième guerre mondiale, pp. 105, 143 et 152, Ed. La Taupe).

F. G.

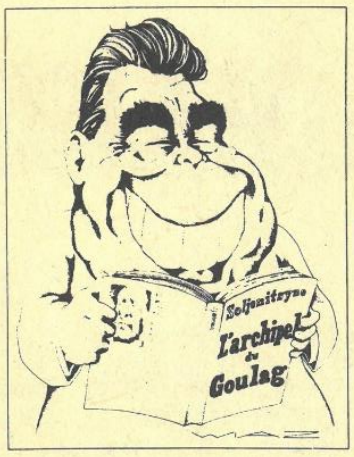
Le KGB vient de reconnaître qu'il a arrêté Vladimir Borissov, ouvrier soviétique et fondateur du syndicat libre SMOT. Il avait tout d'abord prétendu que Borissov avait été victime d'un enlèvement criminel...

Le 11 juin, débutait le procès de Victor Nekipelov, membre du comité de rédaction de la revue *Poïski (Recherches)*, arrêté le 7 décembre dernier. Accusé *"d'agitation et de propagande antisoviétique"*, il a été condamné le 13 juin à sept ans de camp suivis de cinq ans d'exil intérieur, le maximum prévu par la loi.

Le 13 juin, Alexandre Podrabinek, le créacteur de la *Commission d'études sur l'utilisation abusive de la psychiatrie*, était arrêté à Oust-Nera, ville où il purge depuis mai 1978 une peine d'exil intérieur.

Après les grèves qui, selon le quotidien britannique *Financial Times*, auraient éclaté dans l'industrie automobile, à Togliattigrad et à Gorki, début mai, et le mécontentement ouvrier suscité par les graves manques d'approvisionnement, la bureaucratie soviétique renforce la répression. Elle veut, par tous les moyens, empêcher la jonction entre la radicalisation ouvrière et les noyaux d'opposition qui, comme en Pologne après 1976, pourrait créer les conditions de développement d'une opposition massive et organisée.

La solidarité du mouvement ouvrier occidental devient, dans cette situation, d'autant plus nécessaire. Car ce n'est plus seulement la liberté de quelques dizaines d'individus qui est en jeu, l'enjeu est plus élevé : c'est l'avenir du mouvement ouvrier en URSS, l'avenir du socialisme, qui est en cause.



URSS :

REPRESSION SUR FOND DE GREVES

Deux grèves auraient éclaté, début mai, dans l'industrie automobile soviétique. Selon le quotidien d'affaires britannique *Financial Times,* les ouvriers du complexe automobile Volga Avto Zavod (VAZ) de Togliattigrad — qui produit sept cent mille véhicules dérivés de la Fiat 124, par an — auraient cessé le travail le 6 mai dernier. Selon d'autres sources, citées par *Le Monde*, le débrayage aurait eu lieu fin avril, en solidarité avec une grève des chauffeurs d'autobus qui protestaient contre les mauvaises conditions de travail. Soixante-dix mille travailleurs des cent mille qu'emploie VAZ, auraient débrayé. Citant un animateur des syndicats libres, *Le Monde* indique qu'en octobre 1979 déjà une grève des chauffeurs de bus eut lieu. Le *Financial Times* avance que la grève de Togliattigrad a été provoquée par une pénurie persistante des produits alimentaires, notamment de la viande et du lait.

A Gorki, ce sont les deux cent mille ouvriers de Gorskyï Avto Zavod (GAZ) — qui produit des voitures particulières et des camions — qui auraient débrayé pendant deux jours, également début mai. Deux mille tracts manuscrits ont été distribués, selon *Le Monde*. Les grévistes protestaient contre le mauvais approvisionnement et, selon d'autres sources, contre l'inégalité dans l'attribution des logements.

Si ces informations n'ont pas été confirmées par les ouvriers occidentaux qui travaillent à Togliattigrad ni par les hommes d'affaires occidentaux qui ont séjourné dans cette ville début juin, elles ont été considérées comme certaines par la grande majorité des Soviétiques. Les problèmes d'approvisionnement, toujours présents en URSS à l'état latent, se sont en effet considérablement aggravés.

LA PENURIE BUREAUCRATIQUE

En 1979, la production agricole a baissé de 4 o/o alors qu'elle aurait dû augmenter de 5,8 o/o selon le plan. La production de viande, notoirement insuffisante pour couvrir la demande, a stagné durant l'année dernière. La production des produits laitiers dans la République de Russie, principal producteur, a été de près de moitié inférieure aux prévisions. Enfin, les légumes, et même les pommes de terre, denrée de base dans le menu soviétique, viennent à manquer.

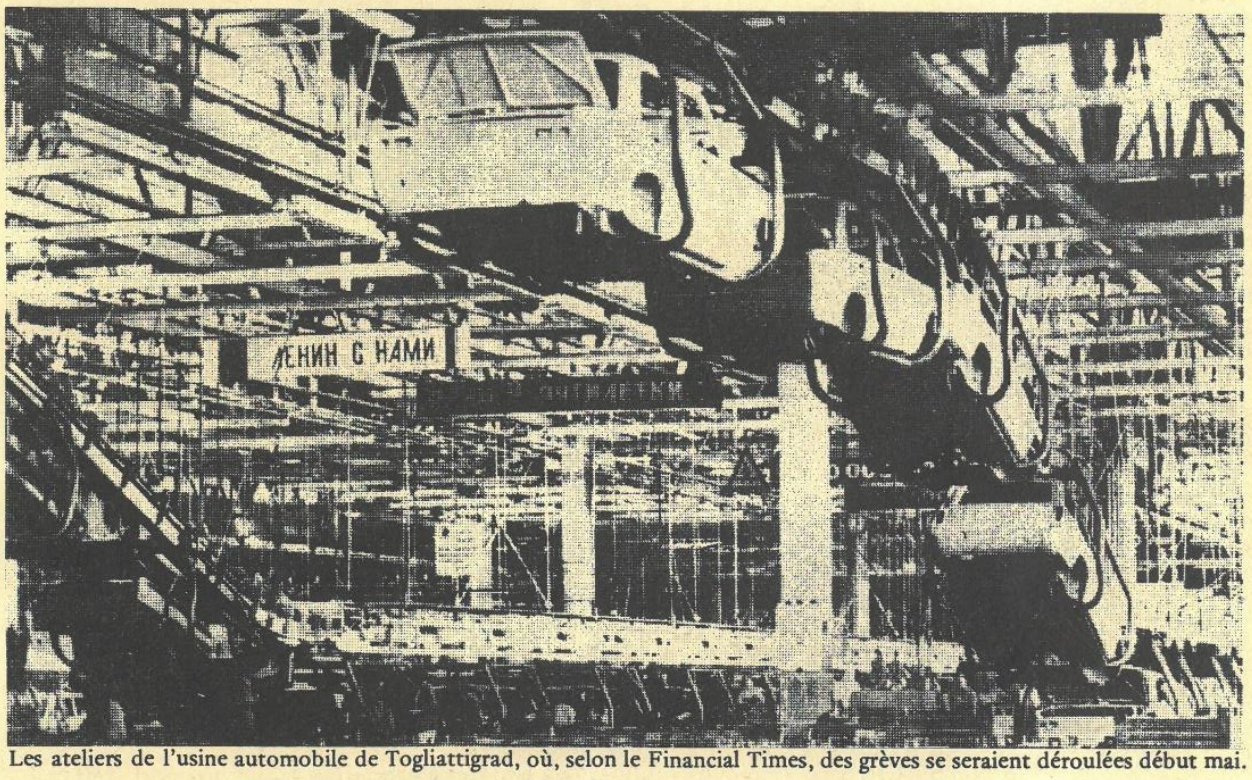
Il en résulte une hausse des prix sur les marchés kholkosiens, où les paysans ont le droit de vendre le produit de leurs lopins individuels, et le rallongement des queues devant les magasins. A Moscou, un kilo de tomates coûte 10 roubles, un kilo de pommes de terre près de 3 roubles, alors que les salaires ouvriers oscillent entre 60 et 120 roubles. Le mécontentement des travailleurs s'est manifesté dans cette situation par des baisses importantes de productivité, l'absentéisme, phénomènes qui font dire aux deux rédacteurs de la revue *Poïski "qu'une grève générale 'à l'italienne' se déroule en permanence"* en URSS.

UNE SEULE REPONSE : LA REPRESSION

La jonction entre ces mouvements spontanés de protestation ouvrière et l'opposition organisée pourrait déboucher sur la constitution d'une opposition massive, implantée dans la classe ouvrière, comme cela s'est passé en Pologne après la grève générale de juin 1976. Le Kremlin, conscient de ce danger, a intensifié la répression durant les six derniers mois. Amnesty International a dénombré cent arrestations entre octobre 1979 et avril 1980. Et, depuis avril, le rythme des arrestations ne s'est pas ralenti, bien au contraire.

Face à cette répression, la solidarité du mouvement ouvrer occidental est de première importance. D'abord, parce qu'elle est efficace : la libération de Borissov début mai, la reconnaissance par le KGB de sa nouvelle arrestation, après la protestation des syndicalistes réunis à Genève, alors que les flics du Kremlin s'apprêtaient à le faire disparaître, prétendant qu'il avait été enlevé par des bandits (sic !), le prouvent. Mais cette solidarité militante est également l'unique moyen d'effacer de la conscience des travailleurs, tant à l'Est qu'à l'Ouest, le parallèle *"socialisme égale goulag"* que des décennies de propagande bourgeoise et stalinienne leur ont inculqué.

Cyril Smuga



Les ateliers de l'usine automobile de Togliattigrad, où, selon le Financial Times, des grèves se seraient déroulées début mai.

Les autorités soviétiques ne sont pas parvenues à briser Vladimir Borissov. Son extraordinaire résistance d'une part, mais aussi, naturellement, la très longue campagne de solidarité internationale le leur ont interdit. Elles ont expulsé Borissov. Nous condamnons cette mesure. Liberté pour tous les opposants emprisonnés ou internés ! Respect des libertés et des droits des travailleurs en URSS et dans les Pays de l'Est !

SOUS BREJNEV, DES GREVES POUR LES SALAIRES...

En 1969 après les baisses successives de 25 o/o et 40 o/o de leur salaire, provoquées par l'introduction de la semaine de cinq jours et un nouveau système de normes, les travailleurs d'une usine de transformation du caoutchouc de la région de Sverdlovsk se sont mis en grève à cause d'une baisse des primes. Ils ont obtenu gain de cause : quelques heures plus tard chaque travailleur recevait une enveloppe avec les roubles manquants ! En septembre 1972, plusieurs milliers de travailleurs de Dniepropetrovsk ont fait grève pour exiger une augmentation des salaires. La milice a tiré sur la foule.

En février 1973, à Vitebsk, dans la plus grande usine de la ville, les travailleurs ont fait deux jours de grève, pour protester contre une baisse de 20 o/o de leurs salaires. Le KGB a fini par demander que le directeur satisfasse leurs exigences !

ET CONTRE LA PENURIE

D'autres grèves ont eu lieu pour protester contre la pénurie. Fin 1969, les ouvrières de l'arsenal de Gorki ont quitté l'usine en masse, disant qu'elles allaient faire les couses et ne reviendraient qu'après avoir trouvé suffisamment de viande.

En 1969 toujours, les ouvriers de la centrale hydro-électrique ont fait grève pour obtenir des logements. Lors d'une manifestation, ils ont exigé *"tout le pouvoir aux soviets !"*. Après qu'un des leurs, vieux communiste, eut été arrêté par le KGB, ils ont envoyé une délégation à Moscou, porteuse d'une pétition signée par six cents personnes. Plus récemment, début 1977, les travailleurs de Toula ont protesté contre le mauvais approvisionnement. Brejnev s'est rendu sur place et a décerné à la ville le titre *"héros de la Seconde Guerre mondiale"* (en URSS, les villes "héros" sont mieux approvisionnées !).

LA BUREAUCRATIE ET LES JEUX OLYMPIQUES

En organisant à Moscou les Jeux Olympiques, la bureaucratie recherche une reconnaissance internationale.

Mais quelle reconnaissance ? Diplomatique ? Certainement pas, tous les pays capitalistes reconnaissent l'URSS. Commerciale ? Pas davantage, les nombreux contrats signés à l'occasion des J.O. n'ouvrent guère un apport important à l'économie soviétique.

L'aspect le plus important de ces J.O. pour la bureaucratie est ailleurs, comme le souligne cet extrait du "Livret de l'activiste du Parti" (éditions Politsdat, Moscou 1979, publié par la revue "Etudes Politiques") : *"La décision par laquelle la capitale du premier Etat socialiste du monde s'est vu attribuer l'honneur d'organiser les Jeux Olympiques est un témoignage saisissant de la reconnaissance universelle accordée à l'importance historique et au bien-fondé de la politique étrangère de notre pays (...)".*

Une brochure intitulée "Les Sports soviétiques — questions et réponses", diffusée par l'agence Novosti insiste : *"L'opinion répandue en Occident, selon laquelle 'le sport se situe en dehors de la politique', ne trouve aucun soutien en URSS. Cette opinion est insoutenable dans notre pays... Ainsi chaque fois que quelqu'un affirme que le sport se situe hors du cadre des relations politiques, nous estimons qu'une telle déclaration n'est pas sérieuse".*

En mal d'arguments, Jimmy Carter s'est appuyé sur de telles déclarations — faites bien avant l'intervention en Afghanistan — pour affirmer que les J.O. de Moscou devaient justifier "l'expansionnisme soviétique". En réalité, même l'intervention en Afghanistan (qui paraît avoir divisé les dirigeants du Kremlin) se situe dans le cadre d'une politique étrangère **dont l'axe essentiel est la coexistence pacifique** avec l'impérialisme et les régimes bourgeois dans le monde. Et c'est cette politique étrangère que la bureaucratie a voulu accréditer, **aux yeux des travailleurs soviétiques en premier lieu,** par l'organisation des Jeux Olympiques. La "coexistence pacifique" a en effet toujours été présentée, par la bureaucratie comme par les Partis Communistes, comme le moyen de "construire le socialisme en URSS", sans pressions étrangères, et de "rattraper l'Occident" grâce à ces progrès. Les Jeux Olympiques de Moscou devaient ainsi donner la démonstration que "le premier Etat socialiste du monde" était capable de déployer la même panoplie de gadgets technologiques et de biens de consommation que ceux qui accompagnent toutes les manifestations sportives internationales à l'Occident.

Or sur ce plan, l'opération des Jeux Olympiques **est déjà un échec** pour la bureaucratie, comme en témoigne l'article ci-contre sur les grèves en URSS. Car l'effort consenti pour l'organisation des J.O. (comme pour tous les autres grands projets décidés par la bureaucratie) se solde par des goulots d'étranglement ailleurs, une répartition inégale des biens de consommation, aggravée par les difficultés actuelles de l'agriculture. Et surtout, la grande masse des travailleurs d'URSS, qui espéraient légitimement que les J.O. leur offriraient un accès plus grand à des biens de consommation dont ils manquent, n'en verront guère la couleur. Le système des magasins spéciaux, à usage privé de la bureaucratie, du marché noir ou du paiement en devises étrangères fera que seule la couche privilégiée de la bureaucratie profitera, une fois de plus, des miettes du festin.

K. G., 24. 6. 1980

LES LEÇONS DU BOYCOTT

Passé le cap de l'été, que restera-t-il de la croisade de Carter en faveur du boycott ? Bien peu, si ce n'est une excellente leçon de choses pour tout travailleur qui sait guetter, d'un oeil critique, les manoeuvres de son plus vieil ennemi.

1 *Une leçon de démocratie bourgeoise tout d'abord. Il a suffi que le chef de la plus grande puissance impérialiste — celle qui a massacré l'Indochine et soutenu les crimes de Pinochet, Videla, du chah ou de Somoza jusqu'au jour de leur renversement — entonne la plus hypocrite campagne de "défense des droits de l'homme" pour que tout ce que le monde bourgeois compte en marchands de canons, exploiteurs du Tiers Monde ou de travailleurs saisonniers, financiers fraudeurs, fournisseurs du régime raciste d'Afrique du Sud, officiers ou policiers dressés à la répression en fasse son affaire. Yann Richter, président du parti radical, ouvrait le congrès de son parti en appelant les sportifs suisses à boycotter les J.O. car* "nous vivons la crise internationale la plus grave que le monde ait connue depuis 1945".

Oubliés, la guerre de Corée, le génocide vietnamien, le massacre des Algériens, la déportation des Palestiniens, les coups d'Etat qui, de l'Indonésie à l'Argentine, ont ensanglanté le monde, sans parler des famines du Sahel ou du Bengladesh et des millions de victimes des trusts impérialistes ? Non, mais tout cela est dans l'ordre des choses. Le prix "normal" de l'ordre bourgeois.

Aucun de ceux qui se sont lancés dans ce boycott ne s'est d'ailleurs soucié des droits des travailleurs d'URSS défendant des syndicats indépendants de l'Etat bureaucratique, parce qu'ils ne s'en soucient pas plus que des droits des travailleurs où que ce soit dans le monde.

2 *L'objectif de cette campagne n'avait donc rien à voir avec la "défense des droits de l'homme". Au contraire ! Elle avait avant tout pour but de préparer l'opinion publique à la nécessité d'une guerre ou d'interventions militaires, comme Carter l'a entreprise contre la révolution iranienne et qu'il prépare pour demain au Salvador ou au Nicaragua.*

Face à la récession qui vient, créer cette psychose n'est en outre pas sans intérêt. D'une part, pour intimider les travailleurs et les préparer à accepter le pire. Aux USA, la crise de l'automobile jette déjà sur le pavé des milliers de travailleurs. Et le même Congrès du parti radical suisse portait principalement sur les prochaines mesures d'austérité que prépare la bourgeoisie.

D'autre part, comme le révélait récemment un journal financier suisse (Journal de Genève, 18 juin 1980), les rapports annuels de l'Institut d'Etudes Stratégiques sur la paix de Stockholm convergent pour souligner "le lien étroit unissant l'existence de crises internationales à la course accrue aux armements". *La campagne pour le boycott n'était rien d'autre que la facette publicitaire des marchands de canons, hautement intéressés, surtout avec la récession, à de nouveaux contrats pour l'armement nucléaire, la bombe à neutrons et autres réalisations des "droits de l'homme".*

3 *Enfin, le quotidien économique japonais "Nihon Keizai Shimbun" révélait le 19 juin (cf. Journal de Genève, 20. 6. 80) que* "les échanges commerciaux des USA avec l'URSS ont connu une hausse de l'ordre de 34,8 o/o au premier trimestre de cette année", *et même de 52,4 o/o pour les céréales par rapport au même trimestre de 1979 ! La hausse serait de 39 o/o pour l'Allemagne, de 76,9 o/o pour la France, de 37,5 o/o pour l'Italie. Comme quoi, une fois de plus, le boycott s'arrête là où commencent les intérêts capitalistes pour de nouveaux marchés ! Dindon de la farce, l'impérialisme japonais avec ses 11,7 o/o de croissance, se plaint* "d'avoir perdu sa place sur le marché soviétique suite à sa décision de répondre de manière stricte à la demande américaine de sanctions économiques"... !

Dans le mouvement ouvrier, cette campagne n'est pas non plus restée sans effets. Les Partis Socialistes se sont ouvertement alignés sur Carter ou repliés dans un attentisme prudent pour ne pas mettre en cause leur franche collaboration au sein de la démocratie bourgeoise. Dans les Partis Communistes, la division a été plus forte que jamais entre ceux qui, une fois encore, s'alignent sur la bureaucratie aux premiers coups de l'anticommunisme et ceux qui, comme le PCI, paient le prix de leur "indépendance" d'un alignement sur la démocratie bourgeoise.

Or il y a une autre voie, que nous n'avons cessé de défendre et que nous réaffirmons ici : tout en dénonçant à chaque pas l'hystérie anticommuniste et le boycott, les menaces d'interventions militaires que l'impérialisme prépare au Salvador ou au Nicaragua, affirmer clairement la solidarité **du mouvement ouvrier** *avec le combat des travailleurs des "Pays de l'Est", contre l'arbitraire bureaucratique et pour une véritable démocratie socialiste. L'internationalisme révolutionnaire ne se fonde ni sur la politique des blocs ni sur la diplomatie des Etats, mais sur les seuls intérêts communs à tous les travailleurs pour imposer leurs droits et leur volonté de créer un socialisme qui assure et élargisse les "droits de l'homme".*

M. T., 24. 6. 1980

LE CSSOPE :

QUELLE SOLIDARITE AVEC LES OPPOSANTS DES PAYS DE L'EST ?

La LMR soutient l'activité du CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est). A l'occasion des Jeux Olympiques, le CSSOPE a lancé un appel-pétition que nous appelons à signer.

Le CSSOPE a également lancé l'automne dernier une campagne de solidarité avec les syndicats libres en URSS (SMOT) qui a eu un impact considérable dans le mouvement ouvrier suisse. 1 500 militants syndicaux et de mouvements anti-impérialistes ont signé une pétition, la totalité des organisatons syndicales la soutenaient, localement ou nationalement ainsi que les dirigeants nationaux de l'USS. Tout récemment, le CSSOPE joua un rôle important dans la campagne de solidarité, nationale et internationale qui suivit l'arrestation, fin mars, de Vladimir Borissov. Il a été libéré le 4 mai (puis de nouveau arrêté et finalement expulsé d'URSS, cf. encart). Cette libération fut une victoire importante et une des premières du mouvement ouvrier international. Elle ne doit pas nous faire oublier que des dizaines d'autres travailleurs subissent la répression bureaucratique. Plus que jamais la lutte continue pour obtenir leur libération.

Le CSSOPE publie mensuellement une revue de presse (qui regroupe les articles essentiels et d'actualité sur les pays de l'Est) et un bulletin d'information ("Samizdat") sur les positions des opposants, les campagnes de solidarité, le débat dans le mouvement ouvrier auquel il apporte de nombreux éléments. Son dernier numéro, "Le Revers de la médaille" contient un ensemble de textes indispensables à la compréhension du combat de l'opposition syndicale soviétique. L'abonnement à ces deux journaux coûte 25 francs par an. Ils peuvent être obtenus auprès des militants de la LMR, dans ses librairies ainsi qu'à l'adresse du CSSOPE (case postale 31, 1 213 Petit-Lancy 1 / GE).

Toutefois, à l'occasion des Jeux Olympiques, le CSSOPE oscille apparemment entre la condamnation du boycott et un neutralisme s'abstenant de prendre position. Tout en comprenant les profondes divergences qui traversent le mouvement ouvrier en Suisse, et naturellement sur la question des Jeux Olympiques, nous ne pouvons qu'exprimer notre désaccord avec cette position.

De deux choses l'une : soit la tâche essentielle du mouvement de solidarité — ce qu'affirme le CSSOPE — est le combat pour l'unité la plus large du mouvement ouvrier pour la défense des droits des travailleurs, et dans ce cas il se devait d'être clairement opposé au boycott. Comment gagner le Parti du Travail à une défense *ouvrière* des travailleurs d'URSS en adoptant une position ambiguë face à la campagne anticommuniste de Carter ?

Soit le CSSOPE renonce à cet objectif unitaire, mais c'est alors sa plate-forme qu'il remet en question; celle-ci repose en effet sur le principe de la lutte incessante pour l'unité la plus large du mouvement ouvrier contre la répression bureaucratique. La lutte des classes ne connaît que deux camps : à ménager la chèvre et le chou, à quel saint se voue-t-on ?

K. G.

La visite de Georges Marchais à Genève

Les communistes se battent pour les droits de l'homme

gation du PCF à Genève (encore composée de Pierre Juquin, membre du bureau politique, de Francis Wurz, membre du Comité central, Jacqueline Fraysse-Casalis, députée, et Patrick le Mahec, responsable adjoint de la section de politique étrangère du PCF), un nouveau document de ce comité a été rendu public.

Il s'agit d'une liste de 13 victimes des atteintes aux Droits de l'Homme

La Voix Ouvrière du 1er mai : il semble que certaines batailles se mènent plus ou moins vigoureusement...

AUX CAMARADES DU PARTI DU TRAVAIL...

A s'allier avec la grand-mère du diable, on s'enferme dans une logique infernale.

Vous n'avez pas su vous associer à la lutte pour le droit des travailleurs soviétiques à s'organiser dans des syndicats libres du contrôle de l'Etat, vous n'avez pas voulu défendre leurs droits, combattre l'arbitraire bureaucratique. Vous n'avez pas voulu les défendre de manière résolue contre la répression qui les frappait.

Et aujourd'hui, le seul argument que vous trouviez pour dénoncer cette campagne réactionnaire et anticommuniste qu'est la campagne pour le boycott des Jeux Olympiques est celui de la neutralité du sport (voir à ce sujet, notamment, les Voix Ouvrières des 11-17/04/80, 18-24/04/80, 25/04-01/05/80). Et quel sport ! Le pire sport de compétition, le plus chauvin.

Vous défendez l'argument de l'apolitisme du sport alors même que, de "Coopération" à l'"Ordre Professionnel", les pisse-copies se réjouissent de citer les textes officiels du PCUS qui expliquent le lien profond qui unit sport et politique ! (Notamment : "Les sports soviétiques — questions et réponses", l'édition de 1979 du "Livret de l'activiste du Parti".)

Et ils ont raison les bureaucrates, bien sûr que sport et politique sont indissociables. Vous défendez cette prétendue neutralité au moment même où la bourgeoisie abat ses cartes et montre que pour elle ce sport-là n'a jamais été autre chose qu'une suite d'opérations politiques. Aussi longtemps qu'il s'agissait de faire avaler aux travailleurs la barbarie capitaliste, les bourgeois trouvaient de grandes phrases sur la trêve olympique qui faisait oublier Hitler, les charniers d'Algérie, d'Indonésie, d'Afrique du Sud, du Vietnam, de Mexico ou de Munich (où cyniquement les services secrets israéliens massacraient leurs propres sportifs plutôt que de céder à la résistance palestinienne).

Et maintenant les bourgeois retournent le gant, et vous voilà pris la main dans le sac.

Allons camarades :

Solidarité avec Borissov, Klebanov et leurs camarades !

Pas de trêve olympique dans la lutte pour les droits démocratiques !

Pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs en URSS et dans les pays de l'Est !

K. Grünberg,
membre de la LMR et militant du CSSOPE

Congrès de l'USS à Bâle : la participation y tenait lieu de stratégie syndicale.

L'USS en perte de vitesse

L'USS a publié, début mai, le décompte de ses effectifs pour 1979. A l'exception de la VPOD, de l'Union PTT et de la FOBB, toutes les grandes fédérations ont connu une perte de membres. Le colosse de la FTMH perd même 2,8 o/o de ses effectifs. Pour l'USS dans son ensemble, la perte est de 0,9 o/o par rapport à 1978, ce qui représente cependant encore 458 978 membres en 1979.

Dans la "page de l'USS" publiée dans chaque journal syndical, Beat Kappeler commente cette évolution en s'appuyant sur les dernières théories de l'ex-marxiste français André Gorz. Il avance deux thèses des plus douteuses :

* La base traditionnelle des syndicats, la classe ouvrière industrielle, ne diminue pas seulement en nombre mais perd également une vue d'ensemble, politique et technique, sur son propre travail. Elle se retire toujours plus dans la "vie privée", grisée par la société de consommation.

* Parallèlement à cet "abrutissement" des travailleurs industriels, les nouveaux secteurs de salariés croissent, selon Kappeler, dans les "services", qui réagissent tout différemment que ceux où l'USS travaille traditionnellement. Il en conclut que l'USS devrait davantage s'orienter vers ces travailleurs si elle veut tenir le coup.

Le prolétariat industriel perdu pour les syndicats ?

Un coup d'oeil superficiel sur les statistiques semble confirmer la thèse de Kappeler. La part des ouvriers industriels est passée de 49,6 o/o en 1960 à 39,6 o/o en 1979. Mais si on analyse les chiffres absolus, la thèse de Kappeler commence déjà à s'effriter. Il reste toujours près de 3 millions de personnes actives en Suisse dont 1,2 millions travaillent dans l'industrie ! Et parmi eux, moins d'un quart est organisé dans l'USS. Il reste donc beaucoup à recruter dans l'industrie et cela suffit à démentir des justifications faciles sur la perte d'effectifs.

En outre, Kappeler porte un jugement difficilement prouvable :

"Le progrès technologique et l'automatisation éliminent nombre de qualifiés. Parallèlement, dans l'industrie et le tertiaire, les travailleurs, dans une proportion qui va grandissant, deviennent interchangeables, plus étroitement dépendants des machines et appareils, plus soumis à des processus commandés d'ailleurs. Ils sont dès lors moins conscients que l'ouvrier qualifié classique, critique et rouspéteur, de cette contradiction entre leur aspiration à un travail qui ait un sens et l'énorme engrenage dans lequel ils sont pris (...) Et le travailleur se laisse manipuler par ceux qui vont en proclamant "démobiliser l'Etat !".

Le problème n'est pas si simple ! On ne peut parler en général d'une formation moins complète des travailleurs. En revanche, on assiste à une multiplication des catégories dans la formation. Le secteur traditionnel des travailleurs qualifiés (ceux qui ont été formés à une production artisanale) y perd en importance. Mais cela ne conduit pas seulement à des semi-qualifiés ou des non-qualifiés, mais aussi au développement de postes "employés" qui regroupent des travailleurs hautement qualifiés, exerçant des fonctions de contrôle. Nous sommes les derniers à sous-estimer ces nouvelles divisions. Mais les présenter comme si le prolétariat industriel devenait inintéressant est tout simplement faux. Une grande part des employés ne se développe en effet pas dans les services mais dans l'industrie elle-même.

Si, en 1960, le rapport entre ouvriers et employés était de 2 à 1, il devait se situer de 1,3 à 1 en 1970 et approcherait aujourd'hui le rapport de 1 à 1. Mais ce déplacement n'est pas identique avec un départ vers les services, car il touche de la même manière l'industrie.

Il ne s'agit pas là d'un "abrutissement" des travailleurs qui passent employés, mais d'un travail impliquant plus de connaissances scientifiques. Un travailleur – "employé" selon la terminologie sociologique – qui contrôle par exemple tout le système de conduite d'une chaîne a une vue d'ensemble plus grande des rapports de production que l'ouvrier qualifié classique qui s'identifie avec "son" produit.

La dépolitisation de ces catégories de salariés n'est pas due à un "embourgeoisement" et leur désintérêt du syndicat n'est pas un processus automatique. Elle résulte bien plus de la politique suivie par les couches sociales que représente Kappeler !

Les directions de l'USS et de ses fédérations n'ont pas saisi ce que ces changements signifient pour les travailleurs. Elles se sont au contraire considérées comme les éternels porte-parole des travailleurs tout en restant bien loin d'eux. Au lieu de gagner ces nouvelles couches en comptant politiquement sur leur capacité de contrôler la production, elles ont voulu faire croire que les patrons, le marché, la concurrence, l'Etat bourgeois et tout ce qui s'ensuit étaient indispensables. Elles ont voulu collaborer avec eux – en toute "fidélité" comme le dit la paix du travail – sans contrôle des travailleurs et employés.

Employés et services : la preuve qu'une autre politique syndicale est nécessaire

Nous ne voulons pas nier par là que ces modifications posent de nouveaux problèmes au mouvement ouvrier. Les syndicats sont en effet quasi inexistants dans ce qu'on appelle les services. Dans les banques, la tendance des employés à se rapprocher des syndicats a été brisée dans les années vingt par la perte de crédibilité des syndicats, complètement orientés vers la paix sociale. L'association des employés de banque n'est aujourd'hui plus intéressée à un travail syndical.

Ce n'est pas tout. Là où, dans les "services", l'USS a des fédérations, dans les transports et l'alimentation (FCTA), la baisse d'effectifs est particulièrement forte (– 1,7 o/o l'an dernier). Une branche où justement les emplois ont fortement augmenté. Cet exemple suffit à montrer que ce ne sont pas les chiffres mais la politique syndicale qui fait problème !

Dans l'industrie, les syndicats n'ont nulle part réussi à gagner les employés ou à s'appuyer sur le déplacement de travailleurs qualifiés à des postes "d'employés", pour y construire les syndicats. Cela fait que non seulement le nombre des syndiqués baisse régulièrement, mais également celui de ceux qui sont sous contrat collectif. Aucun syndicat à ce jour n'a réussi à signer des contrats regroupant tous les travailleurs d'une branche ou d'une entreprise. Une modification des statuts de la FTMH disant que les employés peuvent aussi en être membres ne suffit pas à faire un syndicat d'industrie ! Encore faut-il rompre avec toute la politique passée.

Le prolétariat industriel : un levier

Ces tâches nouvelles ne pourront être résolues que si la politique syndicale est fondamentalement redressée. Si les syndicats font à nouveau jouer leur force et montrent, à des couches nouvelles, "qui ils sont". Mais pour y parvenir, il faut commencer là où les syndicats représentent déjà quelque chose, à savoir chez les travailleurs industriels. Les dénigrer, comme le fait la direction de l'USS, ne sert à rien, surtout quand on en est responsable. En outre, ce sont ces catégories qui peuvent montrer, par leur action, le contrôle que peuvent exercer les travailleurs. Mais cela n'est possible qu'en rompant avec la paix du travail et la collaboration de classe dans l'Etat bourgeois.

Des exemples encore isolés montrent déjà que cette voie est possible, en Suisse, en direction des employés. Dans la chimie, une première avancée vers un syndicat d'industrie a déjà été faite permettant à la FTCP de gagner une audience par une politique plus active. La lutte active pour un contrat collectif de branche serait un deuxième pas en avant.

Pour faire ce pas, il ne faudra pas seulement s'opposer au patronat, mais (malheureusement) aussi à la passivité d'une bureaucratie syndicale, dans l'USS et ses fédérations, engluées dans la paix du travail.

Kkst

Travailleur dans une banque : exclu à jamais du mouvement syndical ?

Droits égaux :

OH, LA BELLE UNANIMITE !

Le Conseil National a terminé sa discussion à propos de l'initiative en faveur des droits égaux entre l'homme et la femme. Dans un pénible débat d'entrée en matière, tous les partis ont manifesté leur "unanimité". Tous sont bien sûr pour un traitement égal. Mais seuls les parlementaires de la gauche sont pour l'initiative, qui ferait rapidement faire un pas en avant à l'égalité des droits.

Mais, mon Dieu, puisque le contre-projet ne se distingue que si peu de l'initiative, qu'il n'a qu'un tout petit peu moins de force obligatoire et pas du tout de délai d'application... Tous les parlementaires sont naturellement pour l'égalité des droits. Même les plus à droite, comme l'oratrice du groupe parlementaire de l'UDC, Ogi : *"Le traitement égal ne doit pas signifier égalisation et ne doit pas non plus mener à une destruction de la famille".*

Et même le patron des patrons H. Allenspach est soudainement partisan d'un article sur l'égalité des droits et pense que, si le principe du salaire égal n'est pas "éreinté", il n'y aura pas de difficultés économiques. Ce qu'il entendait par ce "éreinté" est apparu clairement dans la discussion concrète, lorsqu'on passa au problème du salaire égal : le radical Lüchinger (ZH), qui avait bien appris les recommandations du Journal des associations patronales, fit une proposition littéralement identique à celle de l'organe patronal : l'égalité des salaires devait être réglée par une loi séparée (cf la brèche no 233). Son argumentation : le traitement égal dépend quand même du comportement de chacun; on devrait laisser aux hommes comme aux partenaires sociaux la chance de pouvoir favoriser volontairement le traitement égal. Parce que monsieur Lüchinger aussi est bien sûr favorable au traitement égal !

Pour une fois, les patrons n'ont pas pu imposer leurs propositions. Mais que se passera-t-il au Conseil des Etats ? Et que valent les déclarations de Furgler selon lesquelles le contre-projet permettrait aussi aux salariées du secteur privé de déposer plainte contre des inégalités salariales ?

La réponse dépend de la manière dont le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier réussiront, à travers une campagne active pour les droits égaux, à créer le rapport de forces nécessaire.

Mke

Nicaragua :

LA CONTRE-REVOLUTION RECULE

En démissionnant spectaculairement de la Junte du Gouvernement de Reconstruction Nationale (GRN), Alfonso Robelo, leader du Mouvement Démocratique Nicaraguayen (MDN), principale formation bourgeoise, avait un double objectif : provoquer une crise politique en polarisant une opposition au FSLN sur le thème du "socialisme démocratique", du pluralisme politique et de la tenue d'élections générales; et d'autre part, commencer à mobiliser ses partisans pour faire pression sur le Front.

Le motif principal de sa démission, qui avait suivi de près celle de Violetta Chamorro, était la décision du FSLN d'élargir la participation au Conseil d'Etat à toutes les organisations de masses, mettant ainsi les capitalistes en minorité.

Moins de trois mois plus tard, le MDN de Robelo et le Parti Démocrate-Conservateur se voient contraints d'intégrer le Conseil d'Etat la tête basse pour y occuper leur place minoritaire dans ce "forum démocratique" ainsi que l'a appelé Sergio Ramirez (membre du GRN et du FSLN). Cet événement traduit une modification des rapports de forces au Nicaragua : au cours des dernières semaines, les capitalistes ont perdu sur tous les terrains où ils avaient voulu livrer bataille au FSLN :

* Sur le plan **politique**, la tentative de Robelo de mobiliser l'opposition bourgeoise a échoué; il n'y a eu qu'une seule manifestation à Matiguas, petite ville à l'intérieur du pays, la deuxième manifestation prévue début juin à Nandaime a dû être annulée parce que le même jour les organisations de masses entendaient commémorer le premier anniversaire de l'insurrection. Le FSLN a su par ailleurs profiter de la démission de Robelo pour lancer une terrible campagne contre lui, le présentant comme le leader de la contre-révolution, de l'anticommunisme, et l'accusant, en dernière analyse, de faire le jeu de Somoza. Cette campagne a eu un écho indéniable. Auprès de vastes couches de la population, Robelo a perdu toute légitimité dans le processus révolutionnaire. Des centaines de manifestants l'ont agressé à Chinandega où il participait à l'inauguration d'un local du MDN. Il n'a pu quitter la ville que grâce à la protection de militants du FSLN.

* Sur le plan **économique**, le GRN a su conjurer la catastrophe en amortissant les conséquences conjoncturelles les plus graves du désastre économique hérité du somozisme. L'inflation, le chômage, la pénurie des biens de consommation ont pu être contrôlés. Et surtout la préparation de la nouvelle année agricole s'est faite dans d'excellentes conditions : selon les chiffres officiels, 150 000 manzanas de coton sont prêtes à être ensemencées sur les 170 000 que prévoyait le Plan de Réactivation économique; les objectifs de production de maïs, de frijoles (haricots noirs), etc. vont être dépassés. Dans l'industrie, les patrons se voient contraints de relancer la production s'ils ne veulent pas tout perdre; grâce au contrôle ouvrier sur la production et au monopole du commerce extérieur, les tentatives de "décapitalisation" (transfert de capitaux hors du pays) sont devenues très difficiles, et risquées puisqu'elles peuvent être pénalisées par l'expropriation.

* Sur le terrain **idéologique**, dernier retranchement d'une bourgeoisie aux abois, la révolution a marqué des points : depuis quelques semaines *La Prensa* et les émetteurs radios que contrôlent les capitalistes, abondent de déclarations sur l'amour et la haine, accusant le FSLN d'attiser la haine entre les classes sociales, alors que la révolution antisomoziste s'est faite sous le signe de la réconciliation nationale et de l'amour. *"Aimer, c'est haïr les ennemis du peuple"*, a répondu Thomas Borge au nom du FSLN. En mettant fin à l'exploitation, la révolution est un acte d'amour. Pour cela le FSLN peut s'appuyer sur les résultats tangibles de la révolution tant sur le plan de l'alphabétisation, décriée par Robelo comme une tentative d'endoctrinement, que de la santé (campagnes de vaccination, création d'un Système Unique de Santé).

* Sur le plan **militaire**, l'Armée Populaire Sandiniste vient de démanteler des bandes armées contre-révolutionnaires, se dissimulant sous le sigle de Forces Armées Démocratiques (FAD), qui sont à l'origine de l'attaque d'un poste de police qui a fait 1 mort du côté sandiniste. L'importance du coup porté à la contre-révolution est moins lié au danger militaire que représentaient les FAD – et de leur jonction possible avec les ex-Gardes Nationaux réfugiés au Honduras – qu'au fait que ses dirigeants sont soit des membres du COSEP (association patronale nicaraguayenne) soit d'importantes personnalités liées à lui par l'intermédiaire de l'association des éleveurs, flétrissant du coup la candeur démocratique et pacifique dont s'affublent les capitalistes.

L'intégration du MDN et du PDC au Conseil d'Etat s'accompagne donc bien d'un recul des positions de la bourgeoisie, qui doit céder du terrain pour moins porter le flanc aux attaques du FSLN, et réorganiser ses forces en attendant une nouvelle occasion de frapper la révolution.

Ce recul est aussi l'expression de progrès notables du pôle révolutionnaire sous forme d'un renforcement des organiations de masse.

La révolution s'approfondit

L'événement le plus important est incontestablement le succès du premier Congrès National d'Alphabétisation (CNA), qui s'est tenu du 9 au 11 juin à Managua. Près de 700 délégués représentant 220 000 alphabétiseurs ayant entre 12 (!) et 70 ans ont tiré un bilan des deux premiers mois et demi de cette deuxième grande mobilisation de masse que connaît en moins d'un an le Nicaragua. Les travaux se sont déroulés dans une ambiance enthousiaste et militante, montrant que le moral des alphabétiseurs n'avait pas été entamé par les nombreuses difficultés que devait surmonter la CNA : la pénurie de vivres, les conditions d'hygiène dérisoires, les épidémies, la malaria, la lèpre des montagnes, toutes sortes d'affections intestinales qui augmentent pendant la saison des pluies, et les coups des ex-Gardes somozistes qui ont sauvagement assassiné un alphabétiseur, Giorgino Andrade, près de la frontière hondurienne, puis un autre à Esteli. Malgré tout cela, les résultats dépassent toute espérance : certaines régions sont déjà déclarées libres de l'analphabétisme, et il est d'ores et déjà acquis que – exception faite d'une intervention impérialiste – le Nicaragua sera libéré de l'analphabétisme à la mi-août, date de la fin de la campagne.

Ce succès n'est pas le fruit de l'excellente organisation technique de la campagne. Il s'agit avant tout d'un phénomène politique. Une telle campagne aurait été impossible hors du contexte d'une révolution victorieuse qui libère l'énergie de dizaines de milliers de jeunes, qui leur donne confiance dans leur propre force et la volonté d'aller jusqu'à la victoire de cette "insurrection culturelle". Cette campagne aurait également avorté sans la participation à tous les niveaux des organisations de masses nées de la révolution, qui ont préparé la population, recruté les analphabètes, organisé les communications rendues très difficiles dans les deux tiers du pays par les pluies, assuré l'alimentation, les soins médicaux et la formation politique et pédagogique des alphabétiseurs.

La CNA alimente en retour la révolution, renforce l'organisation et la politisation des masses et élargit l'audience du FSLN. Les organisations de masse doivent profiter de la campagne pour se renforcer et capitaliser les progrès de la conscience révolutionnaire des masses en formant dans toutes les localités des Comités de Base et en formant les cadres dirigeants.

Les meilleurs jeunes alphabétiseurs, sélectionnés selon des critères politiques, s'intègreront aux Jeunesses Sandinistes du 19 Juillet, où le FSLN compte puiser une nouvelle génération de cadres politiques qui remplaceront les innombrables "héros et martyrs" tombés au cours de la guerre civile.

En permettant une participation et une politisation accrues des femmes dans la révolution, la CNA est un tremplin pour l'Association des Femmes Nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza (AMLAE) qui regroupe actuellement 35 000 femmes. En effet : plus de 400 000 femmes vont être alphabétisées; 60 o/o des brigadistes sont des femmes; et 6 700 militantes de l'AMLAE participent à tous les niveaux d'organisation de la campagne.

1 300 coopératives paysannes qui regroupent 50 000 petits producteurs ont pu être organisées avec l'aide de l'Association de los Trabajadores del Campo (ATC) depuis juillet 1970. 600 nouveaux syndicats ouvriers ont été formés, dont la majorité sont affiliés à la Centrale Sandiniste des Travailleurs.

Séance d'alphabétisation en rase campagne. Le Nicaragua devrait être libéré de l'analphabétisme à la mi-août.

Alfonso Robelo, leader du MDN : sa tentative d'ouvrir une crise politique majeure a fait long feu.

Une attention toute particulière est accordée à la propagande pour la formation des Milices Populaires Sandinistes, dans le cadre de la campagne. L'appel du FSLN a été largement suivi. Des ouvriers, des paysans, des jeunes, des mères de famille affluent dans les stades ou sur les places centrales de 17h. à 20h. tous les soirs. Les milices en sont encore au stade de l'apprentissage de la discipline militaire, elles ne seront armées que dans quelques semaines. Les Comités de Défense Sandinistes de Managua pensent organiser 50 000 miliciens d'ici juillet prochain, et le principal obstacle n'est pas celui de l'affluence, mais le manque d'instructeurs.

Depuis le début du mois de juin, tout le pays revit fébrilement les étapes successives qui ont mené à l'insurrection finale victorieuse. Les assemblées commémoratives connaissent une forte affluence, comme à Massaya où 50 000 personnes participèrent à la manifestation. Le soir du 10 juin à Managua, des brasiers furent allumés dans tous les quartiers en commémoration de l'insurrection des quartiers orientaux. Des groupes d'habitants allèrent jusqu'à redépaver les routes et renverser les poubelles pour construire des barricades, paralysant le trafic – ce qui fut qualifié *"d'excessif"* par le FSLN.

Alors que la bourgeoisie doit céder du terrain et que se consolide le pouvoir des ouvriers et des paysans sur l'ensemble de la vie politique, économique, sociale et militaire, le Nicaragua Libre, pays de lacs et de volcans, s'apprête à célébrer, le 19 juillet prochain, le premier anniversaire du plus profond séisme de son histoire : la Révolution Populaire Sandiniste.

Alfredo Morabia
Managua, 15 juin 1980

LA CAMPAGNE DE SOLIDARITE EN SUISSE

Plus d'un millier de personnes ont assisté aux meetings de solidarité organisés dans une dizaine de villes de Suisse, avec la présence de représentants du FSLN. On notera la forte assistance du meeting de Zurich (plus de 300 personnes) et de celui de Genève (plus de 200 personnes), où s'exprima notamment le secrétaire de la Centrale Sandiniste des Travailleurs, Y. Garcia, dans une allocation combative, libre de toute retenue "diplomatique". Cette tournée de meetings aura permis de nouer de nombreux contacts, promesse d'une solidarité future encore plus soutenue.

Lors de la conférence de presse avec les représentants du FSLN, un chèque de 40 000 dollars (environ 65 000 francs suisses) leur a été remis, par la Coordination nationale des Comités Nicaragua de Suisse, comme première contribution à la campagne d'alphabétisation. Rappelons que la Coordination a d'ores et déjà collecté plus de 160 000 francs depuis sa première campagne de solidarité, pour une coopérative textile à Esteli.

Par ailleurs, à Lausanne, un collectif de collégiens, étudiants et apprentis a recueilli près de 1 000 signatures sur une pétition demandant que le Grand Conseil vaudois verse 100 000 francs pour la campagne d'alphabétisation au Nicaragua.

Ptr.

France :

LA DIVISION RESISTERA-T-ELLE A LA NOUVELLE CRISE ?

Le tableau politique qu'offre la France joue sur les trompe-l'oeil. De loin : une apparente stabilité du pouvoir giscardien après six ans de présidence. Mais cette stabilité est faite d'une myriade d'éléments d'instabilité. Du côté ouvrier, la colère, les sujets d'insatisfaction ne manquent pas. Il leur manque seulement un liant. Une explosion sociale est-elle possible d'ici aux élections présidentielles de 1981 ? Personne ne l'exclut. Et si elle ne se produit pas, la gauche ira-t-elle à ces élections dans la désunion, sur fond de crise économique aiguë ?

Le jeu du "qui perd, gagne"

Dans le camp de la gauche ouvrière, les directions politiques et syndicales continuent à jouer au jeu de la défaite, en cherchant à se refiler le "Pierre le noir". Au sein du Parti socialiste, c'est l'affrontement entre partisans de Rocard et Mitterand. Ce dernier, accusant le PCF d'avoir provoqué la rupture de l'Union de la Gauche, table sur son rétablissement, avant d'être amené, en cas de victoire électorale en 81, à la vider de tout contenu pour appliquer un programme de gestion de la crise capitaliste. Rocard, le vent en poupe, préfère dire d'emblée qu'il entend gérer le système — et se passer de toute alliance avec le PCF.

Si l'on regarde ce qui se passe au niveau de la centrale d'obédience socialiste (pro-Rocard au niveau des dirigeants), on assiste à un curieux retournement : grandie dans l'après-Mai 68 sur l'affirmation notamment de l'importance de l'autogestion, la CFDT effectue un net glissement (appelé "recentrage") vers une activité en "cavalier seul" sur des revendications "acceptables" pour le régime capitaliste. Pendant ce temps, c'est le PCF lui-même, et à travers lui la CGT qui reprend à son compte le thème de l'autogestion, en s'acharnant à se faire passer pour les seuls défenseurs efficaces des intérêts ouvriers... Etant bien entendu que, dans la situation française actuelle, la moindre action de défense efficace exigerait l'engagement, dans l'unité, de toutes les forces syndicales !

Une volonté d'en découdre

De tels jeux de passe-passe pourraient plonger les travailleurs dans une morosité paralysante. Ce n'est pourtant pas tout à fait le cas. L'année 80 a vu déjà s'échelonner toute une série de luttes, parfois d'ampleur. En janvier, les cheminots (contre des rationalisations portant atteinte à leurs conditions de travail; en février, la jeunesse ouvrière et apprentie contre des stages de "formation" offerts gratuitement au patronat; en mars, les instituteurs pour la réduction des effectifs des classes; en avril, les immigrés des services de nettoyage du métro parisien; les étudiants, quant à eux, connaissent plusieurs mobilisations, notamment par solidarité envers les restrictions frappant les étrangers.

Tête du cortège "Pour l'union des luttes" lors de la manifestation du 1er Mai à Paris, qui avait rassemblé une dizaine de milliers de participants.

Mais toutes ces luttes, comme celle des électriciens, se heurtent à un refus cohérent du patronat et du gouvernement, qui vont jusqu'à mettre en place des restrictions au droit de grève et aux libertés démocratiques encore jamais vues. Un seul recul est à noter : le retrait d'une loi de démantèlement de la sécurité sociale à la suite d'une imposante journée d'action le 13 mai : une grève de 24 heures organisée par la seule CGT. Les autres journées d'action de mai et juin, atténuées d'emblée par les effets de la division syndicale, expriment plus l'impasse politique dans laquelle se trouvent les directions ouvrières qu'un manque de combativité de la base. Et le pouvoir giscardien, étalant à l'occasion ses scandales et ses divergences avec le gaullisme en perte de vitesse, parvient mal à cacher, derrière son bluff, son inquiétude face à une possible convergence de la combativité des travailleurs des divers secteurs et des diverses régions. En effet, à peine le mouvement ouvrier a-t-il fait mine de baisser les bras devant la solution bourgeoise qui lui est imposée (comme dans la sidérurgie), un autre problème, un autre foyer de lutte refont surface qui tendent à remettre sur le tapis la question fondamentale : le rapport de forces entre les classes est-il définitivement en faveur de la bourgeoisie ? Quelles sont, sinon, les obstacles qui empêchent actuellement de le modifier ?

De telles questions, nombreux sont les débats au sein des entreprises, des sections syndicales et même au plus haut niveau des appareils syndicaux et politiques qui amènent à les poser.

Vers l'unité dans l'action

La pétition "pour l'union des luttes", lancée par 100 membres du PCF et du PS, a d'ores et déjà passé le cap des 100 000 signatures de travailleurs. Le courant qui l'impulse (notamment les militants syndicaux de la Ligue Communiste Révolutionnaire) a fait une apparition remarquée à Paris lors du 1er Mai, où son cortège était aussi fort que celui de la CFDT, et il parvient petit à petit à se structurer. Son importance provient notamment du fait qu'il englobe des militants de la base ou membres des instances des grandes organisations ouvrières. De telles actions, de tels débats peuvent aider considérablement à rapprocher le jour où une fraction significative du mouvement ouvrier organisé, au moment où l'on assistera à une possible recrudescence des luttes, acquerra une confiance et une assise suffisantes pour imposer l'unité d'action au PS et au PCF et à leurs centrales syndicales. Ce que nos camarades résument dans la formule "unité d'action pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale". Il ne s'agit nullement de créer une division supplémentaire, mais de renforcer ceux qui, dans les organisations ouvrières, la récusent, afin d'enrayer les mécanismes qui font que les membres actifs d'un parti ou d'un syndicat ont tendance à se rallier aux positions de leur direction attaquée par l'organisation "concurrente". Un tel déblocage est absolument nécessaire pour aller à la rencontre des aspirations des masses, en butte à l'extension du chômage, au déclin de branches et de régions économiques entières, à l'érosion du pouvoir d'achat ou aux dangers du nucléaire. Alors même que la perspective d'un gouvernement ouvrier (du PS et du PCF) semble aujourd'hui un voeu irréaliste, un tel déblocage aurait tôt fait d'en rapprocher l'échéance, tant les problèmes sociaux sont en train de s'accumuler de manière explosive en France.

F. G.

Grande-Bretagne :

Au Congrès du Labour Party : la paix, l'emploi et la liberté, réclame la banderole. Et la lutte contre le gouvernement Thatcher ?

LA GAUCHE PROGRESSE AU SEIN DU PARTI TRAVAILLISTE... LA DROITE MENACE DE SCISSIONNER !

Le 31 mai, une conférence nationale du Labour Party (Parti travailliste, regroupant les masses de la classe ouvrière britannique, auquel les syndicats sont automatiquement affiliés) tente de faire le bilan de sa défaite aux dernières élections et de dégager une voie pour en finir avec le gouvernement agressif de la très bourgeoise Mme Thatcher.

Depuis lors, le débat a pris de telles dimensions, dans les assemblées syndicales, les journaux, la radio-TV, et a fait apparaître un tel mécontentement de la "base", que la droite travailliste s'inquiète. Roy Jenkins, travailliste, depuis 6 ans président de la commission de la Communauté européenne à Bruxelles, annonce qu'en cas de "prise du pouvoir" par la gauche au sein du Labour, il créerait aussitôt un nouveau parti du "Centre". La droite travailliste la plus ouvertement pro-capitaliste révèle ainsi que son souci majeur est si peu de défendre les intérêts de la classe ouvrière britannique qu'elle ne craint pas de provoquer une scission du parti majoritaire des travailleurs britanniques. Mais la gauche est-elle vraiment si près de "prendre le pouvoir" au sein du Labour ? Et d'abord, qu'est-ce que la "gauche" du Labour ?

Gauche-droite dans le Parti travailliste

Majoritaire à la direction du parti, la "gauche" (ou prétendue telle), vu les pratiques fort peu démocratiques en vigueur, n'a ni le contrôle sur les députés au Parlement, ni non plus sur le Président du Parti (actuellement l'ancien premier ministre James Callaghan), et encore moins sur le gouvernement (quand il était travailliste). En outre, la droite tient la direction de la plupart des syndicats. D'où une grande confusion — et des déclarations d'intention du Parti qui sont régulièrement bafouées par ceux qui font la politique réelle du parti...

La "gauche" travailliste

Elle est formée d'une multitude de tendances, qui vont de l'extrême-gauche révolutionnaire, très minoritaire, mais active (notamment lors du soutien à des grèves comme récemment celle des sidérurgistes, qui n'avait été réellement appuyée ni par l'ensemble des syndicats ni par le Labour), à une gauche très ministérielle. On trouve à la tête de cette dernière un homme comme Anthony Benn dont le combat se limite à vouloir modifier quelques-uns des aspects les plus antidémocratiques du fonctionnement du parti, dans le seul but de pouvoir se retrouver, appuyé par une gauche majoritaire, chef de file d'un éventuel nouveau gouvernement travailliste. On retrouve donc dans cette gauche des partisans d'une gestion du capitalisme clairement opposés à une mobilisation des travailleurs.

Le 31 mai, lors de la conférence très houleuse du Labour, il n'y eut pas seulement un affrontement gauche-droite. Le document politique présenté par la direction (gauche modérée, avec l'appui des syndicats) sous le titre "Paix - Emplois - Liberté" devrait être le futur "programme de gouvernement" des travaillistes. Il prévoit un retour aux nationalisations, le refus des missiles "Cruise", la nouvelle arme meurtrière de l'OTAN, etc., mais nullement d'en finir avec Mme Thatcher avant l'expiration de son mandat... en 1984. Les délégués les plus applaudis furent ceux qui relevèrent les lacunes de ce programme : *"Vous protestez contre l'intervention soviétique en Afghanistan, mais vous vous taisez sur l'Irlande, opprimée et divisée par la Grande-Bretagne !" "Si on laisse les Tories* aller jusqu'au bout de leurs attaques, dans 4 ans il n'y aura même plus de gauche pour les battre aux élections"...*

Les révolutionnaires anglais (comme nos camarades qui diffusent l'organe "Socialist Challenge") estiment pour leur part que l'action syndicale devrait servir à rassembler toutes les luttes des travailleurs pour faire échec aux mesures extrêmement brutales du gouvernement de Mme Thatcher, en vue de renverser ce gouvernement et d'ouvrir la voie à un plan socialiste, clairement anticapitaliste, de relance de l'économie britannique sous le contrôle des travailleurs.

F. G.

* *Tories : du nom du grand parti bourgeois anglais, le Parti conservateur (conservatory).*

Iran : du Kurdistan à l'université,

LA TENTATIVE DE MISE AU PAS

Bani Sadr et Khomeiny veulent rétablir l'ordre pour reconstruire l'Etat bourgeois

Dans les universités, la mise au pas va bon train. Une véritable campagne contre la gauche a été orchestrée par Khomeiny et le Conseil de la Révolution pour islamiser et "épurer" les universités avec le secours des "hezbollahs" armés de gourdins, de tessons de bouteilles et de couteaux. Des affrontements meurtriers ont eu lieu, faisant plusieurs dizaines de morts et les groupes d'extrême-gauche ont dû, pour finir, évacuer l'université de Téhéran qui était devenue, par sa tradition de lutte contre la dictature, un bastion pour des organisations comme les Moudjahadins e Khalk, les Fedayins.

La hiérarchie chiite veut ainsi porter un coup à un des centres de débats politiques des plus importants pour les organisations ouvrières, un lieu d'expression et de propagande pour les organisations révolutionnaires. La fermeture des universités signifie en fait un renforcement de la censure politique et un étranglement de la liberté d'expression, qui se marquent aussi par les attaques physiques systématiques dont sont victimes les manifestations de rue organisées par la gauche de la part des bandes d'hezbollahs, organisés par le Parti républicain islamique (PRI) ou par certains secteurs de la hiérarchie.

C'est **le KURDISTAN** qui est au centre de la nouvelle offensive du régime. En effet depuis plus d'un mois une véritable guerre civile s'y développe opposant les unités régulières de peshmergas et les milices de la Résistance nationale kurde d'un côté et de l'autre les bataillons de l'armée iranienne renforcés et contrôlés par les pasdars. Le président Bani Sadr et Khomeiny ont entamé une véritable offensive militaire contre l'ensemble des villes du Sud Kurdistan : ils soumettent toute la région à un blocus économique et entendent abattre la résistance kurde militairement et politiquement, après avoir opposé une fin de non-recevoir au plan d'autonomie présenté par les Kurdes et qui prévoyait pourtant explicitement le maintien du Kurdistan dans la République islamique.

Devant la résistance acharnée des Kurdes, face à des échecs militaires et surtout à un début de désagrégation de l'armée iranienne engagée au Kurdistan, les dirigeants de Téhéran ont haussé le ton : la question kurde est devenue pour eux l'un des points sur lesquels le régime entend tester sa capacité à diriger tout l'Iran à sa guise. Cette intransigeance est fondée d'abord sur le fait que la lutte nationale kurde a véritablement pris ces derniers mois la forme d'une guerre civile. Il en va donc de la fiabilité politique et militaire de l'armée iranienne — il s'agit de tester sa capacité d'intervention à l'intérieur du pays contre le mouvement de masse — et du corps des pasdars d'une part et du maintien de "l'intégrité du territoire" face aux revendications des nationalistes opprimées en Iran de l'autre. Ensuite l'approfondissement et la radicalité des mouvements sociaux au Kurdistan (importance des mouvements agraires, de l'auto-organisation, de l'armement massif de la population) représentent un défi pour le régime Khomeiny et la bourgeoisie iranienne. Il s'agit d'éviter que l'exemple kurde ne fasse tache d'huile dans les autres nationalités de l'Etat iranien qui forment plus de 60 o/o de la population.

Restaurer l' "Etat de droit"

Les attaques contre l'université comme la récente offensive au Kurdistan sont révélateurs d'une situation nouvelle en Iran qui aura des répercussions dans la confrontation entre la révolution iranienne et l'impérialisme mais qui s'exprime aussi au niveau du rapport entre la hiérarchie chiite et les masses iraniennes. L'orientation de Bani Sadr et de Khomeiny apparaît tout à fait clairement : restaurer un "Etat de droit" en s'opposant si nécessaire à des secteurs importants du mouvement de masse. L'unanimité qui règne parmi les dirigeants du régime pour en finir avec la "gangrène" kurde, par n'importe quel moyen, est typique de ce tournant qui met à jour, plus crûment qu'auparavant. l'incapacité fondamentale de la hiérarchie chiite et des secteurs importants de la bourgeoisie iranienne à résoudre les problèmes de fond posés, dès le début, par la révolution iranienne. Et qui ont pour nom : droits démocratiques, émancipation des nationalités opprimées, rupture véritable avec l'impérialisme, réforme agraire.

Vincent

QUAND ILS SE TAISAIENT...

La presse bourgeoise n'a pas eu d'expressions assez dures pour fustiger la haine anti-impérialiste des masses iraniennes "fanatisées". Dans Le Monde du 17. 6. 80, Eric Rouleau, en rappelant le soutien US au chah, explique les raisons politiques de cette attitude. Puis il parle des crimes de la SAVAK, formée et conseillée par la CIA. Quand vous lirez les lignes ci-dessous, rappelez-vous qu'alors la presse "d'information" se taisait soigneusement...

"Le nom de la SAVAK provoque chez les Iraniens des sentiments analogues à ceux qu'éprouvent les Européens à l'égard de la Gestapo au lendemain de la dernière guerre", affirme le journaliste du Monde qui poursuit : *"Quelque cinq cent mille hommes, femmes et enfants ont connu les camps d'internement ou les cellules humides des prisons — 1,20 mètre sur 2 — dans lesquelles on entassait jusqu'à trois ou quatre personnes. Les sévices infligés pour arracher des aveux dépassent toute imagination : on a appris, entre autres, que les suspects étaient d'emblée rossés, suspendus par les pieds et fouettés à l'aide de câbles métalliques, soumis aux chocs électriques, que leurs ongles étaient arrachés l'un après l'autre ainsi que leurs dents; qu'ils étaient empalés à l'aide d'une bouteille cassée, que des aiguilles chauffées à blanc servaient à transpercer le visage, à perforer le tympan ou à crever les yeux des suppliciés; que des injections dans la moelle épinière provoquaient leur paralysie; que l'on achevait certains d'entre eux en les obligeant à avaler un cachet de cyanure. (...) Les agents de la SAVAK ont poussé le sadisme jusqu'à filmer les scènes de tortures — que l'ancien monarque se faisait projeter, selon l'un de ses proches — et à photographier systématiquement leurs victimes. Ainsi peut-on aujourd'hui feuilleter à Téhéran les 'albums d'horreur' où figurent des cadavres de femmes, d'hommes, d'adolescents, affreusement mutilés."*

Afghanistan :

A PROPOS DES "MASSACRES" SOVIETIQUES

Le Département d'Etat américain, avec la complicité des agences de presse des pays capitalistes, organise une véritable campagne d'intoxication à l'échelle internationale à partir "d'informations" sur la situation en Afghanistan. L'administration de Washington cherche ainsi à alimenter sa campagne anticommuniste pour préparer l'opinion mondiale à de nouvelles interventions américaines dans la région.

Par exemple durant quinze jours la grande presse était remplie de "témoignages" qui visaient à accréditer la thèse de l'utilisation systématique par les troupes soviétiques de napalm contre les rebelles. Ces "témoignages", si on les considère de près, n'étaient que des dépêches d'agence dont les correspondants sont stationnés dans la ville frontière pakistanaise de Peshawar, une des bases de départ des interventions islamiques.

Les preuves matérielles faisant défaut, la presse dite d'information a trouvé un autre cheval de bataille : l'encerclement par les troupes russes de dizaines de milliers de rebelles afghans. Là encore ces informations — comme les rebelles en question ! — ont brusquement disparu des colonnes des journaux. Le Département d'Etat et la CIA ont une longue tradition de manipulation de l'information : rappelons que, durant plusieurs semaines en 1969, les agences de presse avaient démenti que des bombardements américains aient eu lieu au Cambodge; en 1970, elles avaient fait de même lors de l'invasion des troupes américaines dans ce pays.

Malgré tous ces mensonges et l'orchestration de cette campagne d'intoxication, il apparaît clairement que, ces dernières semaines, la bureaucratie du Kremlin a renforcé sa politique de répression et son intervention militaire en Afghanistan.

On ne gagne pas une guerre civile par des massacres ni par la répression

La LMR condamne l'ensemble de la politique de la bureaucratie soviétique, qui aujourd'hui repose sur une conception purement militaire de la guerre civile et la réduit à un problème de puissance de feu.

Soldats soviétiques tadjiks à Kaboul.

Dans ce cadre, nous dénonçons l'utilisation de la répression, de chars et de bombes, au nom d'une prétendue "défense de la révolution démocratique et nationale" en Afghanistan. La question primordiale n'est pas de savoir s'il y a des milliers ou "seulement" des centaines d'Afghans massacrés. Ces chiffres peuvent tout au plus souligner le degré de cynisme des Brejnev et consorts qui, de toute façon, ont sur la conscience des millions de morts dans les camps staliniens. Quelles que soient l'ampleur et la nature des opérations militaires des troupes russes, les objectifs de la bureaucratie soviétique n'ont jamais été d'aider les paysans et travailleurs afghans à faire triompher leurs revendications démocratiques, leur droit à la terre, à l'indépendance et à l'émancipation contre les féodaux et les rébellions islamiques. Non, ces objectifs étaient avant tout de tirer profit de la faiblesse conjoncturelle des Etats-Unis pour stabiliser un régime qui lui soit favorable. L'intervention soviétique n'a donc nullement contribué à approfondir le processus de réformes en Afghanistan, elle a au contraire conduit à un affaiblissement de l'appui politique dont pouvait jouir le régime Karmal avant décembre 1979 dans la population. Par ses méthodes, elle n'a pas contribué à favoriser l'émergence d'un front de résistance aux féodaux et contre les interventions impérialistes, qui puisse tenir sans "l'aide" militaire russe. Et la bureaucratie du Kremlin a poursuivi sa politique de coexistence pacifique, de recherche de solutions diplomatiques sur le plan international. En Iran comme en Amérique centrale, les révolutions en cours ne pourront compter sur aucune "aide" ! Brejnev cherche à négocier avant tout de nouveaux compromis avec Washington dans le cadre des nouveaux rapports de forces de la coexistence pacifique.

La bureaucratie placée devant un dilemme

Sans aucun doute, l'URSS renforce sa présence militaire en Afghanistan bien au-delà de ce qui serait immédiatement nécessaire pour lutter contre les rebelles (des aéroports gigantesques sont installés par exemple). Ces indications pourraient nous faire croire que l'on s'achemine vers une assimilation lente du pays aux formes de propriété qui dominent en Union soviétique. Mais en même temps Brejnev poursuit sa politique d'ouverture en direction des forces les plus réactionnaires de l'ancien régime Daoud et cherche par quelques concessions sur le plan international, comme la récente annonce d'un retrait de certaines unités, à négocier la "neutralisation" de l'Afghanistan. Le régime Karmal semble par ailleurs de plus en plus isolé. Des luttes entre les deux fractions du PPDA (Khalq et Parcham) se dérouleraient et les récentes exécutions de partisans ou de proches d'Amin n'arrangeront certainement pas les choses.

Comme nous sommes opposés à toute assimilation structurelle, à toute annexion de l'Afghanistan qui ne pourraient conduire qu'à aviver le sentiment national afghan, nous soulignons également **la nécessité de créer dans ce pays les conditions nécessaires pour que le peuple afghan puisse choisir son avenir indépendamment des troupes soviétiques et des troupes impérialistes.** La liberté du peuple afghan ne se réduit en effet pas au choix entre la présence soviétique ou le retour des féodaux et des mollahs qui cherchent à rétablir leurs privilèges. Il s'agit pour cela de développer au maximum la réforme agraire au lieu de mener la guerre civile à coup de bombes et de tanks. La libération des peuples d'Afghanistan est directement liée à la lutte contre l'impérialisme et l'exploitation. Et c'est à ces conditions que pourra véritablement se réaliser l'autodétermination des peuples afghans.

Vincent

***Les conséquences de la politique du gouvernement Begin pour un "Grand Israël" incluant les territoires occupés sont déjà incalculables. Les derniers attentats qui ont valu l'amputation totale ou partielle des maires de Naplouse et Ramallah ont encore accru la colère et la combativité des masses arabes. Il est significatif que les maires arabes les plus modérés dans les territoires occupés, comme le maire de Gaza, Rashad Shawa, par exemple, qui avait accepté de rencontrer l'ambassadeur américain Sol Linowitz, aient déclaré que désormais** "tous les ponts étaient coupés avec les Israéliens".*

***Les masses arabes dans les territoires occupés ne sont plus seulement accablées par le chômage, la misère, une répression sournoise, l'humiliation imposée par les colons du Goush Emounim (organisation d'extrême-droite). Elles sont menacées de représailles ouvertes et d'assassinats par des bandes parallèles dont l'objectif avoué est** "d'expulser tous les Arabes de la terre d'Israël".*

Cisjordanie :

BEGIN LACHE LES CHIENS

Des moyens légaux existent déjà pour cela. La compagnie pour la reconstruction du quartier juif de Jérusalem, par exemple, exige que pour y résider les critères suivants soient remplis : avoir la nationalité israélienne et avoir servi dans l'armée israélienne ! L'autre moyen concerne les expropriations de terre : le gouvernement pousse à l'implantation des colonies israéliennes sur les terres privées qui ont été confisquées *"pour raisons de sécurité"*, ou appartenant à des Palestiniens expulsés par des moyens divers, le plus scandaleux d'entre eux dénoncé par la presse consiste à user de défoliants sur les cultures pour obtenir des départs "volontaires" de petits propriétaires.

La multiplication des affrontements et l'intensification des conflits sont le produit direct de la politique colonisatrice du gouvernement Begin dont le but n'est pas uniquement la noble reconquête de la terre des ancêtres !

Le maintien de l'occupation en Cisjordanie et à Gaza présente des avantages pour l'économie israélienne et n'est pas dû à "l'entêtement" ou au caractère "buté" du Premier ministre israélien, contrairement à ce que prétend une certaine presse.

Un rapport accablant

Comme le montre le rapport publié par le Bureau international du Travail (BIT, *Rapport sur la situation des travailleurs des territoires occupés*), la main-d'oeuvre arabe de ces territoires a permis de pallier les pénuries aiguës de main-d'oeuvre en Israël, *"Elle a favorisé la fluidité du marché du travail et a été pour l'économie israélienne un facteur appréciable de croissance."* Les travailleurs arabes occupent des emplois que la main-d'oeuvre israélienne semble délaisser de plus en plus : *"La main-d'oeuvre des territoires occupés semble ainsi jouer un certain rôle de substitution à la main-d'oeuvre israélienne ce qui, probablement, favorise indirectement la promotion de cette dernière."*

Pour donner une idée de la situation des travailleurs arabes, il suffit d'indiquer qu'il existe un marché clandestin de la force de travail où le salaire se négocie à la tête du client, qu'une condition de résidence exclut cette force de travail migrante du bénéfice des prestations vieillesse, invalidité, chômage, allocations pour les enfants : les travailleurs des territoires occupés ne jouissent pas du droit de résidence sur le territoire israélien mais ils jouissent bien entendu du droit d'y être surexploités au gré de leur employeur !

Le retour quotidien dans les territoires occupés suppose de quitter le domicile entre 4h. et 4h.30 du matin, le temps consacré au travail et au transport étant en moyenne de 12 heures ! Quant à la protection syndicale, la mission du BIT fait état d'arrestations et de détentions multiples de syndicalistes, à Bethléem et à Ramallah en particulier.

Vers un Etat palestinien ?

Plus de 30 ans après la partition de la Palestine, l'Etat sioniste n'apparaît pas à même de garantir la présence impérialiste dans la région. C'est pourquoi tant les bourgeoisies européennes que l'impérialisme américain cherchent à diversifier leurs alliances tout en ne modifiant pas l'équilibre des forces. Les liens des USA avec l'Egypte vont dans ce sens comme le montrent les manoeuvres américano-égyptiennes qui auront lieu en juillet dans la région du Golfe.

Pourquoi la création d'un Etat palestinien suscite-t-elle donc tant de difficultés ? L'OLP (Organisation de libération de la Palestine) donne des preuves fréquentes de sa modération. Lors de son IVe Congrès, le Fath, principale organisation de la résistance palestinienne, a de fait accepté l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. L'OLP coopère avec la Jordanie, entretient des rapports réguliers avec le roi Hussein, et met l'accent sur la négociation et non pas sur la lutte armée pour l'établissement d'un tel Etat.

En fait, les craintes de l'impéralisme — et l'argument fort du gouvernement Begin — proviennent de la dynamique qu'aurait l'autodétermination en Cisjordanie et à Gaza compte tenu de la radicalisation déjà exceptionnelle des masses palestiniennes.

Déjà le Comité d'orientation nationale (créé en 1978 après les accords de Camp David) qui est une sorte de direction politique pour les territoires occupés passe pour être influencé plus "à gauche" que l'OLP à laquelle il est lié. De fait, il est de notoriété publique que l'influence communiste y est importante, ce qui ne fait que refléter d'ailleurs l'audience communiste chez les masses arabes elles-mêmes. C'est pourquoi le gouvernement militaire israélien s'emploie à favoriser l'influence des intégristes musulmans contre le Comité.

La montée de l'extrême-droite israélienne

Dans ces conditions, la création d'un Etat palestinien sous direction de l'OLP ne donnerait-elle pas un nouvel élan aux luttes de masse dans les territoires occupés ? Et cet Etat ne serait-il pas un facteur de déséquilibre, dans la mesure où le retrait des forces israéliennes serait apprécié par les masses comme une immense victoire pouvant entraîner une mobilisation et une dynamique imprévisibles remettant en cause les rapports de forces dans la région. Tel est le dilemme auquel sont confrontés la Communauté européenne et l'impérialisme aujourd'hui.

L'apparition de groupes terroristes israéliens aggrave le caractère explosif de la situation. Le fait que les groupes soient les auteurs des attentats commis contre les maires arabes est un secret de polichinelle. De même qu'il est de notoriété publique qu'ils bénéficient des appuis les plus importants au sein du gouvernement, notamment auprès du ministre de l'Agriculture, Sharon, responsable de la politique d'implantation provocatrice dans les territoires occupés et qui dispose pour ces implantations d'un "budget invisible". (...)

Les milliers de colons sont une base d'appui pour les bandes armées dont ils sont déjà partie prenante. Les références au Ku-Klux-Klan ou à l'OAS ne sont pas hors de propos : des membres du Goush Emounim ont déjà déclaré être préparés à résister à l'armée israélienne s'ils étaient appelés à abandonner les implantations, même dans le cadre d'une autonomie fictive. L'existence de complicité dans l'armée et la police; l'attentat planifié contre l'une des mosquées les plus révérées : la mosquée Al Aqsa par le rabbin Kahane (aujourd'hui détenu); les attaques contre les organisations de gauche ou d'extrême-gauche israéliennes sont des éléments nouveaux dans la société israélienne.

Le Sheli, organisation sioniste de gauche, dont le local a été mis à sac constitue des groupes d'autodéfense. C'est la première fois que des groupes terroristes juifs s'en prennent à d'autres juifs. Ce sont les bases mêmes du sionisme qui sont ainsi mises en cause, et le consensus national sur lequel repose l'Etat d'Israël qui est ébranlé. C'est cela qui inquiète tant la partie la plus lucide de la bourgeoisie israélienne.

C'est pourquoi, il est si important pour les militants internationalistes d'impulser en Israël même la lutte pour le retrait des territoires occupés, le désarmement des bandes fascistes, le retour des maires expulsés et le châtiment des responsables des attentats ainsi que de ceux qui les couvrent au sein même du gouvernement.

Janette Habel

Afrique du Sud :

"TIREZ POUR TUER !"

Tel est l'ordre donné par le ministre de la police Louis le Grange à ses troupes, engagées dans la répression des diverses manifestations qui secouent le pouvoir blanc depuis plusieurs semaines. Des dizaines de morts et des centaines de blessés témoignent de ce que cet ordre a été suivi. Ce n'est pas uniquement par plaisir de "bouffer du nègre" que le gouvernement raciste se lance dans une répression sanglante, mais aussi parce que le front de l'opposition au régime d'apartheid est plus large et plus massif que jamais.

Lycéens et ouvriers en grève

Si le sabotage, au début du mois de juin, de l'usine de production de pétrole de Sasolburg par un commando de l'African National Congress (ANC) a été largement connue, elle prend place toutefois dans une montée générale des luttes, stimulée par la mobilisation des masses noires dans le Zimbabwe voisin.

Véritable plaque sensible des masses noires et métisses, les lycéens sont par milliers en grève depuis plusieurs semaines pour protester contre la politique de l'Etat raciste, qui consacre trois fois plus d'argent pour un élève blanc que pour un non-blanc.

Les travailleurs ne sont pas en reste : dans l'usine VW d'Uitenhage, 3 500 ouvriers font grève pour obtenir un salaire minimal de 4,20 francs de l'heure (il est actuellement d'environ 2,30 fr.); à Port Elizabeth 7 000 travailleurs sont en grève. A Durban, six mille ouvriers du groupe textile "Frame" ont été licenciés pour fait de grève.

La population noire et métisse se solidarise aussi avec les grévistes : dans la province du Cap, elle boycotte depuis plusieurs semaines la viande rouge, en solidarité avec les ouvriers de l'industrie de la viande, licenciés alors qu'ils étaient en grève pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat.

La commémoration de Soweto

C'est sur cet arrière-fond de luttes sociales et politiques que s'est déroulée, le 16 juin, la commémoration des émeutes de Soweto, qui, en 1976, avaient fait plus de 600 morts parmi la jeunesse noire. Massivement suivie dans la province du Cap, où bus et trains circulaient presque à vide, où les magasins appartenant à des non-blancs étaient fermés, la commémoration prit des allures de "journée ville morte".

C'est au cours de cette journée, qui s'est poursuivie le 17 juin, que la sauvagerie policière provoqua la mort de dizaines de jeunes manifestants. Depuis lors, les journalistes n'ont plus le droit d'assister aux actions de la police sud-africaine...

Estimant que seule une répression *"sans merci"* est à même de rétablir la situation, le ministre de la police L. le Grange fait ainsi apparaître toute l'importance d'une solidarité internationale sans faille.

Ptr.

Le régime raciste et exploiteur de Prétoria a même réussi à embrigader des flics noirs pour accomplir sa sale besogne répressive.

ROCARD, L'AUTOGESTION DE L'AUSTERITE

Depuis le célèbre forum organisé par le journal "L'Expansion" en octobre 1976, où Rocard, peut-être plus que tous les autres dignitaires socialistes, s'était avancé à découvert face à son public patronal, on savait que le futur concurrent de Francois Mitterrand n'avait rien d'un pourfendeur du capitalisme. C'est en effet à cette occasion qu'il prononça la fameuse formule *"On ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale"* qui, en clair, signifiait que le pouvoir et les intérêts patronaux seraient servilement respectés au cas où l'Union de la gauche l'emporterait.

Donc Rocard s'affichait comme un social-démocrate de la plus belle eau. Affaire classée, alors ? Non, car il y a ce que d'aucuns ont appelé "l'effet Rocard". C'est-à-dire tout le discours autogestionnaire, d'expérimentation sociale, de développement de la vie associative, les tirades contre l'Etat, jacobin et centralisateur, les grandes envolées lyriques sur les revendications qualitatives. Ainsi Rocard apparaît-il paradoxalement comme le chantre de la rigueur économique, de l'austérité à la mode socialiste, et en même temps comme le héraut du "changer la vie" (il ne suffit plus de *"loger, il faut que les hommes puissent habiter... il ne suffit pas de soigner, il faut aussi se soigner, reprendre possession de son corps... il ne suffit pas d'enseigner, il faut pouvoir se former"*).

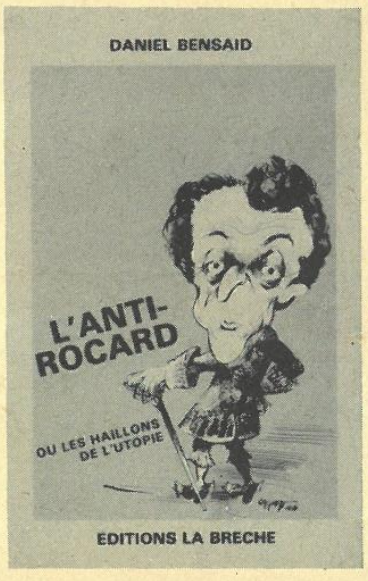
Le mérite de l'ouvrage de Daniel Bensaïd, c'est de montrer clairement en quoi ces deux discours, à première vue contradictoires, sont en fait liés l'un à l'autre et se répondent. La logique qui les sous-tend n'a rien de théorique, car celui qui aime tant argumenter à coup de "rigueur", n'en possède pas beaucoup dans ce domaine; elle est d'ordre politique. Et derrière les innovations creuses sur la dissolution de l'Etat dans la société civile, apparaissent les conceptions réformistes les plus plates et les plus éculées, régulièrement resservies à la classe ouvrière depuis des décennies.

Et parce que pour Rocard, l'objectif essentiel demeure les élections à la présidence de la République en 1981, ce réformisme-là s'apprête ouvertement à gérer l'austérité et la crise capitalistes.

En ces temps où certains, dans le Parti socialiste suisse croient pouvoir s'inspirer du "rocardisme" pour développer une ligne prétendument autogestionnaire, il était bon de montrer que le "petit marquis" Rocard était nu. Daniel Bensaïd l'a fait, avec la verve polémique qui lui est propre, ce qui nous vaut quelques passages incisifs, où l'ironie le dispute à la colère. Ce qui ne gâte rien et ne fait qu'augmenter le plaisir de lire cette véritable "leçon de choses" sur le réformisme.

Ptr.

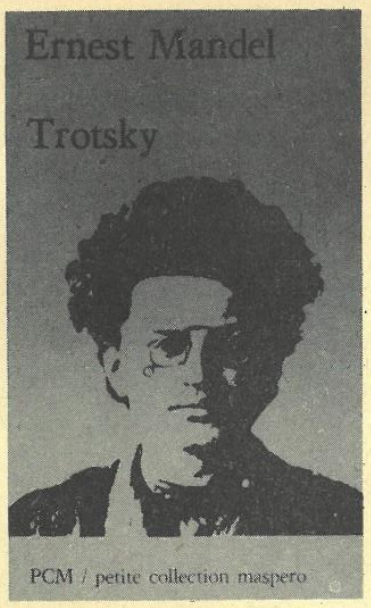
Daniel Bensaïd, *L'anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*, Ed. La Brèche, Paris 1980, 185 pages, fr. 20.-. En vente à nos librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, Lausanne et 22 rue Saint-Léger, Genève.



Trotsky, par Ernest Mandel

LES CHOIX POSSIBLES DE L'HUMANITE

Faire revivre les choix d'un homme placé à plusieurs reprises dans les conditions d'ouvrir une percée à la pensée et à l'action des masses laborieuses du monde entier n'était pas chose aisée, si l'on considère les dimensions de l'ouvrage : un petit volume de poche de 170 pages.



Ernest Mandel s'en acquitte remarquablement. S'identifiant à Trotsky, abandonnant, dans la maturité de l'expérience qui est la sienne à la direction de la IVe Internationale depuis de nombreuses années, les formules quelquefois ampoulées qu'il avait parfois utilisées à propos de Trotsky durant les années cinquante, il ne ferme pas les yeux devant ce que le recul historique peut faire apparaître comme des erreurs de Trotsky. Ainsi, sans le parti de cadres ouvriers révolutionnaires construits pas à pas par Lénine et ses partisans en Russie jusqu'en 1917, la théorie de Trotsky – qui avait prévu la transcroissance probable de la révolution antitsariste en révolution rompant avec le capitalisme et qui établissait dès 1907 que les caractères contradictoires de la société capitaliste en Russie amèneraient celle-ci à pouvoir quitter plus tôt peut-être que les pays avancés de l'ouest la sphère cpitaliste – serait restée lettre morte. Or Trotsky n'a participé qu'indirectement à cette construction pratique du parti bolchévique.

Puis, la guerre civile, qu'il avait tant contribué à remporter à la tête de l'Armée rouge, approchant de son terme, Trotsky, tout comme Lénine, distingua d'abord mal quel danger l'étouffement de la vie démocratique du parti communiste russe entraînait face à la montée de la bureaucratie, à laquelle on doit, depuis, tant de crimes et de déboires pour les mouvements révolutionnaires dans le monde entier.

Mais cela dit, Trotsky, encouragé par Lénine mourant, fut néanmoins à la tête de l'opposition à Staline, chef de la bureaucratie. Sans jamais revenir en arrière, et surtout sans jamais confondre la bureaucratie (et son rôle catastrophique) qu'il s'agit de renverser, et d'autre part l'Etat ouvrier soviétique, vidé de son contenu réellement "soviétique" (c'est-à-dire : démocratie des conseils ouvriers, paysans et populaires), dont il faut défendre le contenu social et économique, parce qu'il est en rupture décisive, quoiqu'imparfaite, dégénérée, avec le capitalisme.

Trotsky était le révolutionnaire le mieux placé pour analyser la bureaucratie, d'abord soviétique, puis aujourd'hui par extension, les bureaucraties chinoises, des Pays de l'Est, etc. Son apport est irremplaçable. Qu'il s'agisse de ses analyses du fascisme au moment même où Hitler s'apprêtait à prendre le pouvoir ou de la nécessité d'une stratégie mondiale pour instaurer un socialisme créant les conditions matérielles d'un épanouissement des hommes dans le respect des droits de la personne humaine, les analyses, les réflexions et les prévisions (certaines, démenties quant aux rythmes qu'il leur donnait, restent généralement valables) de Trotsky ne peuvent être ignorées du travailleur qui veut regarder l'avenir en face.

Décidément, il ne peut être de meilleure lecture pour ce temps propice à la réflexion que sont les vacances arrachées à la bourgeoisie.

F. G.

Ernest Mandel, "TROTSKY", petite collection maspero, Paris 1980, fr. 7,40. En vente à nos librairies La Taupe...

Jean Steinauer :

"LE SAISONNIER INEXISTANT"

Jean Steinauer fut une fois correspondant parlementaire du quotidien "La Suisse". Dans ce rôle, il a eu l'occasion d'en apprendre des vertes et des pas mûres sur la politique fédérale, de l'administration en particulier, et tout spécialement en ce qui concerne les travailleurs immigrés. Le grand règne de la tracasserie.

"Tous ont cotisé, peu sont pensionnés : 15 à 20 o/o. L'assurance invalidité de la Suisse ressemble au paradis : moins il y a d'élus, plus ça doit être attractif."

C'est dans ce style tantôt tendre, tantôt agressif, ironique par excès de fausse naïveté, que l'ex-honorable journaliste rend compte de la longue marche de Dario, ouvrier du bâtiment, "saisonnier" depuis 13 ans à Genève, où il se blesse un jour de 1971, pour toucher enfin les indemnités, la rente auxquelles il a droit.

Le moins qu'on puisse dire c'est que si jamais certains avaient pu croire au mythe de l'efficacité suisse, celui-ci en prend un bon coup. On apprend ainsi dans ce petit livre (120 pages) d'une lecture tout a fait décontractée, qu'à fin 1977 il y avait en souffrance dans les bureaux de la Caisse suisse de compensation AI 24 000 dossiers d'invalidité, provenant à 85 o/o de travailleurs italiens ! ***VINGT-QUATRE MILLE TRAVAILLEURS MUTILES A UN TITRE OU A UN AUTRE PAR LE CAPITAL, AUXQUELS CELUI-CI FAIT TOUT POUR REFUSER LA MOINDRE OBOLE : selon un des fonctionnaires de cette Caisse publique, 80 à 85 o/o des demandes de rentes d'invalidité SONT REJETEES.***

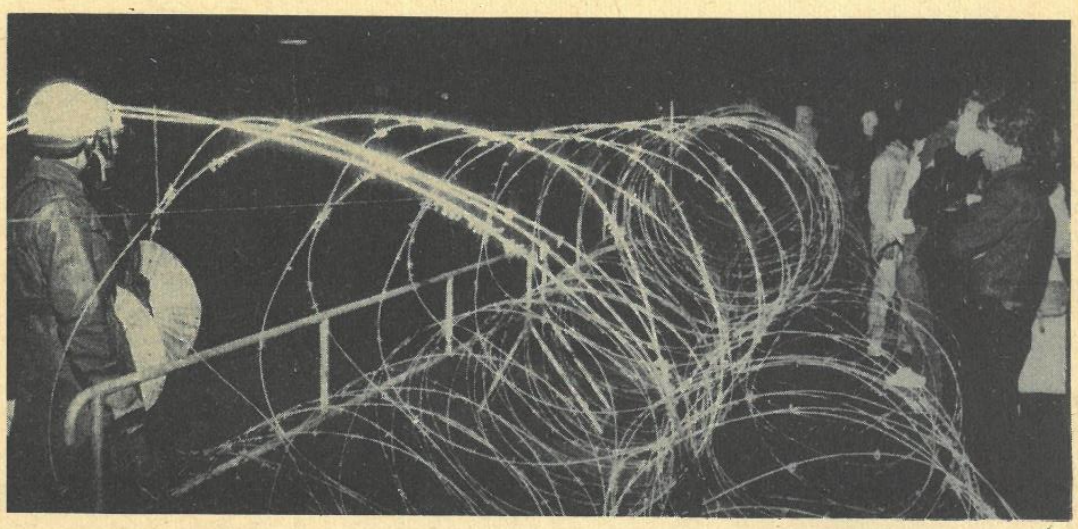
Tout ceci se passe donc en Suisse, le pays le plus... * et le moins... * du monde.

F. G.

* à votre choix, si, si, vous trouverez bien.

Jean Steinauer, Le saisonnier inexistant, Ed. Que faire, Genève 1980, fr. 10.-. En vente à nos librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, Lausanne et 22 rue Saint-Léger, Genève.

Presque tous les jours des centaines, voire des milliers de jeunes se rassemblent à Zurich pour protester contre l'oppression de leurs besoins par cette société. L' "émeute de l'Opéra" et la (re)montée du mouvement jeune ont soudainement montré clairement la faiblesse de la capacité d'intégration des institutions bourgeoises, et la crise des valeurs bourgeoises. Une crise qui normalement s'exprime surtout individuellement : dans l'alcoolisme, la consommation de drogues, la criminalité juvénile, les suicides ou la dérive dans des sectes (souvent) religieuses. Le mouvement zurichois n'est pas simplement l'expression de cette crise, il a aussi un but politique — une maison des jeunes autogérée — et commence à développer une conscience politique. Nous soutenons fondamentalement ce mouvement et prenons donc activement part à ses discussions internes, sur ses buts, ses moyens et ses conceptions. Dans l'article qui suit, nous allons essayer de caractériser brièvement le mouvement des jeunes de Zurich et mettre en évidence quelques problèmes.



Zurich :

JEUNESSE EN REVOLTE

Le nouveau mouvement de la jeunesse à Zurich a attiré de nombreuses nouvelles couches de jeunes. Des jeunes entre 15 et 20 ans, quotidiennement frustrés, que ce soit dans leur travail, dans l'école, dans la famille et les loisirs, etc., voient enfin la possibilité d'exprimer collectivement leur rogne. En même temps, ce mouvement est aussi un lieu de rassemblement pour beaucoup de vétérans de 68, et autres vieux gauchistes, qui pendant longtemps ont vivoté, démoralisés, dans un environnement social restreint, ou ont cherché une alternative dans un collectif de travail et qui maintenant entrevoient un champ d'action politique plus grand. Mais même des syndicalistes actifs cherchent dans ce mouvement une certaine compensation à leurs petites activités quotidiennes, souvent laborieuses.

Un mouvement "bariolé"

Ainsi, une mosaïque de groupes et de générations se retrouve dans ce mouvement. Leur point commun est de se sentir opprimés dans leurs besoins par la société — ou pour certains de chercher consciemment à se soustraire à cette société — et d'être souvent, dans leur milieu social, une minorité. Il n'est donc pas étonnant de voir le mouvement qui rassemble tous ces groupes différents organiser une "grande manifestation des mécontents" le 21 juin.

Les divers groupes du mouvement ne se différencient pas seulement par leurs besoins (le besoin essentiel d'un quadragénaire n'est certainement pas celui d'une maison des jeunes autonome) et par l'expérience qu'ils ont des institutions sociales, mais aussi par leur relation avec les mouvements, les actions et les organisations politiques. Ce qui peut cependant devenir dangereux pour le mouvement : d'une part il risque de perdre de vue son but principal, la maison des jeunes autogérée, et ainsi une bonne partie de sa force. D'autre part, les générations les plus anciennes risquent de plus en plus de prendre le pas sur les plus jeunes. Si, au début, c'étaient surtout de très jeunes gens (Punks, Teds, Disco-freaks, etc.) qui participaient aux discussions et aux actions du mouvement, le poids se déplace toujours plus en faveur des anciens gauchistes (inorganisés). Ainsi, lors de l'assemblée générale du 11 juin, lorsque des mineurs s'exprimèrent, cela fit presque sensation, alors qu'il y avait environ 2 000 participants. Les jeunes qui rejoignent le mouvement ont de la peine à trouver des canaux leur permettant de s'exprimer face aux "expérimentés" — alors qu'ils devraient être les principaux acteurs d'un mouvement pour une maison des jeunes autogérée. Ainsi, le danger subsiste de voir ces couches s'éloigner rapidement.

Les gauchistes frustrés des mouvements du Globus, du Bunker et en partie du Schigu contribuent le plus à la théorisation de certaines caractéristiques du mouvement. Le contenu de cette théorisation réside — à part une surestimation, en partie démesurée, de la force du mouvement, qui n'est souvent considéré que dans le cadre d'un rapport de forces sociales limité — de manière primaire dans une attitude sectaire, voire même dogmatique, à l'égard de toutes les organisations, dans le rejet par principe de n'importe quelle structuration (alors que de plus en plus de jeunes font l'expérience de sa nécessité et commencent à développer certaines structures propres : groupes de travail, coordination de ces groupes, préparation des assemblées générales) et une fausse valorisation de l' "action militante".

Des innovations théoriques dangereuses

Cette conception de l' "action militante" sous-estime, à notre avis, complètement les conditions politiques de démarrage du mouvement. Ce n'est pas l' "action militante" d'un petit groupe, qui grâce à une rixe sur la place Bellevue, a provoqué la renaissance du mouvement de la jeunesse, mais bien la politique incroyable menée par le Conseil communal durant les douze dernières années. L'ouverture toujours repoussée de la "Rote Fabrik", la dégradation permanente des lieux de loisirs pour les jeunes (voir la brèche no 233), contrastant avec le développement sans retenue de la culture de l'establishment, devaient justement provoquer une telle réponse des jeunes. C'est uniquement grâce à cette situation politique favorable que la "théorie de l'action militante" n'a pas encore entraîné une criminalisation et un isolement complets du mouvement des jeunes. Mais certaines actions "militantes" lors de — quelques — manifestations et leur théorisation ont certainement contribué à ce que le mouvement ait de la peine à tisser des liens avec de larges couches d'apprentis, de jeunes travailleurs et d'écoliers. Car ces actions empêchèrent la participation de beaucoup de gens, que ce soit par peur, à cause de la répression, ou pour d'autres raisons.

Ces théories sont également dangereuses pour le mouvement, car la stratégie de l'Etat et de la police s'est quelque peu modifiée. La tentative des autorités de diviser le mouvement entre "radicaux" et "modérés" n'est pas nouvelle; par contre, l'immixtion d'espions policiers (avec veste de cuir, déguisements, perruques, etc.) dans les parties militantes des manifestations, afin d'arrêter les manifestants "sur le fait" (comme lors de la manifestation devant la NZZ le 9 juin) ou pour, dans certains cas, attirer le mouvement dans le piège de la provocation, pour ensuite mieux le criminaliser et l'isoler, est par contre plus récente.

Pour beaucoup de participants, et en particulier pour les militants les plus âgés, il est clair que la maison de jeunes autogérée crée certes un espace libre important, où certains besoins peuvent être satisfaits, mais qu'ainsi les conditions sociales de la rogne à l'origine du mouvement ne seront pas touchées. Cependant une autre caractéristique du mouvement est que des solutions de rechange concernant l'ensemble de la société — même confuses et utopiques — sont pratiquement absentes.

Un mouvement sans utopie

D'une part cela s'explique certainement par la situation internationale, qui est défavorable : alors qu'en 1968, le Che ou Ho Chi Minh, et avec eux la révolution socialiste, devinrent rapidement des figures de référence, aujourd'hui l'évolution de la situation, par exemple, au Cambodge ou en Afghanistan, en a déçu plus d'un et n'a certainement pas renforcé la crédibilité du socialisme. Malheureusement, la révolution nicaraguayenne, qui pourrait jouer un certain rôle, est peu présente dans les préoccupations des gens.

D'autre part, ce manque de perspectives politiques s'explique aussi par la situation suisse. C'est surtout la stratégie de paix du travail qui porte à ce propos une lourde responsabilité dans les difficultés que rencontre le mouvement à se doter d'une compréhension clairement anticapitaliste. Ainsi, il est presque fantastique que douze ans après les émeutes du Globus, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, soit expriment leur "reconnaissance" à la police ou considèrent l'engagement des forces de police comme "mesuré" (VPOD de la ville de Zurich) ou suivent une politique ménageant la chèvre et le chou, comme le PS. Les mouvements sociaux comme celui de Zurich font apparaître clairement les limites de la collaboration de classe : on ne peut pas, comme le PS, gérer la politique de la jeunesse de la ville (la socialiste Lieberherr est à la tête de l'Office social), lancer les flics contre les jeunes (comme le fit l'Office social en 1978 contre le mouvement Schigu) et en même temps manifester sa "compréhension" pour les revendications des jeunes. Cette politique empêche malheureusement les jeunes de voir dans le mouvement ouvrier un allié dans la lutte contre cette société.

Notre engagement pour les revendications des jeunes (par exemple pour des postes de formation qualifiés en nombre suffisant) ainsi que notre participation actuelle dans le mouvement des jeunes n'ont pas pour but, contrairement au PS, d'intégrer les jeunes à la société bourgeoise. Au contraire : nous nous engageons pleinement pour que la revendication d'une maison des jeunes autogérée soit enfin réalisée. La discussion politique, la présentation des voies et des moyens possibles et des solutions de rechange d'ensemble sont partie intégrante de notre travail politique, même si cela doit provoquer quelques remous dans le mouvement.

Z. Z.

Après la manifestation du samedi 21 juin, qui fut un réel succès, à la fois par le nombre des participants (près de 7 000) et par le refus des manifestants de se lancer dans une confrontation sans issue avec les forces de répression, nos camarades du cercle jeune La Taupe ont distribué un tract dont nous publions un extrait :

COMMENT CONTINUER ?

"La disponibilité du PS (à se porter responsable de la maison des jeunes, réd.) *— comme sa protestation contre l'interdiction de manifester et les arrestations préventives — est évidemment l'expression de la force du mouvement. La pression du mouvement a obligé ce parti — qui jusqu'alors ne s'était jamais prononcé pour une maison des jeunes autogérée et qui par sa participation à la Municipalité (Lieberherr !) menait une politique hostile à la jeunesse — à se placer du côté des jeunes. L'assemblée des délégués du PS de jeudi dernier s'est prononcée unanimement pour une maison des jeunes autogérée, a condamné l'interdiction de la manifestation et a failli (69 voix contre 71) appeler à cette manifestation illégale ! Le sérieux de cet engagement devra par la suite être mis à l'épreuve des faits. La Taupe estime cependant que la proposition du PS, de se porter responsable de la maison des jeunes, est parfaitement acceptable — pour autant cependant que la maison soit autogérée et que l'Assemblée générale des utilisateurs puisse décider de son utilisation sans concession à l'Etat ou au PS. L'assemblée générale du mouvement se prononcera mercredi sur le résultat des négociations entre le PS et la Municipalité. En même temps, il faut aussi élargir l'activité du mouvement à d'autres domaines. Car même une maison des jeunes autogérée ne résout pas tous les problèmes de notre situation minante au boulot, dans l'école, à l'Uni, dans la famille... et dans cette société finalement. C'est dans ce sens que La Taupe continuera son travail dans le mouvement et dans les groupes de travail des écoliers et des apprentis."*